

# Charte Forestière de Territoire Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan

-

## Diagnostic territorial

# Table des matières

Liste des illustrations

Liste des abréviations

Introduction.....	1
1. Limites administratives.....	3
2. Occupation du sol d'après les données CORINE Land Cover .....	6
3. Les potentialités naturelles .....	7
3.1. Sols.....	7
3.1.1. Géologie.....	7
3.1.2. Pédologie.....	8
3.2. Relief.....	9
3.3. L'eau .....	10
3.3.1. Le réseau hydrographique.....	10
3.3.2. Les SAGE .....	12
3.3.3. L'eau potable .....	14
3.4. Climat.....	17
3.4.1. Températures .....	17
3.4.2. Précipitations.....	18
3.4.3. Vent .....	18
3.4.4. Ensoleillement .....	19
3.4.5. Le changement climatique et ses conséquences .....	19
3.4.5.1. Les tendances récentes .....	19
3.4.5.2. Les projections futures .....	27
4. Les espaces boisés.....	30
4.1. Données générales sur les espaces boisés.....	30
4.1.1. Les essences présentes sur le territoire .....	33
4.1.2. Caractéristiques des principales essences rencontrées .....	34
4.1.2.1. Présentation .....	34
4.1.2.2. Les classes de hauteur par peuplement .....	38
4.1.2.3. Les principaux problèmes sanitaires .....	43
4.2. Les forêts publiques .....	46



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



4.3.	Les propriétaires forestiers .....	50
5.	Les haies bocagères.....	59
6.	La filière bois.....	61
6.1.	L'amont.....	62
6.1.1.	Les Gestionnaires Forestiers.....	62
6.1.1.1.	Les Gestionnaires Forestiers Professionnels .....	62
6.1.1.2.	Les coopératives forestières .....	63
6.1.1.3.	Les experts forestiers .....	63
6.1.2.	Les pépinières forestières.....	64
6.1.3.	Les Entrepreneurs de Travaux Forestiers.....	65
6.1.4.	Les Exploitants Forestiers .....	66
6.2.	L'aval.....	67
6.2.1.	Les scieries.....	67
6.2.2.	La seconde transformation.....	68
6.3.	Le bois énergie.....	69
6.3.1.	Les chaudières des entreprises et des collectivités.....	69
6.3.2.	Les particuliers.....	71
6.3.3.	Le potentiel bois énergie .....	72
6.4.	La construction bois .....	73
7.	Le Carbone.....	75
8.	Enjeux environnementaux ou patrimoniaux.....	79
8.1.	Zones sans incidence réglementaire .....	79
8.1.1.	Le Parc Naturel Régional du Marais Poitevin .....	79
8.1.2.	Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique .....	81
8.2.	Zonages avec incidence réglementaire .....	85
8.2.1.	Natura 2000.....	85
8.2.1.1.	Les Zones de Protection Spéciale (ZPS) .....	85
8.2.1.2.	Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) .....	87
8.2.2.	Les Espaces Naturels Sensibles.....	88
8.2.3.	Les sites classés et les sites inscrits .....	90
8.2.4.	L'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB).....	92
8.2.5.	Les monuments historiques .....	93
8.2.6.	Les sites patrimoniaux remarquables.....	96
8.2.6.	Les Espaces Boisés Classés .....	97



8.3.	La biodiversité hors zonages .....	98
8.3.1.	La Trame Verte et Bleue .....	98
8.3.2.	Les zones humides.....	99
8.3.3.	Les ripisylves .....	102
9.	Les activités de loisir .....	105
9.1.	La chasse.....	105
9.2.	La promenade et activités associées (vélos...) .....	106
9.3.	La cueillette de champignons.....	107
	Bibliographie .....	108
	Annexes	



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





# Liste des illustrations

Figure 1 : Cartes représentant la région, le département et les communes concernés par la Charte Forestière de Territoire .....	5
Figure 2 : Cartes de l'occupation des sols .....	6
Figure 3 : Carte géologique du Massif armoricain .....	7
Figure 4 : Carte géologique de la Vendée .....	8
Figure 5 : Carte pédologique de la Vendée .....	8
Figure 6 : Carte du relief vendéen .....	9
Figure 7 : Carte du réseau hydrographique du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	10
Figure 8 : Carte des principaux cours d'eau sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	11
Figure 9 : Carte des SAGE sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	13
Figure 10 : Carte des bassins versants des trois retenues d'eau potable présentes sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	16
Figure 11 : Carte des PPI, PPRS et PPRC des trois retenues d'eau potable présentes sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	16
Figure 12 : Cartes des températures moyennes annuels sur les périodes 1959-1988 et 1989-2018 ..	20
Figure 13 : Cartes des cumuls moyens de précipitations en période de végétation sur les périodes 1959-1988 et 1989-2018 .....	22
Figure 14 : Cartes des cumuls moyens d'ETP en période de végétation sur les périodes 1959-1988 et 1989-2018 .....	24
Figure 15 : Cartes des bilans moyens P-ETP en période de végétation sur les périodes 1959-1988 et 1989-2018 .....	26
Figure 16 : Température moyenne annuelle en Pays de la Loire : écart à la référence 1976-2005 - Observations et simulations climatiques pour trois scénarios d'évolution RCP 2.6, 4.5 et 8.5 .....	28
Figure 17 : Carte des forêts du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	30
Figure 18 : Carte des principaux massifs du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	31
Figure 19 : Zones à risques pour le chêne pédonculé sur l'ouest de la France .....	44



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Figure 20 : Carte des forêts gérées par l'ONF sur la Communauté de communes Vendée Grand Littoral .....	49
Figure 21 : Carte des forêts gérées par l'ONF sur la Communauté de communes du Pays des Achards .....	50
Figure 22 : Linéaire des haies bocagères sur la Communauté de communes Vendée Grand Littoral .	59
Figure 23 : Linéaire des haies bocagères sur la Communauté de communes Pays de Achards .....	60
Figure 24 : Volumes et proportions de salariés dans les différents segments de la filière bois, dans les départements des Pays de la Loire en 2011.....	61
Figure 25 : Carte localisant les Gestionnaires Forestiers Professionnels de la Vendée .....	62
Figure 26 : Carte localisant les pépinières forestières de la Vendée .....	64
Figure 27 : Carte localisant les Entrepreneurs de Travaux Forestiers de la Vendée .....	65
Figure 28 : Carte localisant les Exploitants Forestiers de la Vendée .....	66
Figure 29 : Carte localisant les scieries en Vendée .....	67
Figure 30 : Carte localisant les entreprises de seconde transformation de la Vendée .....	68
Figure 31 : Carte localisant les chaufferies à plaquettes ou à granulés des collectivités et des entreprises de Vendée .....	70
Figure 32 : Evolution des ventes des appareils à bois entre 2008 et 2018 .....	71
Figure 33 : Carte du Parc Naturel Régional du Marais Poitevin .....	80
Figure 34 : Carte des ZNIEFF de type 1 sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	82
Figure 35 : Carte des ZNIEFF de type 2 sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	84
Figure 36 : Carte de la ZPS sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	86
Figure 37 : Carte des ZSC sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	87
Figure 38 : Carte des ENS et des zones de préemption ENS sur l'ouest du Syndicat .....	88
Figure 39 : Cartes des ENS et des zones de préemption ENS à l'est et au nord du Syndicat .....	89
Figure 40 : Carte des sites inscrits/classés sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan ..	91
Figure 41 : Carte de l'APPB « Prairies calcaires du Fief-Bodin » situé sur la commune de La Jonchère .....	92



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Figure 42 : Carte du site patrimonial remarquable sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	96
Figure 43 : Carte des zones humides forestières situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (partie nord) .....	100
Figure 44 : Carte des zones humides forestières situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (partie sud) .....	101
Figure 45 : Carte de l'état des ripisylves situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (partie nord) .....	103
Figure 46 : Carte de l'état des ripisylves situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (partie sud) .....	104
Tableau I : Histogramme indiquant la répartition des propriétaires forestiers privés par classe de surface .....	32
Tableau II : Tableau récapitulatif des Documents de Gestion Durable présents sur le Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan .....	33
Tableau III : Tableau représentant l'évolution des ventes des appareils à bois entre 2008 et 2018....	71
Tableau IV : Histogramme indiquant le nombre d'emplois dans le secteur de la construction bois en Pays de la Loire entre 2009 et 2018 .....	74
Tableau V : Répartition des stocks de carbone (hors produits bois) par occupation du sol sur la Communauté de communes du Pays des Achards .....	75
Tableau VI : Flux en milliers de tCO <sub>2</sub> eq/an de l'epci, par occupation du sol - Communauté de communes du Pays des Achards.....	76
Tableau VII : Répartition des stocks de carbone (hors produits bois) par occupation du sol sur la Communauté de communes Vendée Grand Littoral .....	77
Tableau VIII : Flux en milliers de tCO <sub>2</sub> eq/an de l'epci, par occupation du sol - Communauté de communes Vendée Grand Littoral .....	78
Tableau IX : Répartition de l'état des ripisylves sur la zone interceptant les territoires du Syndicat Mixte Auzance Vertonne et Vendée Cœur Océan .....	105



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



# Liste des abréviations

Ademe : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

APPB : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

AVAP : Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine

CBPS : Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles

CBPS+ : Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles avec programme de coupes et de travaux

CDNPS : Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites

CFT : Charte Forestière de Territoire

CNPF : Centre National de la Propriété Forestière

DCE : Directive Cadre sur l'Eau

DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EBC : Espace Boisé Classé

ENS : Espace Naturel Sensible

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

IGN : Institut national de l'information géographique et forestière

ONF : Office National des Forêts

PCAET : Plan Climat Air Energie Territorial

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PNR : Parc Naturel Régional

PP : Périmètre de Protection

PPE : Périmètre de Protection Eloigné

PPI : Périmètre de Protection Immédiat

PPRS : Périmètre de Protection Rapproché Sensible

PPRC : Périmètre de Protection Rapproché Complémentaire

PSG : Plan Simple de Gestion

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



SMAV : Syndicat Mixte Auzance Vertonne

SPR : Site Patrimonial Remarquable

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

SRCE : Schéma Régional de Cohérence Ecologique

STAP : Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine

TVB : Trame Verte et Bleue

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique

ZPPAUP : Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager

ZPS : Zone de Protection Spéciale

ZSC : Zones Spéciales de Conservation



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



# Introduction

La loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 d'Orientation Forestière (LOF), accorde une part importante au développement d'une **politique de gestion durable et multifonctionnelle de la forêt**. Elle introduit la notion d'intégration territoriale au travers de l'article L.12 de l'ancien Code forestier qui prévoit la mise en œuvre de chartes forestières de territoire : *« Sur un territoire pertinent au regard des objectifs poursuivis, une Charte Forestière de Territoire peut être établie afin de mener un programme d'actions pluriannuel intégrant, le cas échéant, la multifonctionnalité des forêts locales et visant à garantir la satisfaction des demandes environnementales ou sociales particulières concernant la gestion des forêts et des espaces naturels qui leur sont connexes, à contribuer à l'emploi et à l'aménagement rural, notamment par le renforcement des liens entre les agglomérations urbaines et les massifs forestiers, à renforcer la compétitivité de la filière de production, de récolte, de transformation et de valorisation des produits, et à favoriser le regroupement des propriétaires forestiers sur le plan technique ou économique, la restructuration foncière ou encore la gestion groupée au niveau forestier d'un massif forestier ».*

Aujourd'hui, le nouveau Code forestier dans ses articles L.123-1 et L.123-3 indique : *« Sur un territoire pertinent au regard des objectifs poursuivis, une stratégie locale de développement forestier peut être établie à l'initiative d'une ou de plusieurs collectivités territoriales, d'une ou plusieurs organisations de producteurs, de l'Office national des forêts, du centre régional de la propriété forestière ou de la chambre d'agriculture. Elle se fonde sur un état des lieux et consiste en un programme d'actions pluriannuel visant à développer la gestion durable des forêts situées sur le territoire considéré, et notamment à :*

- 1° Mobiliser du bois en favorisant une véritable gestion patrimoniale, dynamique et durable ;*
- 2° Garantir la satisfaction de demandes environnementales ou sociales particulières concernant la gestion des forêts et des espaces naturels qui leur sont connexes ;*
- 3° Contribuer à l'emploi et à l'aménagement rural, notamment par le renforcement des liens entre les agglomérations et les massifs forestiers ;*
- 4° Favoriser le regroupement technique et économique des propriétaires forestiers, la restructuration foncière ou la gestion groupée à l'échelle d'un massif forestier ;*
- 5° Renforcer la compétitivité de la filière de production, de récolte, de transformation et de valorisation des produits forestiers.*

*Elle doit être compatible avec le plan pluriannuel régional de développement forestier mentionné à la section 4 du chapitre II du présent titre »* (article L.123-1 du nouveau Code forestier).

*« La stratégie locale de développement forestier, qui peut prendre la dénomination de charte forestière de territoire ou de plan de développement de massif, donne lieu à des conventions conclues entre, d'une part, un ou plusieurs propriétaires forestiers, leurs mandataires ou leurs organisations représentatives et, d'autre part, des professionnels de l'exploitation forestière et de la transformation du bois ou leurs organisations représentatives, des établissements publics, des associations d'usagers de la forêt ou de protection de l'environnement, des collectivités territoriales ou l'Etat. Ces conventions, sous réserve du respect des dispositions du présent code et des règles applicables aux aides d'Etat, peuvent donner lieu à des aides publiques dans des conditions fixées par décret »* (article L.123-3 du nouveau Code forestier)



La circulaire DERF/SDF/SDIB/C2001-3004 du 15 février 2001 précise les modalités d'élaboration de ces chartes forestières de territoire. Elle rappelle que « *Dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle de la forêt, modulée selon les enjeux identifiés au niveau local et les objectifs prioritaires des propriétaires forestiers, la charte de territoire forestier est appelée à devenir un outil d'aménagement et de développement durable des territoires ruraux, insérant davantage les forêts dans leur environnement économique, écologique, social et culturel.* »

Une Charte Forestière de Territoire est un outil d'aménagement et de développement durable des territoires. C'est également un projet collectif prenant en compte chaque partie des services ou productions de la forêt et inscrivant celle-ci comme une composante forte du développement territorial.

Toutefois, la Charte n'est pas un outil réglementaire et elle ne peut être en contradiction avec les différents textes (lois, décrets, arrêtés) qui régissent le développement territorial, de plus elle doit être compatible avec les documents d'urbanisme (PLU, SCoT, ...) ou les orientations de gestion forestière telles que les orientations régionales. C'est une démarche contractuelle entre les différents acteurs locaux dans le but de répondre aux attentes de la société vis-à-vis de la forêt.

Il est à noter que « *la Cour des comptes a publié le 25 mai 2020 le rapport sur la structuration de la filière forêt-bois qu'elle a réalisé à la demande de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Face aux difficultés économiques du secteur et aux enjeux environnementaux et climatiques majeurs liés à la forêt, elle formule huit recommandations autour de deux grands axes d'action : la préservation de la ressource forestière et le soutien aux industries de transformation du bois, et la promotion d'une politique de filière cohérente, "au plus près des territoires" ».*

([https://www.banquedesterritoires.fr/filiere-foret-bois-la-cour-des-comptes-appelle-une-structuration-au-plus-pres-des-territoires?pk\\_campaign=newsletter\\_quotidienne&pk\\_kwd=2020-05-26&pk\\_source=Actualit%C3%A9s\\_Localtis&pk\\_medium=newsletter\\_quotidienne](https://www.banquedesterritoires.fr/filiere-foret-bois-la-cour-des-comptes-appelle-une-structuration-au-plus-pres-des-territoires?pk_campaign=newsletter_quotidienne&pk_kwd=2020-05-26&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_quotidienne))

La Charte Forestière de Territoire est un outil qui permet de développer une filière forêt-bois local comme ce qui est recommandé par la Cour des comptes.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



## 1. Limites administratives

Le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan se situe en Région Pays de la Loire, dans le département de la Vendée. Il regroupe les communautés de communes de Vendée Grand Littoral et du Pays des Achards. Au total, ce sont 29 communes qui composent le territoire (Figure 1).

La surface du territoire est de 73 344 ha (soit 11% de la surface du département de la Vendée) et la population est de 60 802 habitants.

➤ Région :

Pays de la Loire

➤ Département :

Vendée (85)

➤ Intercommunalités :

Pays des Achards

Vendée Grand Littoral

➤ Communes :

Nom	Code INSEE	Superficie (en ha)	Population (en 2016)
Angles	85004	3 342	2 785
Avrillé	85010	2 555	1 400
Beaulieu-sous-la-Roche	85016	2 577	2 199
Le Bernard	85022	2 755	1 209
La Boissière-des-Landes	85026	2 383	1 379
Le Champ-Saint-Père	85050	2 475	1 839
La Chapelle-Hermier	85054	1 814	887
Curzon	85077	593	503



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



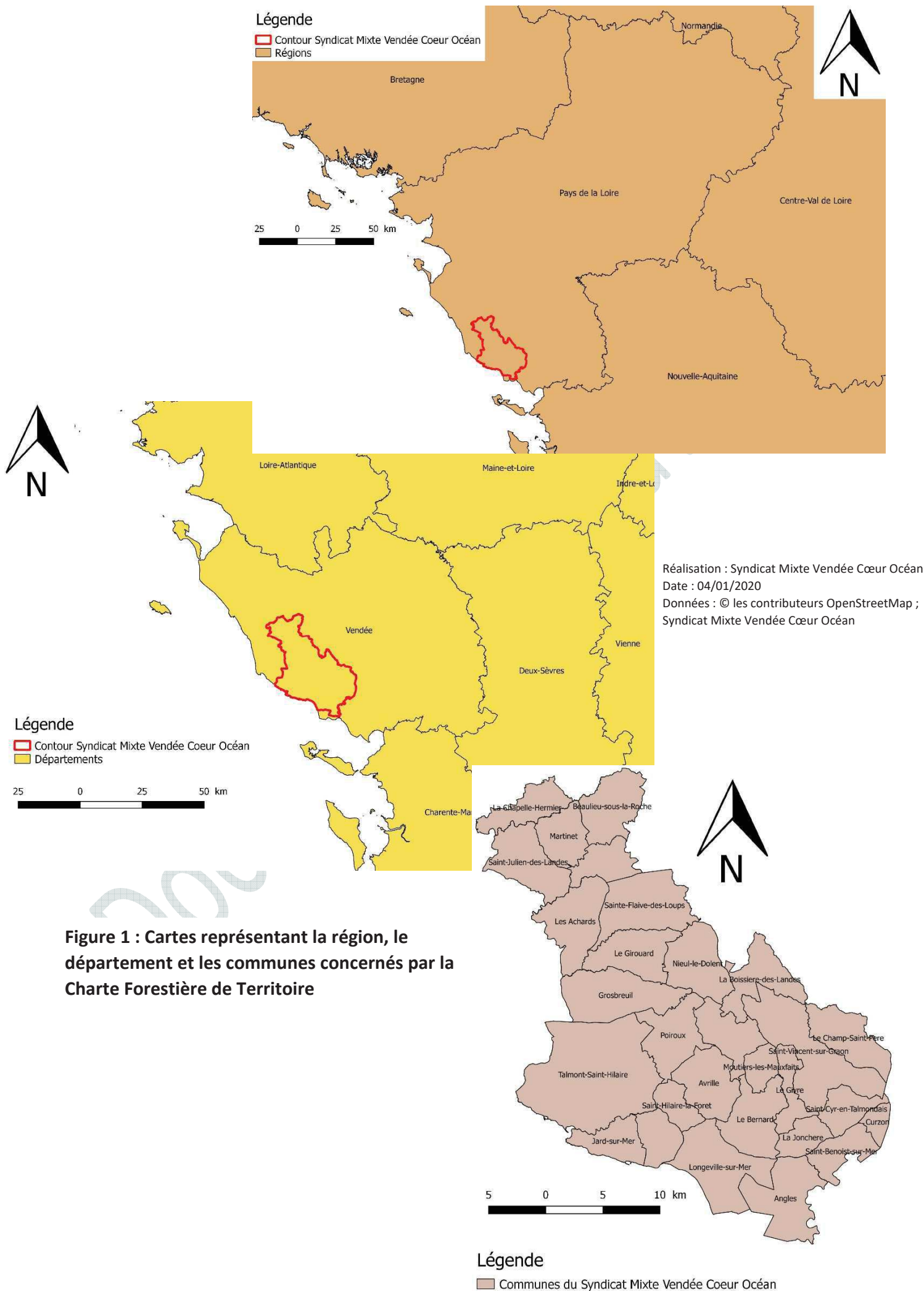


Nom	Code INSEE	Superficie (en ha)	Population (en 2016)
Le Girouard	85099	2 551	1 026
Le Givre	85101	1 249	492
Grosbreuil	85103	3 669	2 151
Jard-sur-Mer	85114	1 682	2 647
La Jonchère	85116	1 154	440
Longeville-sur-Mer	85127	3 803	2 495
Martinet	85138	1 840	1 119
Les Achards	85152	3 045	5 001
Moutiers-les-Mauxfaits	85156	925	2 121
Nieul-le-Dolent	85161	2 802	2 468
Poiroux	85179	2 573	1 082
Saint-Avaugourd-des-Landes	85200	2 087	1 059
Saint-Benoist-sur-Mer	85201	1 556	462
Saint-Cyr-en-Talmondaïs	85206	1 393	376
Sainte-Flaive-des-Loups	85211	3 628	2 373
Saint-Georges-de-Pointindoux	85218	1 564	1 652
Saint-Hilaire-la-Forêt	85231	1 094	817
Saint-Julien-des-Landes	85236	2 845	1 713
Saint-Vincent-sur-Graon	85277	4 880	1 481
Saint-Vincent-sur-Jard	85278	1 462	1 303
Talmont-Saint-Hilaire	85288	9 048	7 510
<b>TOTAL</b>		<b>73 344</b>	<b>60 802</b>



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





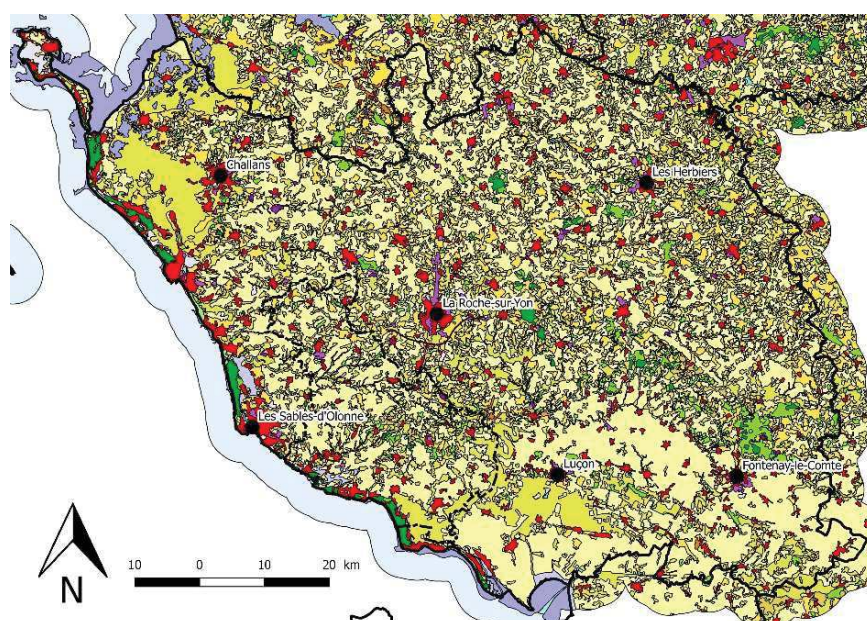
**Figure 1 : Cartes représentant la région, le département et les communes concernés par la Charte Forestière de Territoire**



## 2. Occupation du sol d'après les données CORINE Land Cover

Comme le montre les cartes présentes ci-dessous, la Vendée est un département essentiellement agricole. En effet, la grande majorité de l'occupation du sol est destinée à l'agriculture. Les surfaces urbanisées se trouvent autour des agglomérations comme La Roche-sur-Yon et Les Sables-d'Olonne. Les plus grands massifs forestiers sont situés sur le littoral et au nord-est de Fontenay-le-Comte.

Le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan est également dominé par les surfaces à destination de l'agriculture. Les surfaces urbanisées se retrouvent essentiellement au niveau des bourgs des communes. Les forêts se trouvent sur le littoral entre Talmont-Saint-Hilaire et Longeville-sur-Mer. Des massifs forestiers se trouvent également au centre du territoire, autour de Poiroux et Avrillé (Figure 2).

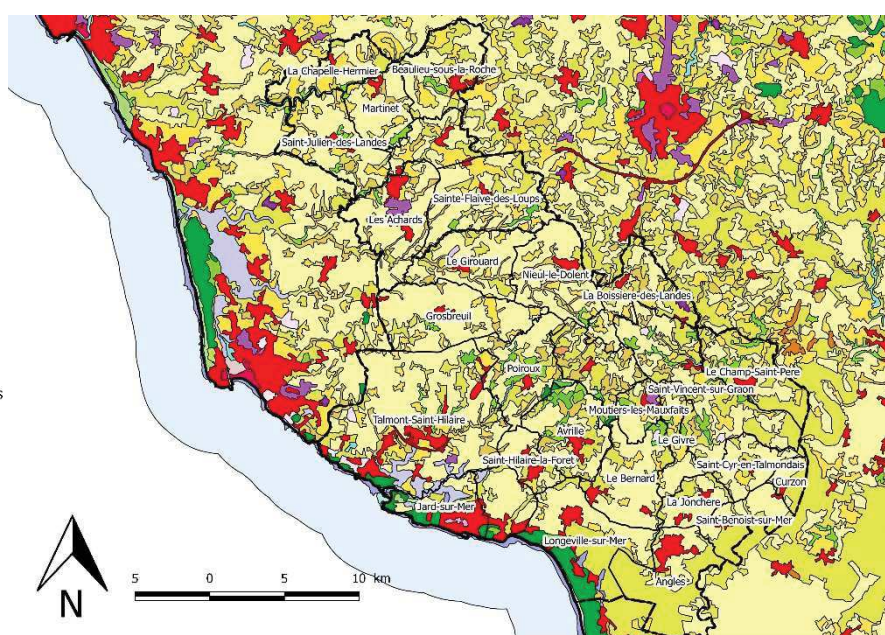


**Figure 2 : Cartes de l'occupation des sols**

Réalisation : Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan  
Date : 04/01/2020  
Données : CORINE Land Cover 2012 ;  
© les contributeurs OpenStreetMap ;  
Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan

### Légende

- Contours des départements
- Contour du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan
- Communes du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan
- CORINE Land Cover
  - Tissu urbain continu
  - Tissu urbain discontinu
  - Zones industrielles ou commerciales et installations publiques
  - Réseaux routiers et ferroviaires et espaces associés
  - Zones portuaires
  - Aéroports
  - Extraction de matériaux
  - Décharges
  - Chantiers
  - Espaces verts urbains
  - Equipements sportifs et de loisirs
  - Terres arables hors périmètres d'irrigation
  - Vignobles
  - Vergers et petits fruits
  - Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole
  - Cultures annuelles associées à des cultures permanentes
  - Systèmes culturaux et parcellaires complexes
  - Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
  - Forêts de feuillus
  - Forêts de conifères
  - Forêts mélangées
  - Pelouses et pâturages naturels
  - Landes et broussailles
  - Forêt et végétation arbustive en mutation
  - Plages, dunes et sable
  - Marais intérieurs
  - Tourbières
  - Marais maritimes
  - Marais salants
  - Zones intertidales
  - Cours et voies d'eau
  - Plans d'eau
  - Estuaires
  - Mers et océans



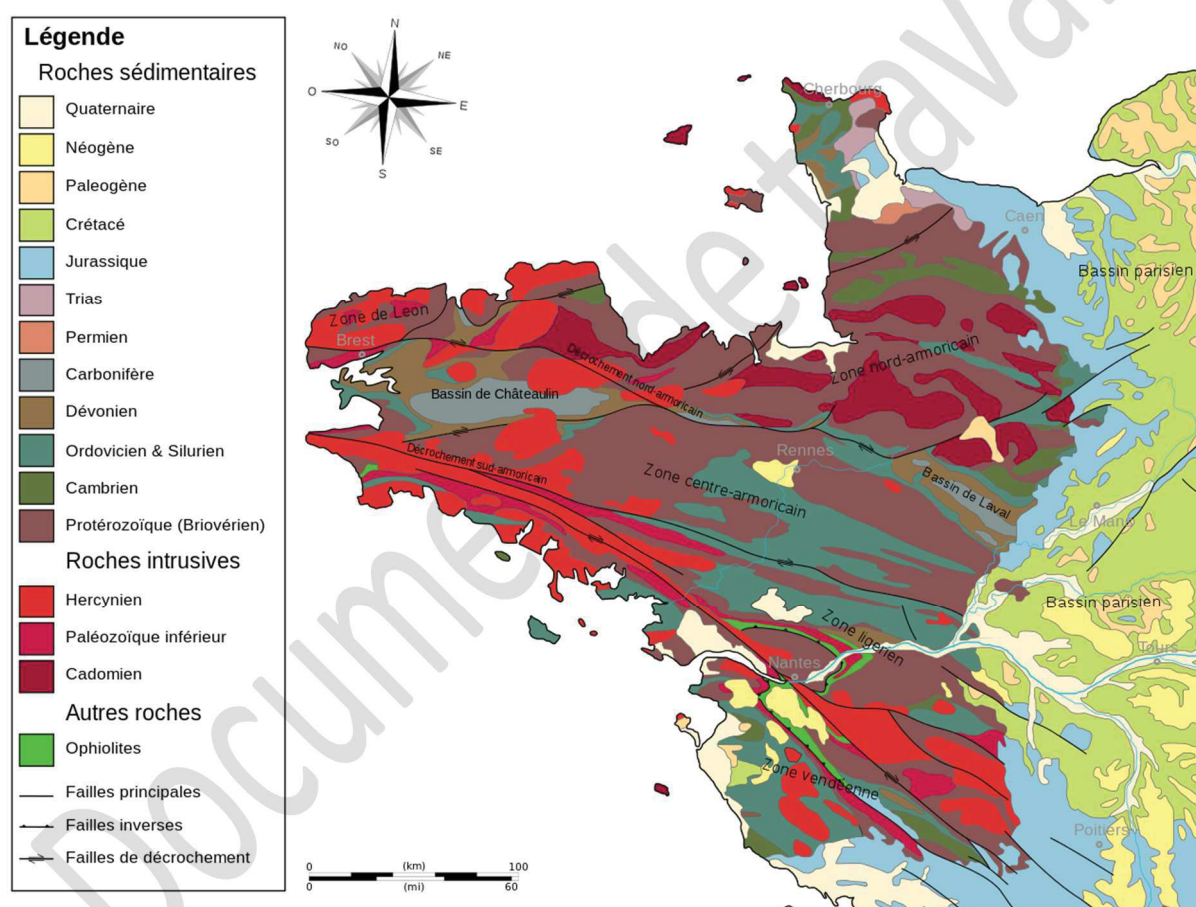
### 3. Les potentialités naturelles

#### 3.1. Sols

##### 3.1.1. Géologie

La majeure partie du département de la Vendée se situe au niveau du Massif Armoricain. Cependant, la partie sud de la Vendée fait partie du Marais Poitevin (Figure 3).

Pour le Syndicat Mixte, les communes du sud se situent au niveau du Marais Poitevin et les autres communes se situent au niveau du Massif Armoricain (Figure 4).



**Figure 3 : Carte géologique du Massif armoricain**

(Source : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Geologic\\_map\\_Armorican\\_Massif\\_FR.svg#/media/File:Geologic\\_map\\_Armorican\\_Massif\\_FR.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Geologic_map_Armorican_Massif_FR.svg#/media/File:Geologic_map_Armorican_Massif_FR.svg))



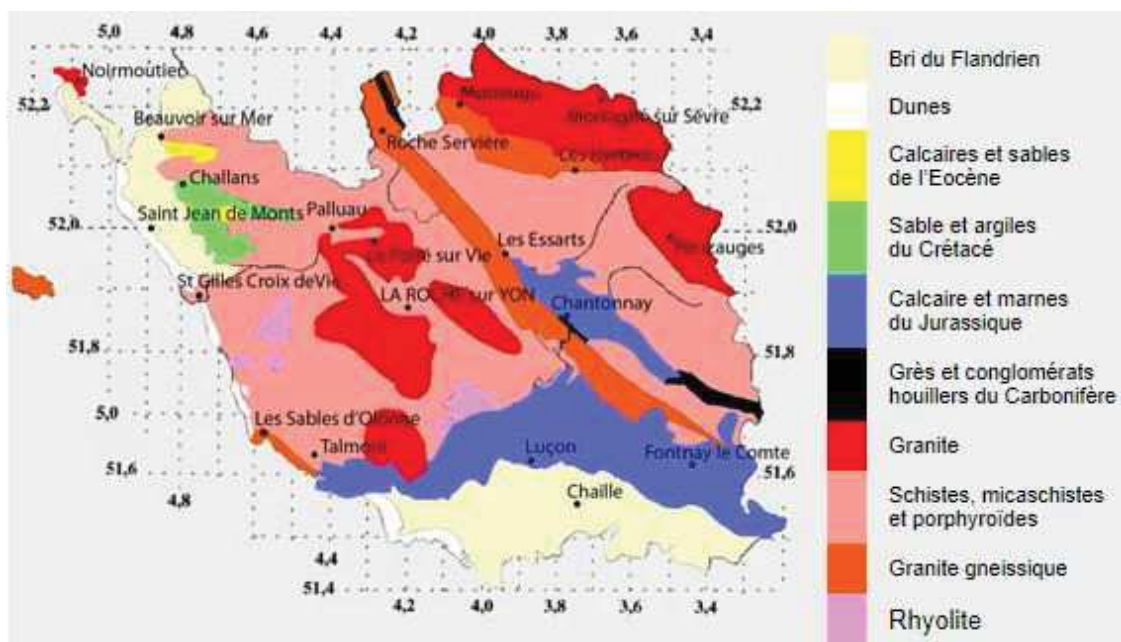


Figure 4 : Carte géologique de la Vendée

(Source : <http://www.orchidee-poitou-charentes.org/spip.php?article675>)

### 3.1.2. Pédologie

Les sols vendéens sont majoritairement constitués par des sols bruns acides et des sols bruns lessivés. Le sud du département est quant à lui constitué par des sols d'alluvions marines. En effet, la zone du marais Poitevin est une ancienne dépression qui au cours de l'Holocène (-10 000 ans) s'est transformé en golf marin par une transgression marine. Le golf est ensuite comblé par les dépôts marins (Figure 5).

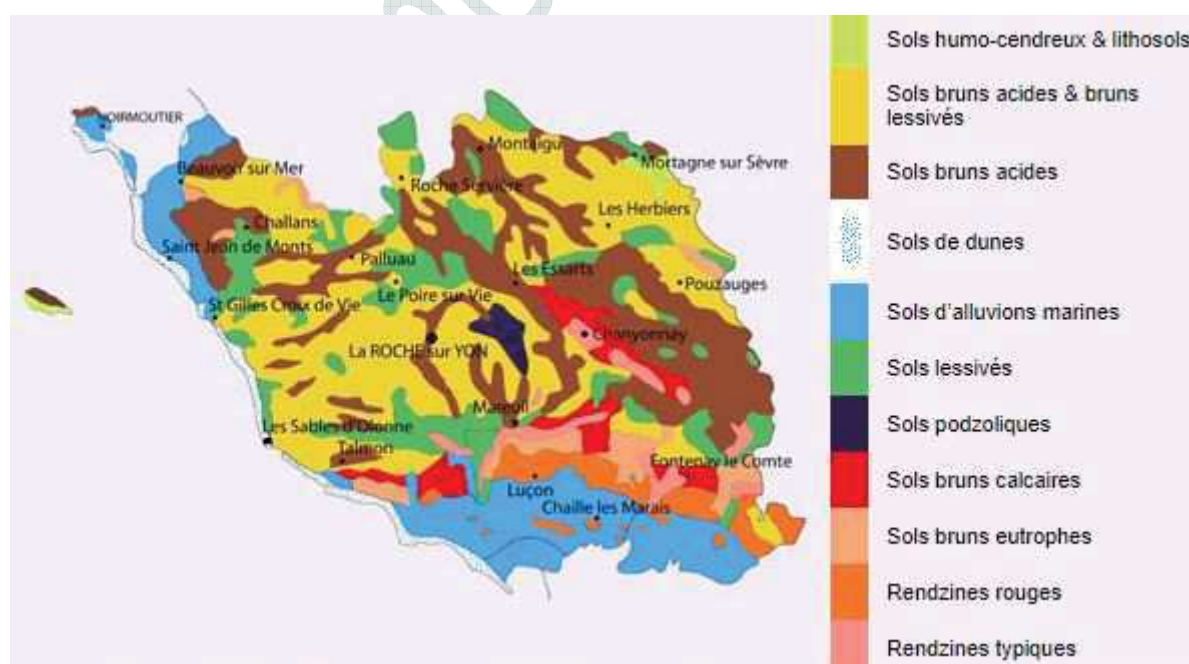


Figure 5 : Carte pédologique de la Vendée

(Source : <http://www.orchidee-poitou-charentes.org/spip.php?article675>)

### 3.2. Relief

Le relief de la Vendée est assez hétérogène (Figure 6). En effet, l'altitude à l'extrême est peut atteindre les 290 m, en revanche au sud (au niveau du Marais Poitevin) et à l'ouest l'altitude est très basse. Elle dépasse légèrement le niveau de la mer. Cette différence est due à l'histoire géologique de la région. Comme vu précédemment, la Vendée (excepté le Marais Poitevin) est la limite sud du Massif Armorica.

Au niveau du Syndicat Mixte, l'altitude se situe entre 0 m au niveau des communes du sud et de 82 m au niveau de La Boissière-des-Landes.

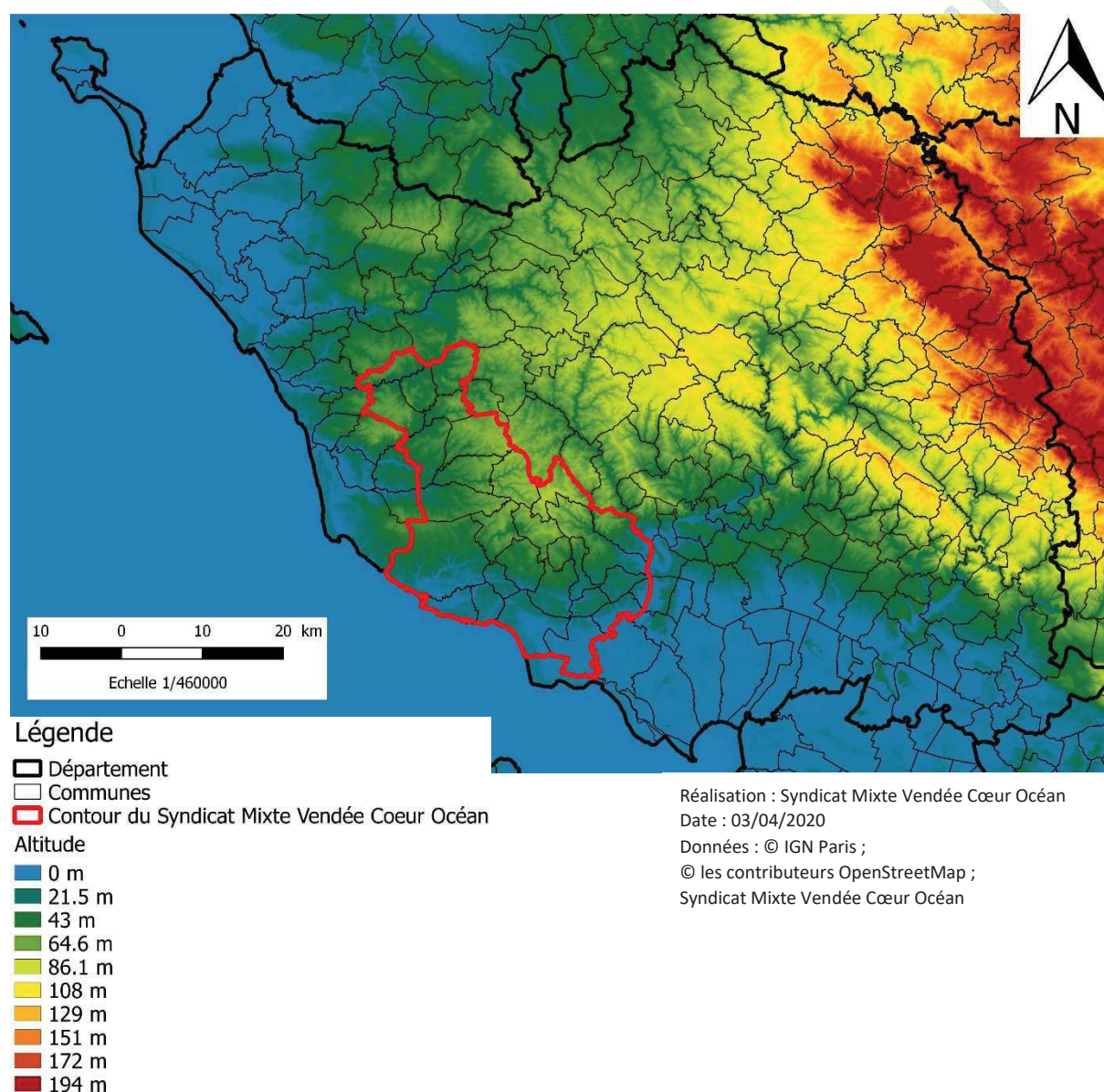


Figure 6 : Carte du relief vendéen



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





### 3.3. L'eau

La qualité des cours d'eaux sur le territoire, et plus largement à l'échelle de la Vendée n'est pas bonne. En effet, les eaux sont trop chargées en matière organique ce qui diminue la concentration en oxygène des eaux. De plus, la concentration en phosphate est également trop élevée. Il y a également des potentiels pics de pesticides.

Des données complémentaires sur l'état de certains cours d'eau sont disponibles à l'adresse suivante : <http://observatoire.sageauzancevertonne.fr/>

« Les boisements, sous leurs différentes formes (massifs forestiers en plein, bosquets, haies) agissent de plusieurs façons sur la qualité des eaux :

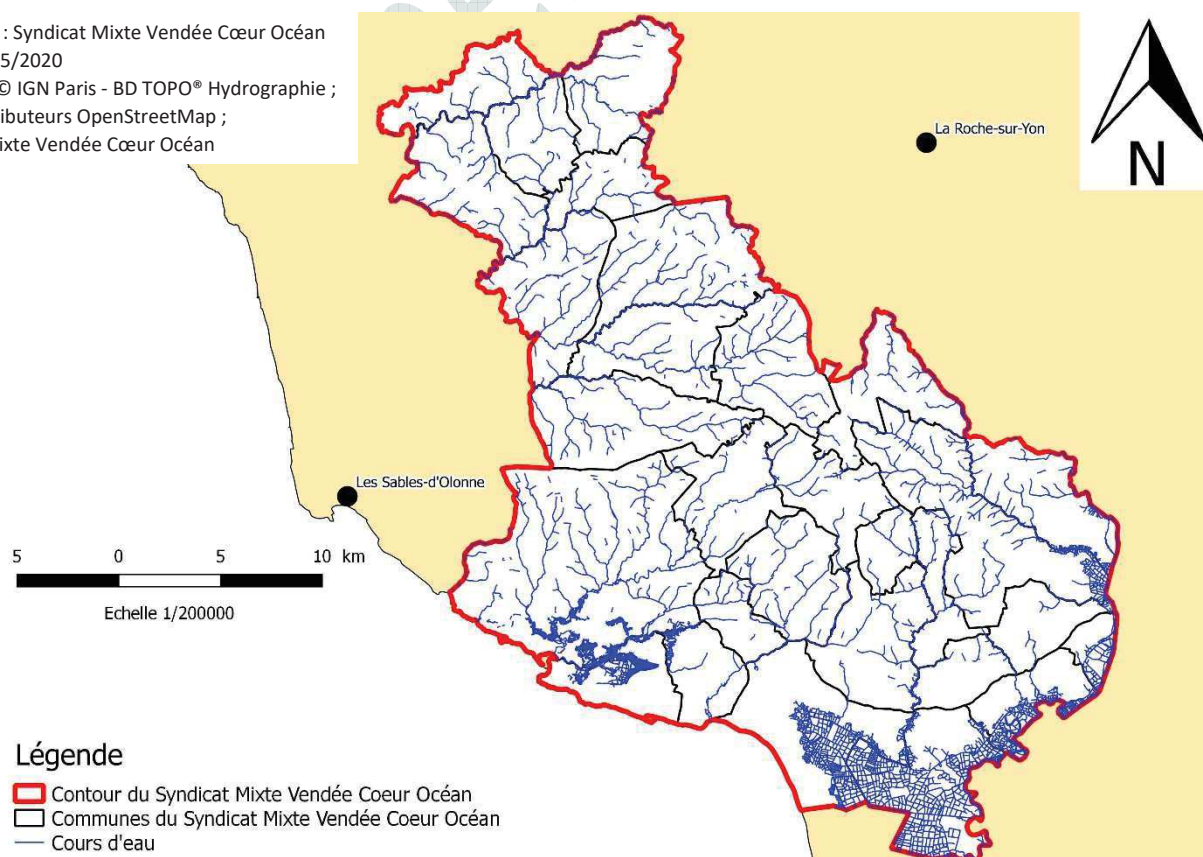
- en limitant la pression sur le milieu, par un mode d'occupation des sols pérenne et sans produit phytosanitaire ni fertilisations ;
- en régulant le transfert des nutriments et autres molécules polluantes
- en épurant les eaux

Les boisements représentent donc une solution extrêmement efficace pour préserver ou reconquérir la qualité de l'eau. » (<https://www.manche.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Foret/Boisements-de-protection-de-la-ressource-en-eau>)

#### 3.3.1. Le réseau hydrographique

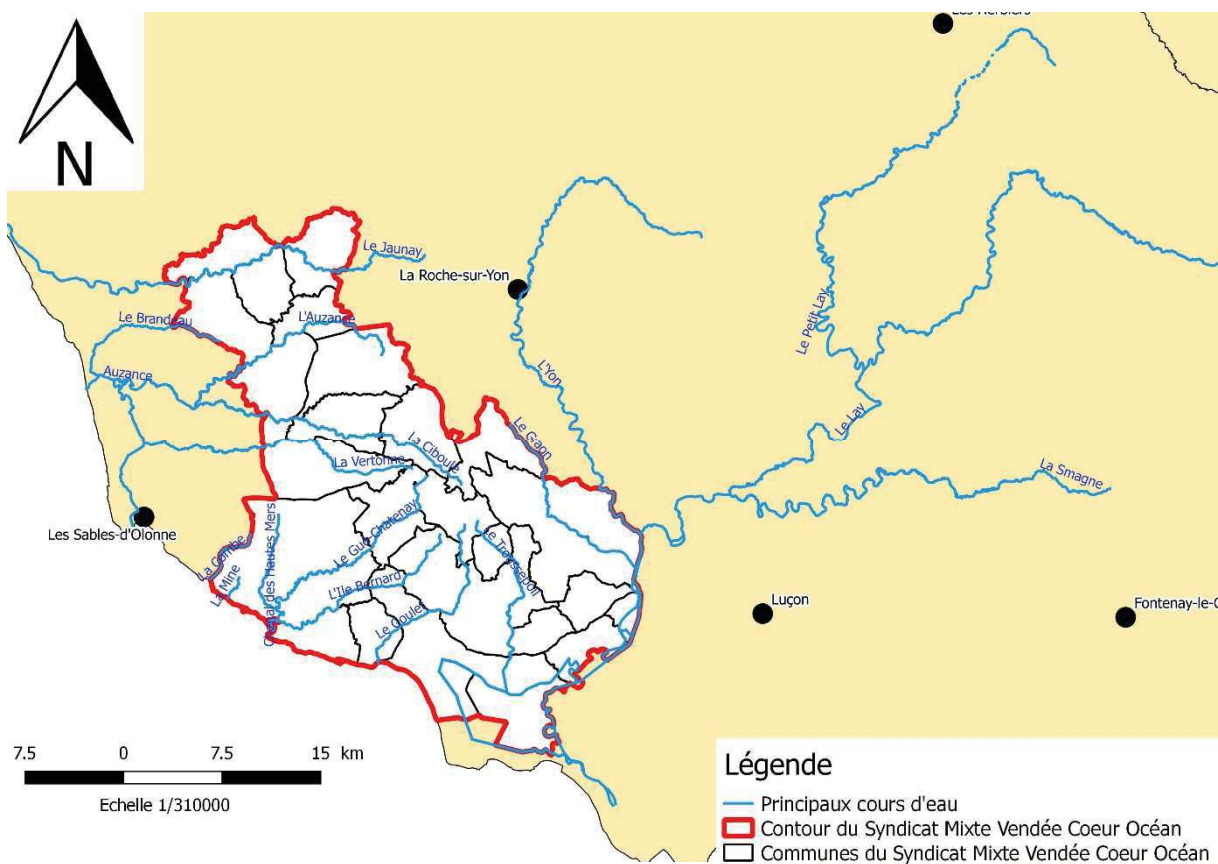
La longueur totale du réseau hydrographique est de 1 543 km (Figure 7). Cette longueur correspond à la longueur des cours d'eau, ainsi que des marais de Talmont-Saint-Hilaire, Jard-sur-Mer et Saint-Vincent-sur-Jard (environ 280 km). Il comprend également le réseau très dense des communes du Marais Poitevin (Longeville-sur-Mer, Angles, Saint-Benoist-sur-Mer, Curzon, Saint-Vincent-sur-Graon et le Champ-Saint-Père) ; ce réseau dense mesure à lui seul environ 530 km.

Réalisation : Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan  
Date : 10/05/2020  
Données : © IGN Paris - BD TOPO® Hydrographie ;  
© les contributeurs OpenStreetMap ;  
Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan



**Figure 7 : Carte du réseau hydrographique du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

Les principaux cours d'eau présents sur le territoire sont représentés sur la carte ci-après (Figure 8).



Réalisation : Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan  
Date : 10/05/2020  
Données : © IGN Paris - BD TOPO® Hydrographie ;  
SAGE Auzance Vertonne ;  
Syndicat Mixte du Marais Poitevin Bassin du Lay ;  
© les contributeurs OpenStreetMap ;  
Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan

**Figure 8 : Carte des principaux cours d'eau sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**



### 3.3.2. Les SAGE

*« Le **schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE)** est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.*

*Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à **concilier** la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe. Il repose sur une démarche volontaire de **concertation** avec les acteurs locaux.*

*Il est un instrument essentiel de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE) »*  
(<https://www.gesteau.fr/presentation/sage>)

On compte 3 SAGE sur le territoire (voir figure 9), le SAGE Auzance, Vertonne et cours d'eau côtiers, le SAGE du Lay et le SAGE Vie et Jaunay. Le SAGE Auzance, Vertonne et cours d'eau côtiers recouvre 40 000 ha sur le territoire, le SAGE du Lay 25 600 ha et le SAGE Vie et Jaunay 7 680 ha. Les politiques menées sur chaque bassin versant sont indépendantes et ont leurs enjeux spécifiques. Les actions menées par ces structures diffèrent les unes des autres.

Les SAGE se mettent en œuvre par l'intermédiaire de programmes d'actions chiffrés et planifiés sur 6 ans, s concrétisant par des contrats territoriaux Eau (CT eau) d'une durée de 3 ans entre maîtres d'ouvrages du territoire et les financeurs que sont l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, la Région Pays de la Loire et le Département de la Vendée.

Le Syndicat Mixte Auzance, Vertonne (SMAV) est la structure portant le SAGE Auzance, Vertonne et cours d'eau côtiers et coordonne depuis début 2020 un CT Eau 2020-2022.

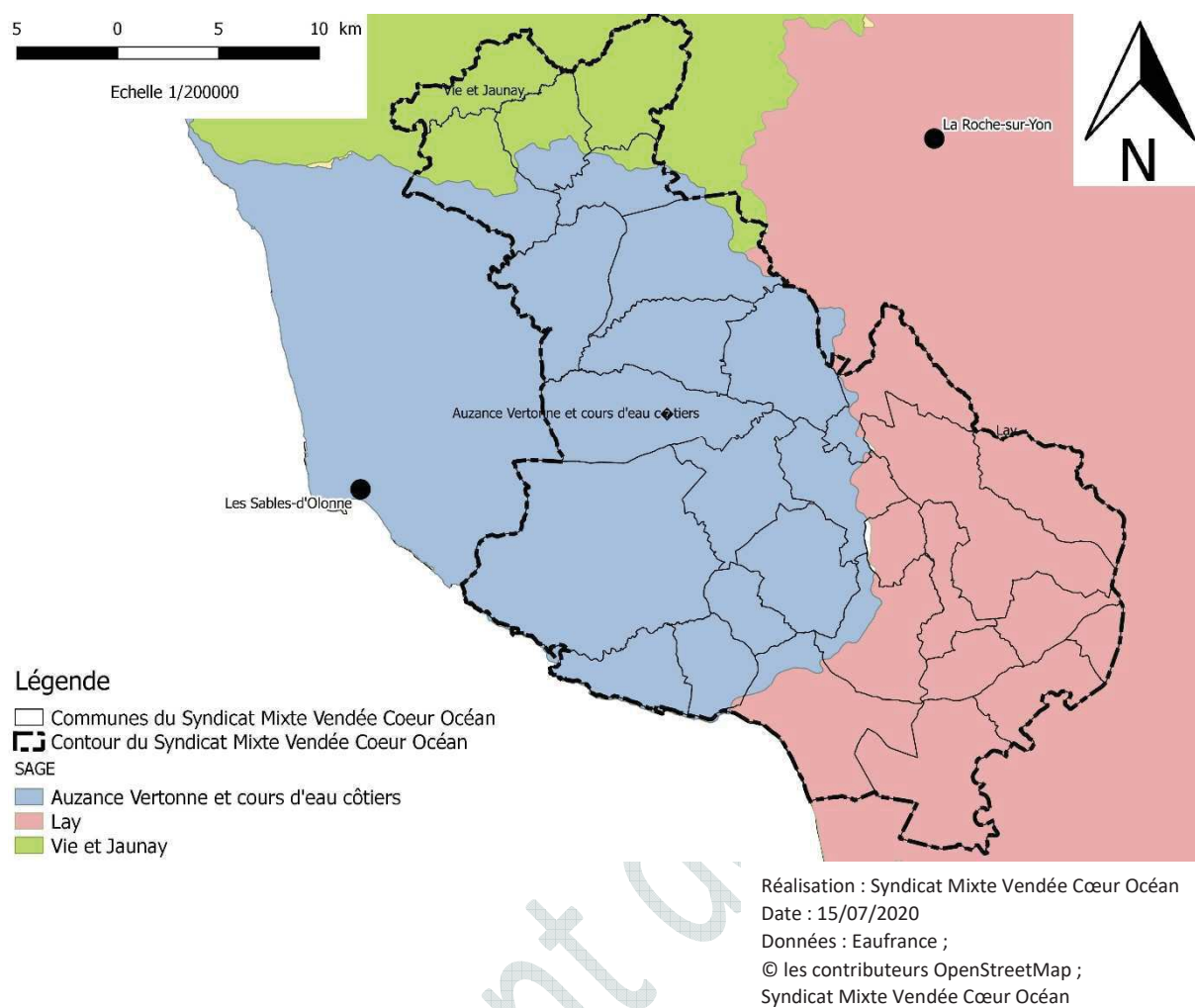
Un des volets de ce contrat consiste à inventorier les zones tampons le long des cours d'eau ainsi que les haies bocagères sur tous les bassins versants prioritaires, de caractériser leur état et de proposer des travaux de restauration ou de réimplantation sur le terrain dans des secteurs stratégiques pour la qualité de l'eau. L'objectif est de limiter le transfert éventuel de polluants vers la ressource en eau en renforçant les éléments paysagers jouant un rôle de filtre (haies, mares, bandes enherbées, boisements, etc.).

L'élaboration de la charte forestière est présentée dans le CT Eau Auzance Vertonne et cours d'eau côtiers comme une démarche complémentaire, notamment par l'intermédiaire de l'action II-29 *Réaliser un inventaire et un plan d'actions des débouchés possibles du bois sur le territoire*. Pour un entretien durable des haies, la question de la valorisation du bois en aval est souvent posée.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





**Figure 9 : Carte des SAGE sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

### 3.3.3. L'eau potable

Il y a sur le territoire trois retenues d'eau potable :

- Le lac du Jaunay situé au niveau de Beaulieu-sous-la-Roche et La Chapelle-Hermier.
- La retenue de Sorin-Finfarine située sur la commune de Poiroux
- La retenue du Graon située sur les communes de Saint-Vincent-sur-Graon et de Champ-Saint-Père

Caractéristiques principales des retenues d'eau potable :

	Lac du Jaunay	Retenue de Sorin-Finfarine	Retenue du Graon
Bassin versant drainé (km <sup>2</sup> )	140 km <sup>2</sup>	23 km <sup>2</sup>	34 km <sup>2</sup>
Superficie du plan d'eau	114 ha	58 ha	68 ha
Volume du plan d'eau	3 700 000 m <sup>3</sup>	1 450 000 m <sup>3</sup> (possibilité de monter à 1 650 000 m <sup>3</sup> )	3 600 000 m <sup>3</sup>
Volume utile du plan d'eau	3 600 000 m <sup>3</sup>	1 450 000 m <sup>3</sup>	3 600 000 m <sup>3</sup>
Volumes annuels		Entre 1 300 000 m <sup>3</sup> et 3 500 000 m <sup>3</sup>	Entre 3 500 000 et 5 700 000 m <sup>3</sup>
Volume annuel moyen	5 700 000 m <sup>3</sup>	2 600 000 m <sup>3</sup>	4 500 000 m <sup>3</sup>

Ces plans d'eau ont une importance majeure afin d'alimenter une partie de la population vendéenne. Vendée Eau est l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) qui organise la gestion et la distribution de l'eau potable en Vendée. Cette structure intervient dans les Périmètres de Protection Immédiats, Rapprochés Sensibles et Rapprochés Complémentaires (PPI, PPRS et PPRC) des retenues d'eau potable afin d'implanter des haies et des boisements pour que la qualité de l'eau soit toujours optimale. Pour cela, elle finance l'achat des plants et aide (durant une journée) les propriétaires dans l'installation de leurs plants.

Il y a différents Périmètres de Protection (PP) autour des retenues d'eau, les PPI, les PPRS, les PPRC et les Périmètres de Protection Eloignés (PPE). Dans ces zonages, la réglementation peut être plus ou moins stricte selon les activités. Certaines activités peuvent être interdites dans certains zonages et autorisées dans d'autres. En effet, le but de ces zones est de limiter le risque de pollution des retenues d'eau potable.

Le tableau, ci-après indique la surface des bassins versants ainsi que les caractéristiques des différents périmètres de protection autour des 3 plans d'eau (les Périmètres de Protection Eloignés ne sont pas indiqués) :



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



	Lac du Jaunay	Retenue de Sorin-Finfarine	Retenue du Graon
Bassin versant drainé (km <sup>2</sup> )	139 km <sup>2</sup>	23 km <sup>2</sup>	34 km <sup>2</sup>
Bassin versant drainé au sein du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (km <sup>2</sup> )	72,1 km <sup>2</sup>	23 km <sup>2</sup>	23,1 km <sup>2</sup>
Surface des PPI (en ha)	10,4 ha	9 ha	5,3 ha
Surface des PPI sein du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (en ha)	0	9 ha	5,3 ha
Surface des PPRS (en ha)	290,9 ha	111,8 ha	264,1 ha
Surface des PPRS sein du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (en ha)	178,9 ha	111,8 ha	244,1 ha
Surface des PPRC (en ha)	377,1 ha	227,6 ha	296,1 ha
Surface des PPRC sein du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (en ha)	199,4 ha	227,6 ha	225,7 ha

PPI : Périmètre de Protection Immédiat

PPRS : Périmètre de Protection Rapproché Sensible

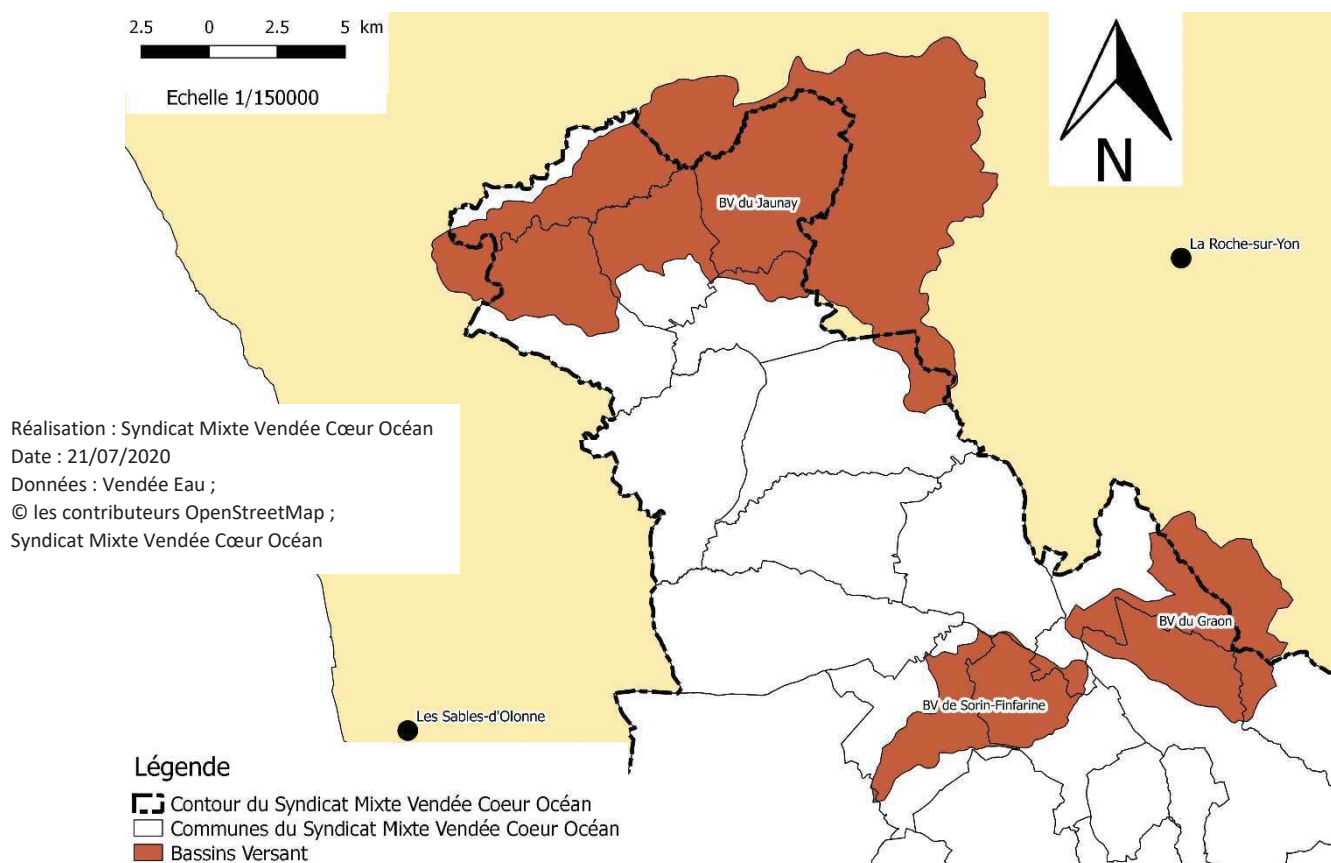
PPRC : Périmètre de Protection Rapproché Complémentaire

Les figures 10 et 11 montrent les bassins versants des retenues d'eau présentes sur le territoire ainsi que les PPI, PPRS et PPRC.

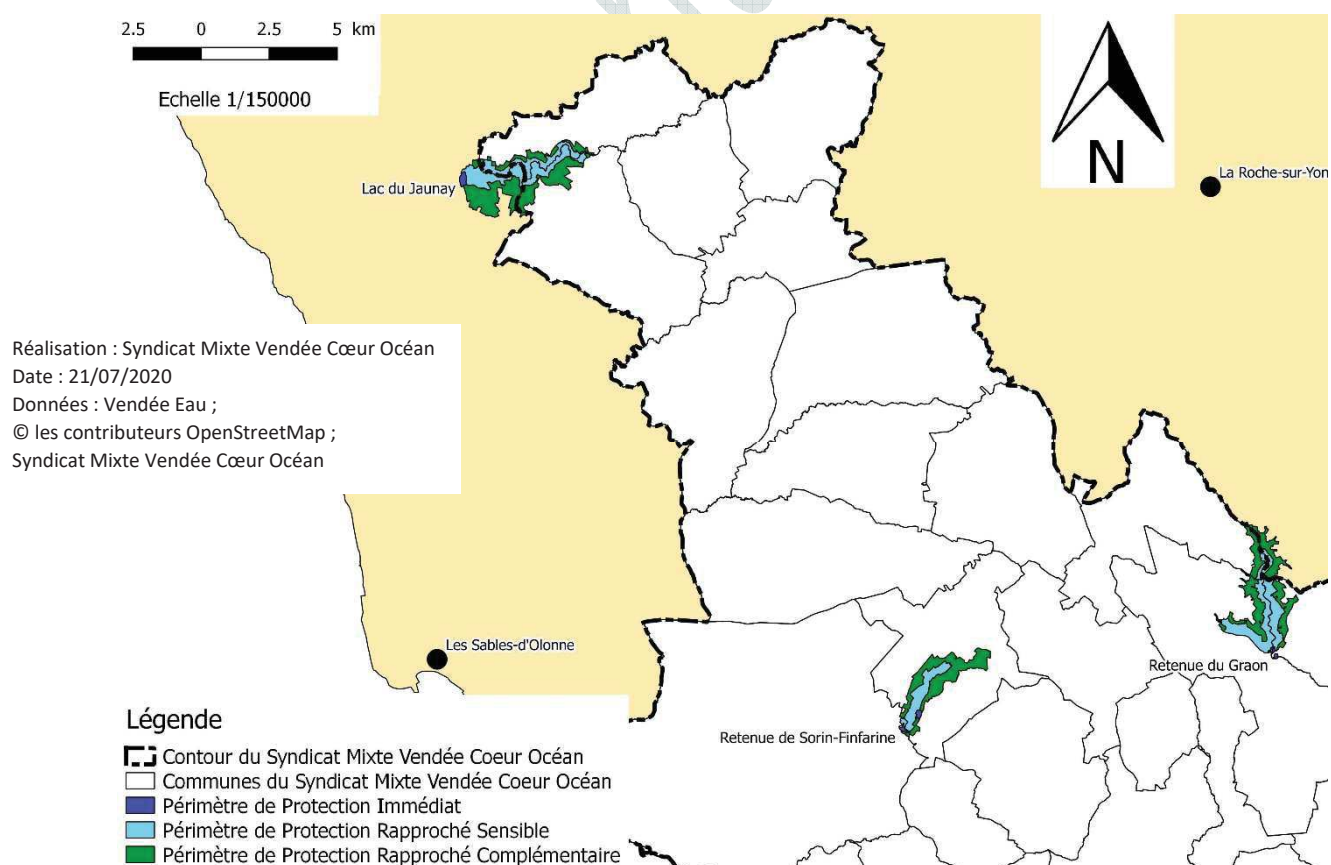


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





**Figure 10 : Carte des bassins versants des trois retenues d'eau potable présentes sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**



**Figure 11 : Carte des PPI, PPRS et PPRC des trois retenues d'eau potable présentes sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**



### 3.4. Climat

« Le climat qui règne en Vendée est **océanique**, comme pour l'ensemble des départements bordant l'Atlantique. La France est majoritairement touchée par un flux à dominante Ouest qui apporte **douceur et humidité**. En effet, les perturbations naissent à l'Ouest du bassin Atlantique où les gradients thermiques sont majeurs, et s'échouent en Europe, à des latitudes plus ou moins élevées. Cette circulation zonale tempère nos régions : l'inertie thermique de l'océan permet à la chaleur accumulée en été de se restituer l'hiver et à la fraîcheur accumulée en hiver de se restituer l'été. » (climat-vendée.fr)

#### 3.4.1. Températures

« **L'été**, les températures maximales sont plus élevées dans les terres et surtout en Sud Vendée (plaine et Marais Poitevin) où le climat est davantage influencé par l'Aquitaine. La nature des sols joue également. Les variations thermiques intra-départementale s'expliquent facilement : les côtes subissent les effets de l'océan qui met bien plus de temps à se réchauffer que le continent. Pendant les mois les plus chauds (de juin à août), les températures **minimales moyennes** s'échelonnent de **12 à 16°C** des terres vers la bordure littorale et les **maximales moyennes** varient de **22 à 26°C** des îles vers l'intérieur des terres.

En termes de statistiques, les températures dépassent régulièrement les 25°C dans les terres : 43 jours par an à La Roche-sur-Yon contre seulement 20 jours sur l'Île d'Yeu. La station de Fontenay-le-Comte enregistre même 64 jours par an à plus de 25°C et 20 jours avec plus de 30°C ! Concernant les records de chaleur, ils s'élèvent entre **35 et 42 °C** de l'Île d'Yeu à Fontenay-le-Comte.

**L'hiver**, les gelées sont plus fortes et plus fréquentes dans les terres qu'en bord de mer, toujours en raison de l'influence maritime. Pour conforter cette idée, on observe environ 35 jours de gel par an dans les terres et seulement 10 jours de gel sur l'Île d'Yeu.

Pendant les mois les plus froids (de décembre à février), les minimales moyennes s'échelonnent de **2 à 6 °C** du bocage vers les îles et les maximales moyennes varient de **8 à 10°C**. Les records de froid varient de **-17°C** dans le bocage (Chantonay et Rocheservière) à **-10°C** en bord de mer, sur les îles. » (climat-vendée.fr)

Nombre de jours avec	T°C ≤ 0°C	T°C ≥ 25°C	T°C ≥ 30°C
<b>Fontenay-le-Comte</b>	30	64	20
<b>Île-d'Yeu</b>	11	20	3
<b>La Roche-sur-Yon</b>	37	43	10



### 3.4.2. Précipitations

« En été, les précipitations sont plus marquées dans les terres grâce aux orages qui touchent principalement l'intérieur des terres et surtout les collines de la Gâtine. On observe entre **10 et 15 jours d'orage par an**, ce qui est relativement peu par rapport à la normale française.

Mais ces précipitations, d'avril à septembre, se produisent sous forme d'averses et sont **irrégulières, brèves mais parfois intenses**. Elles restent souvent inefficaces puisqu'elles ne compensent pas l'évapotranspiration végétale. Les mois les plus secs sont observés entre juin et août, avec des cumuls de l'ordre de **30 à 50 mm** du littoral vers l'intérieur.

L'hiver, les précipitations les plus abondantes se produisent, contrairement aux idées reçues, dans le centre de la Vendée et sur les collines de l'Est, de La Châtaigneraie vers les Herbiers. Sur le littoral, les précipitations sont moins importantes, surtout de Noirmoutier aux Sables-d'Olonne.

Les précipitations qui se produisent sur la période d'octobre à mars sont dites **efficaces pour réhydrater les sols** puisqu'elles sont issues de perturbations océaniques. Elles sont durables et régulières, permettant une bonne pénétration dans les sols. Sur les mois d'octobre à décembre, les plus pluvieux, il tombe entre **80 et 110 mm** du littoral vers l'intérieur. A noter que les épisodes neigeux sont rares : la Vendée est l'un des départements les **moins enneigés** de France puisque la neige y tombe moins de **5 jours par an** pour la Roche-sur-Yon et moins de **2 jours** sur l'île d'Yeu. » (climat-vendée.fr)

	Cumul annuel moyen (mm)	Nombre de jours pluvieux (> 1mm)
La Châtaigneraie	892,8	127,1
Fontenay-le-Comte	866,2	122,4
Ile-d'Yeu	744,6	118,2
Les Herbiers	835,2	120,9
Noirmoutier-en-l'Île	649,1	109,8
La Roche-sur-Yon	875,5	119,9
La Tranche-sur-Mer	802,7	119,1
Rocheservière	805,8	118,8
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	733,8	115,3

### 3.4.3. Vent

« La Vendée est également sujette aux **tempêtes**, parfois sévères comme Lothar et Martin en décembre 1999, Quentin en février 2009 ou encore Xynthia en février 2010. Le record de vent à la Roche-sur-Yon s'élève à **140 km/h**. En front de mer, le vent souffle plus fortement et plus régulièrement que dans les terres, l'air ayant moins d'obstacles pour circuler. Le record de vent sur l'île d'Yeu est de **162 km/h** par exemple. Les tempêtes ont lieu pour la plupart en saison hivernale, entre novembre et février, mais de fortes bourrasques nous concernent également en saison estivale (notamment sous orages). » (climat-vendée.fr)



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



### 3.4.4. Ensoleillement

« Concernant l'ensoleillement, il est plus fort sur le littoral avec une durée annuelle d'ensoleillement allant de **2100 à 2300 heures** à Noirmoutier, l'Île d'Yeu, les Sables-d'Olonne contre **2000 heures** à Fontenay-le-Comte et **moins de 1900 heures** à la Roche-sur-Yon. Cette différence entre l'intérieur du département et le littoral est également due à un contraste océan / continent. En journée, le littoral est souvent rafraîchi par la **brise marine** puisque l'Océan se réchauffe lentement. Dans les terres, le sol accumule la chaleur plus rapidement, ce qui favorise la formation de **nuages convectifs**. Sur une année, cette différence d'ensoleillement est d'environ **300 heures** soit plus d'un mois d'été complet. Le nombre d'heures d'ensoleillement de la côte Vendéenne est **comparable à celui de Carcassonne** (2119 heures), et même supérieur à ceux de Biarritz (1890 heures), Bordeaux (2035 heures) ou encore Toulouse (2030 heures) ! » (climat-vendée.fr)

### 3.4.5. Le changement climatique et ses conséquences

La question n'est plus de savoir si les activités humaines ont un impact sur le changement climatique. En effet, les chercheurs ont démontré depuis de nombreuses années que les activités humaines ont un impact négatif sur le climat. Une étude menée par le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) délégation Bretagne-Pays de la Loire et Météo-France réalise des projections futures du climat en région Pays de la Loire en fonction des résultats obtenus sur l'analyse des données entre 1959 et 2018.

#### 3.4.5.1. Les tendances récentes

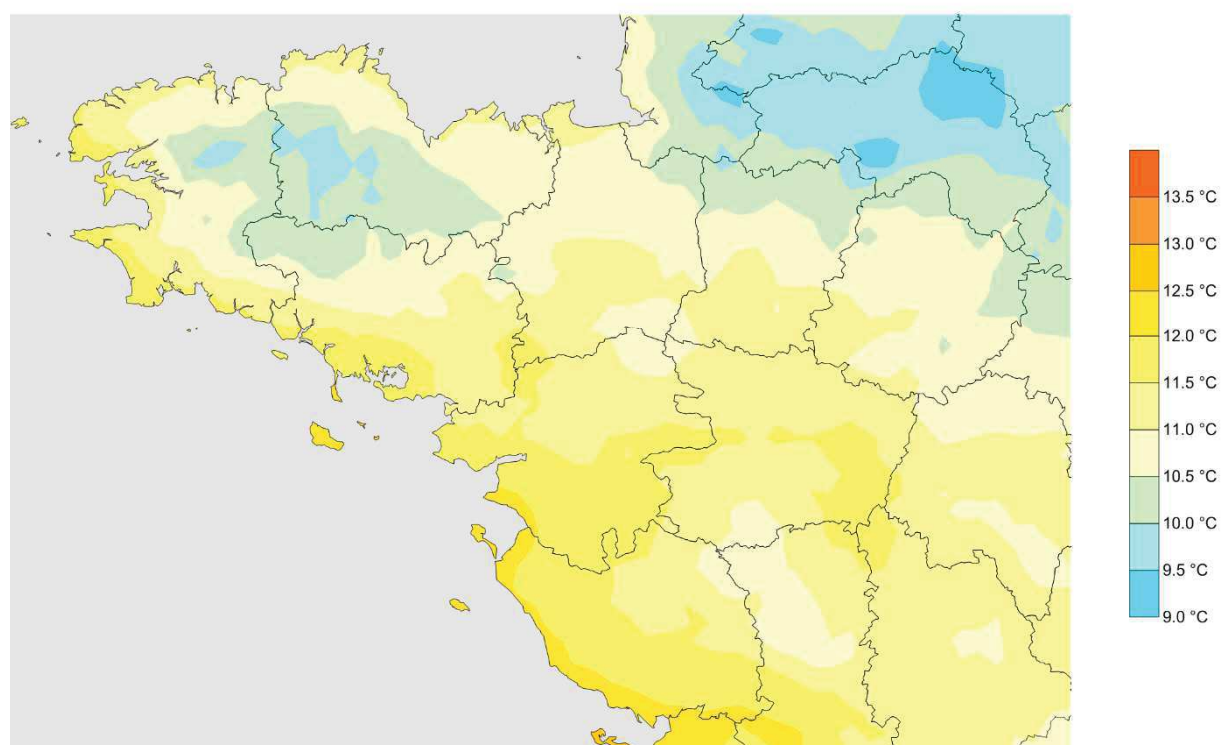
##### Les températures

La température moyenne annuelle (Figure 12) a augmenté d'environ 0,5°C entre les périodes 1959-1998 et 1989-2018 sur le territoire de Vendée Cœur Océan et les moyennes annuelles des températures maximales entre les périodes 1959-1998 et 1989-2018 ont augmenté d'environ 1,5 à 2°C sur le territoire, ce qui est important. Enfin, les températures maximales en été (juin, juillet, août) ont augmenté d'environ 1°C sur ces mêmes périodes.

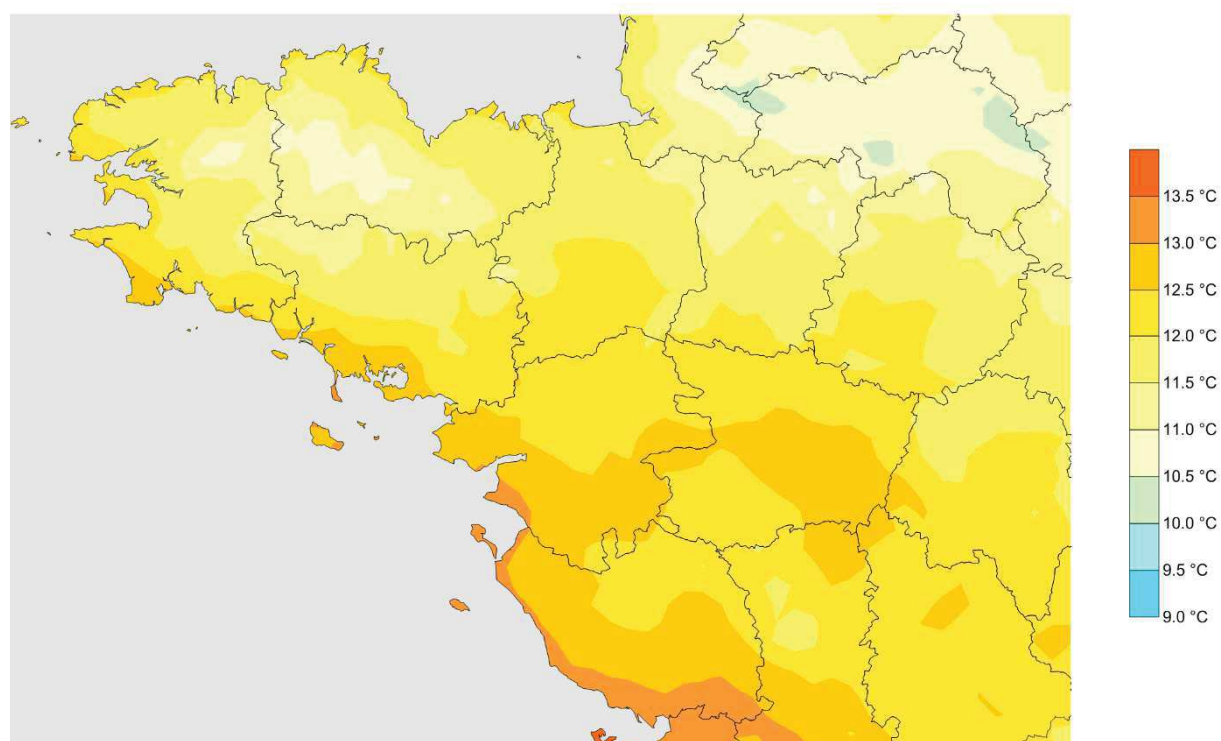




**Moyennes annuelles des températures  
Moyennes 1959 - 1988**



**Moyennes annuelles des températures  
Moyennes 1989 - 2018**



**Figure 12 : Cartes des températures moyennes annuels sur les périodes  
1959-1988 et 1989-2018**

Les jours de chaleur (> 25°C), durant la période de végétation (avril à octobre), augmentent d'une douzaine de jours et le nombre de jours de forte chaleur (> 30°C) a été multiplié par 2 environ entre les périodes 1959-1998 et 1989-2018.

Les nuits tropicales (> 18°C) ont été multipliée par 4 passant d'environ 60 sur la période 1959-1998 à environ 250 sur la période 1989-2018.

La moyenne annuelle des températures minimales a augmenté d'environ 1°C dans les terres et 1,5°C sur le littoral entre les périodes 1959-1998 et 1989-2018.

La moyenne hivernale des températures minimales (décembre – janvier – février) est passée sur le littoral de 3,5 à 4,5°C et dans les terres de 2,5°C à 3,5°C ce qui fait une augmentation de la moyenne hivernale des températures minimales d'environ 1°C sur l'ensemble du territoire.

Le nombre de jours de gel entre mars – avril (période de débourrement) a été divisé par 2 entre les périodes 1959-1998 et 1989-2018.

On voit donc qu'il y a une augmentation des températures quel que soit l'indicateur.

### Les précipitations

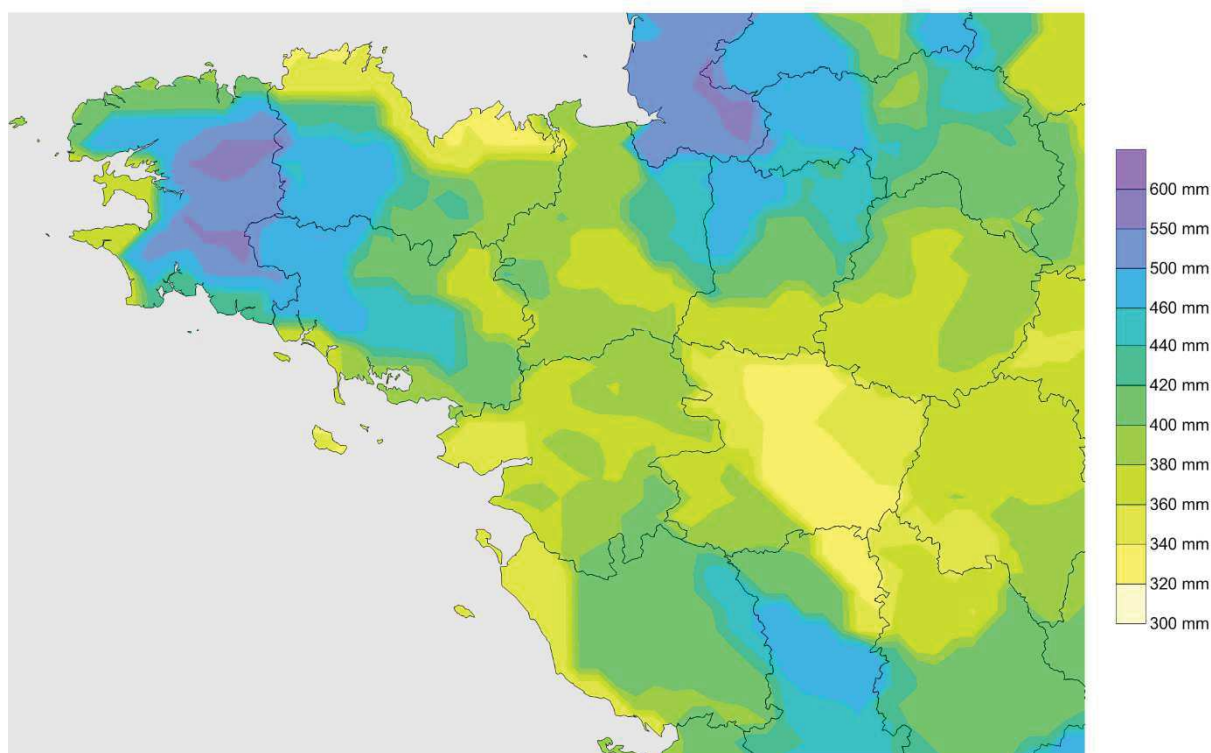
La tendance des précipitations est plutôt à l'augmentation sur le territoire entre les périodes 1959-1998 et 1989-2018, notamment durant la période de végétation (Figure 13).



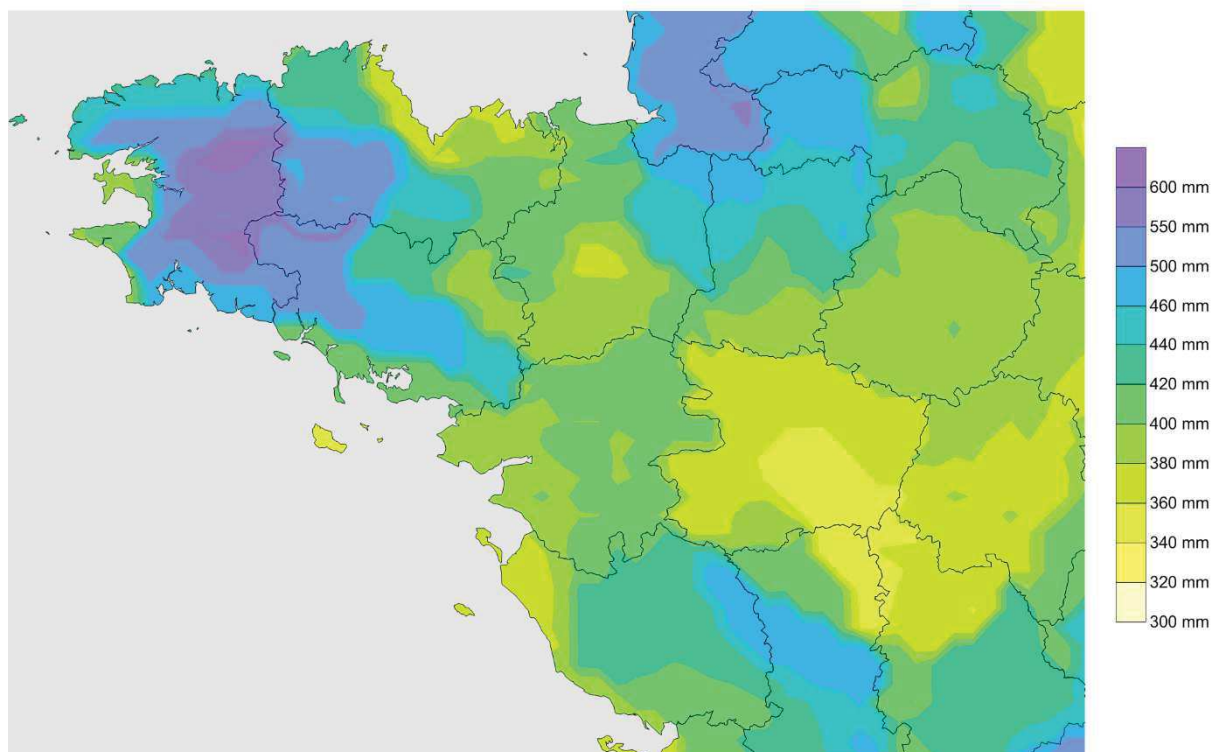
CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



**Cumuls de précipitations en période d'été (avril à octobre)  
Moyennes 1959 - 1988**



**Cumuls de précipitations en période d'été (avril à octobre)  
Moyennes 1989 - 2018**



**Figure 13 : Cartes des cumuls moyens de précipitations en période de végétation sur les périodes 1959-1988 et 1989-2018**



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



### L'évapotranspiration potentielle (ETP)

Définition : c'est « la quantité d'évaporation qui pourrait se produire en cas d'approvisionnement en eau suffisant ».

([https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89vapotranspiration\\_potentielle](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89vapotranspiration_potentielle))

Lorsque l'on compare l'évapotranspiration potentielle sur des périodes de 30 ans, comme entre les périodes 1959-1988 et 1989-2018, l'évapotranspiration était comprise entre 750-800 mm pour la première période et est passé à 800-850 pour la partie située sur le massif armoricain et 850-900 mm sur la partie du Marais poitevin.

En été (juin, juillet, août), l'ETP entre les périodes 1959-1998 et 1989-2018 a augmenté de 20 à 40 mm, ce qui représente une augmentation d'environ 10 %.

Durant la période de végétation (avril à octobre), l'évapotranspiration moyenne entre 1959 et 1988 était comprise entre 600 et 625 mm et entre 1989 et 2018, elle était comprise entre 650 et 675 mm pour la partie nord du territoire et 675-700 mm pour la partie sud (Figure 14).

Il y a donc une augmentation de l'ETP quel que soit l'indicateur.

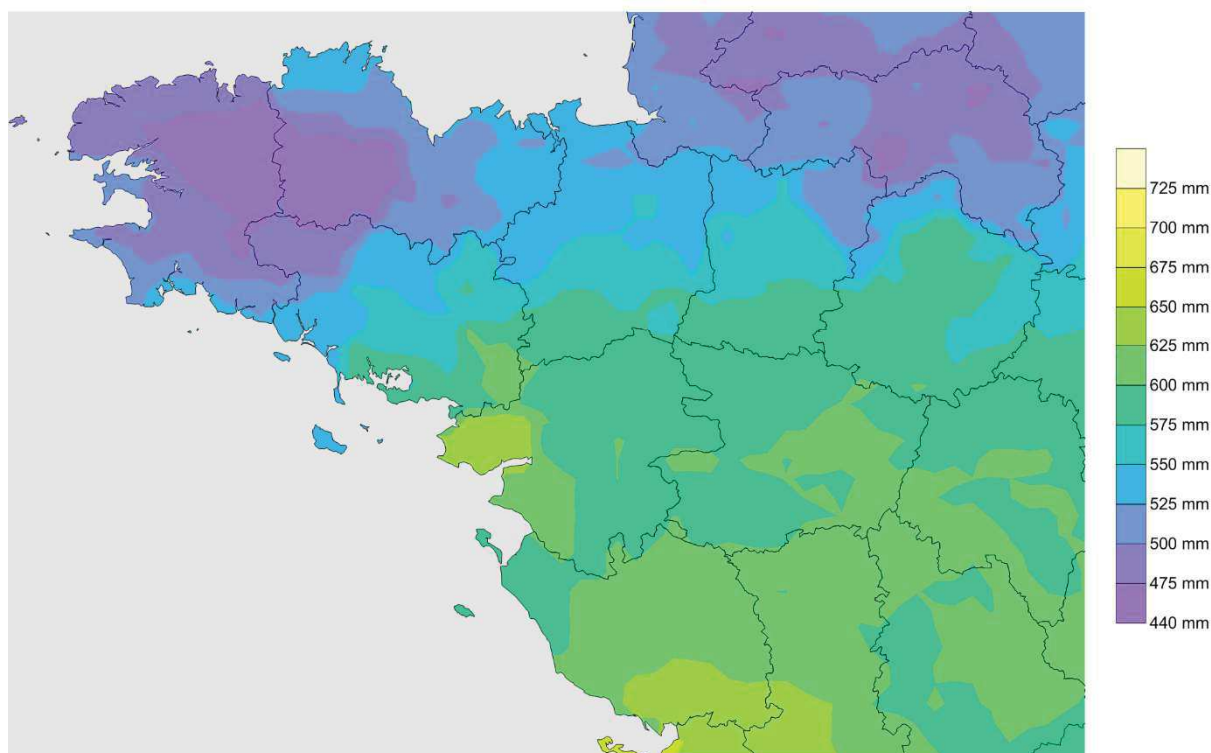


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

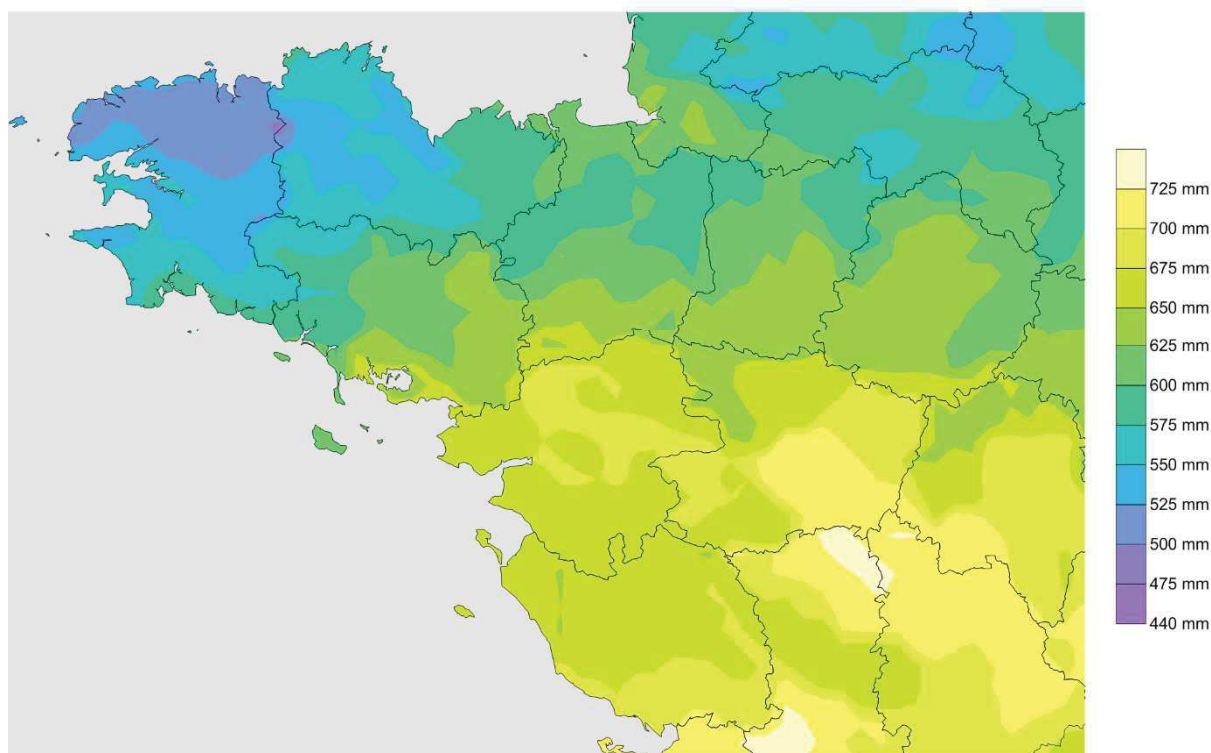




**Cumuls d'ETP en période d'été (avril à octobre)  
Moyennes 1959 - 1988**



**Cumuls d'ETP en période d'été (avril à octobre)  
Moyennes 1989 - 2018**



**Figure 14 : Cartes des cumuls moyens d'ETP en période de végétation sur les périodes  
1959-1988 et 1989-2018**



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



### Le bilan hydrique climatique

Le bilan hydrique climatique se calcul en faisant la différence entre les précipitations et l'évapotranspiration potentielle (P-ETP). Il peut donc y avoir des valeurs négatives si l'ETP est plus forte que les précipitations, il y a donc un déficit hydrique.

Le bilan hydrique climatique annuel n'est pas significativement modifié pour le nord du territoire entre la période 1959-1998 et 1989-2018. Attention, cela ne signifie pas qu'il n'a pas diminué, cela signifie juste que pour ces deux périodes, le bilan hydrique est toujours situé dans l'intervalle [0-100 mm]. En revanche, pour la partie sud (Marais poitevin hors côte atlantique) le bilan hydrique perd entre 50 et 100 mm environ. Cela représente une perte de -20 à -40 % entre les périodes 1959-1998 et 1989-2018.

De même pour bilan hydrique climatique estival (juin, juillet, août), la baisse entre les 2 périodes est plus marquée pour la partie sud avec une perte comprise en 20 et 40 mm passant d'un bilan hydrique climatique compris entre [-225 ; -200] mm et [-250 ; -225] mm.

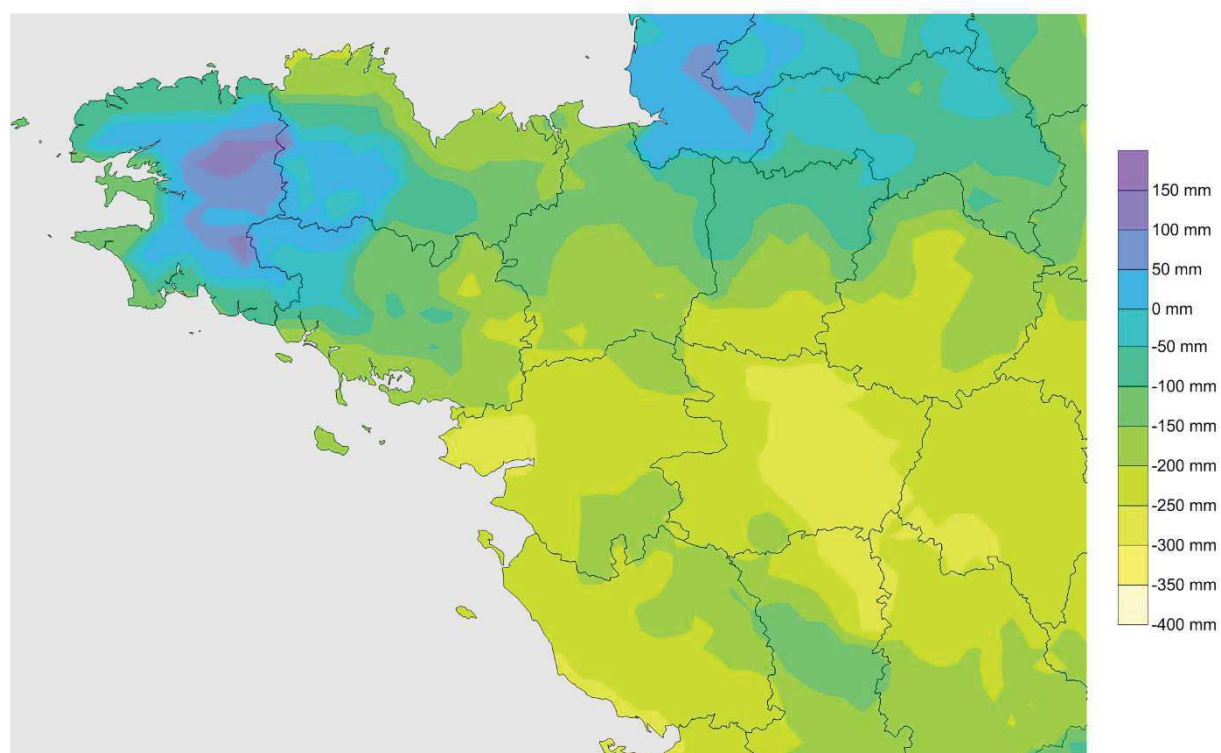
Concernant le bilan hydrique climatique en période de végétation (avril à octobre), la baisse entre les 2 périodes (1959-1988 et 1989-2018) est plus marquée pour la partie sud. En effet, entre 1959 et 1988, le bilan hydrique climatique en période de végétation était compris entre -250 et -200 mm et durant la période 1989 et 2018, le bilan hydrique est situé entre -300 et -250 mm. De plus, même si La Tranche-sur-Mer, n'est pas située sur le territoire, on peut voir sur la carte que le bilan hydrique de cette commune est de l'ordre de [-350 ; -300] mm. Les communes du littoral pourraient donc dans les prochaines années avoir le même bilan hydrique (en période de végétation) que celui de la Faute-sur-Mer (Figure 15).



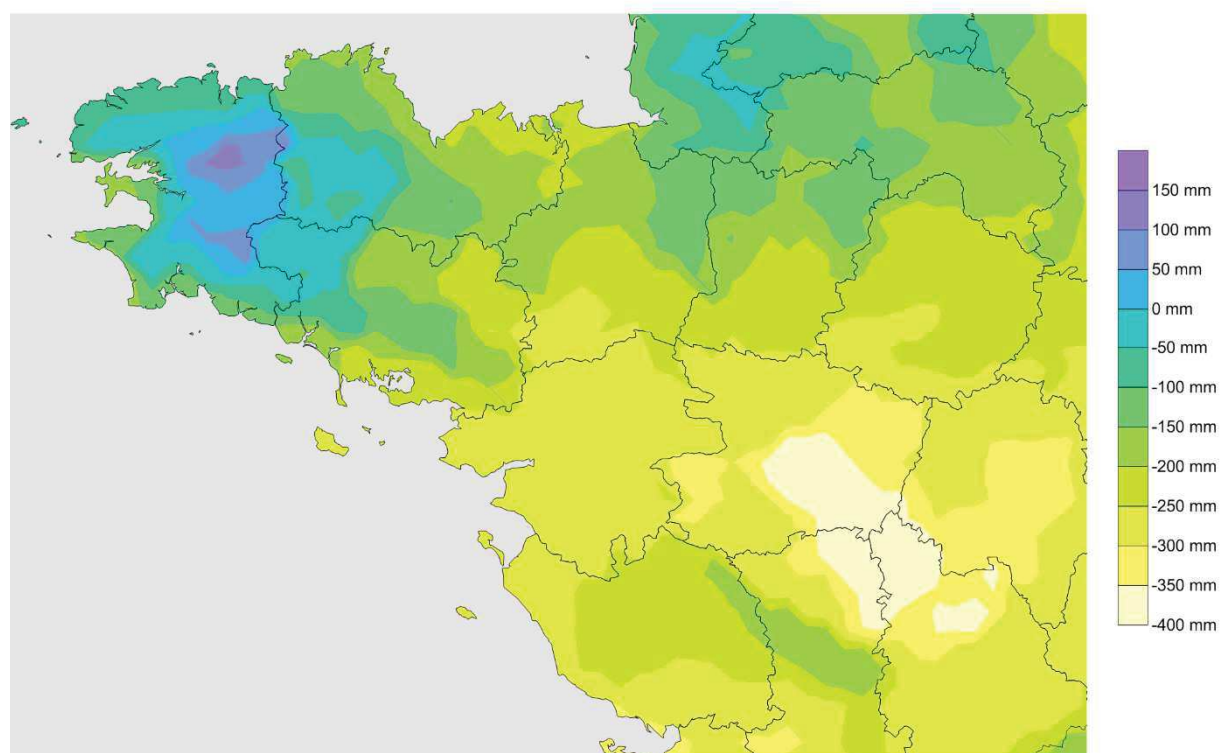
CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



**Ecart cumuls de précipitations et d'ETP en période d'été (avril à octobre)  
Moyennes 1959-1988**



**Ecart cumuls de précipitations et d'ETP en période d'été (avril à octobre)  
Moyennes 1989-2018**



**Figure 15 : Cartes des bilans moyens P-ETP en période de végétation sur les périodes 1959-1988 et 1989-2018**

### 3.4.5.2. Les projections du futur

« À l'échelle saisonnière, ce sont le printemps et l'été qui se réchauffent le plus, avec des hausses de 0,3 °C à 0,4 °C par décennie. En automne et en hiver, les tendances sont également positives mais avec des valeurs moindres, de l'ordre de +0,2 °C à +0,3 °C par décennie.

En cohérence avec cette augmentation des températures, le nombre de journées chaudes (températures maximales supérieures ou égales à 25 °C) augmente et le nombre de jours de gelées diminue. Cette dernière évolution est plus sensible dans l'intérieur des terres que sur le littoral.

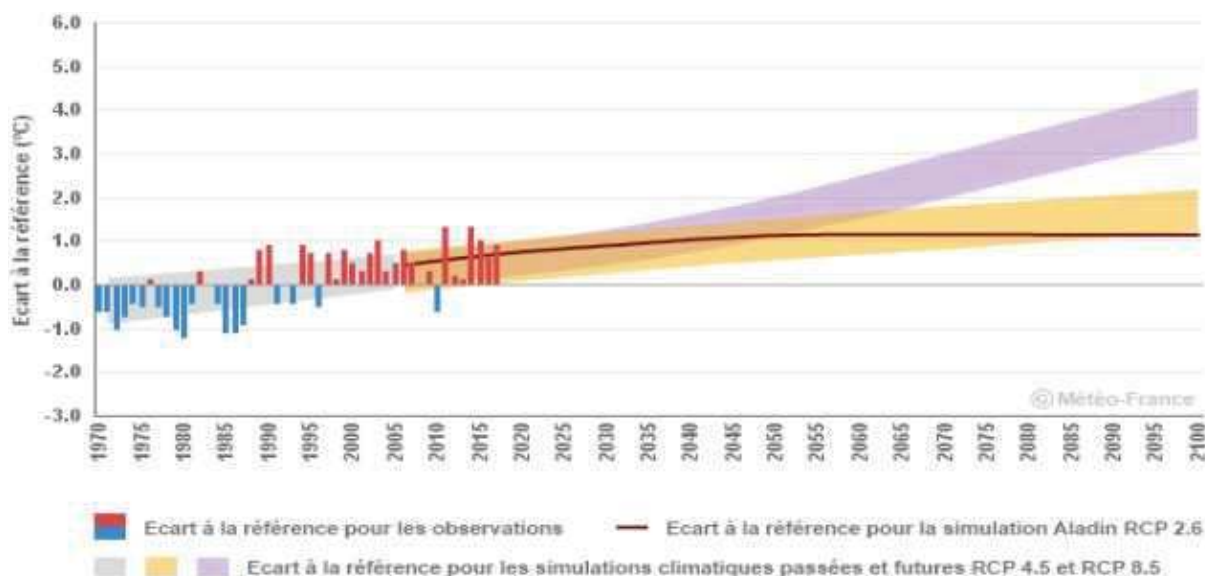
L'évolution des précipitations est moins nette, car la variabilité d'une année sur l'autre est importante. Sur la période 1959-2018, les tendances annuelles et saisonnières sont globalement peu marquées.

Faute d'un accroissement marqué du cumul de pluie, l'augmentation de la température favorise donc l'augmentation de phénomènes comme la sécheresse et le déficit en eau dans le sol, essentiellement par effet d'évaporation. Cependant, les changements d'humidité des sols sont encore peu marqués, et on note actuellement peu d'évolution de la fréquence et de l'intensité des sécheresses.

Dans les Pays-de-la-Loire, les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement annuel jusqu'aux années 2050, quel que soit le scénario. Sur la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle, l'évolution de la température moyenne annuelle diffère significativement selon le scénario considéré. Le seul qui stabilise le réchauffement est le scénario RCP2.6 (lequel intègre une politique climatique visant à faire baisser les concentrations en CO<sub>2</sub>). Selon le RCP8.5 (scénario sans politique climatique), le réchauffement pourrait dépasser 4 °C à l'horizon 2071-2100. Le nombre de journées chaudes est également en augmentation. Sur la première partie du XXI<sup>e</sup> siècle, cette augmentation est similaire d'un scénario à l'autre. À l'horizon 2071-2100, cette augmentation serait de l'ordre de 19 jours par rapport à la période 1976-2005 selon le scénario RCP4.5 (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO<sub>2</sub>), et de 51 jours selon le RCP8.5 (Figure 16).







**Figure 16 :**  
**Température moyenne annuelle en Pays de la Loire : écart à la référence 1976-2005**  
**Observations et simulations climatiques pour trois scénarios d'évolution RCP 2.6, 4.5 et 8.5**

(Source : [https://bretagne-paysdelaloire.cnpf.fr/data/rapport\\_mf\\_pdl\\_final\\_compressed.pdf](https://bretagne-paysdelaloire.cnpf.fr/data/rapport_mf_pdl_final_compressed.pdf))

Le nombre de gelées est également en diminution. Jusqu'au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle cette diminution est assez similaire d'un scénario à l'autre. À l'horizon 2071-2100, cette diminution serait de l'ordre de 17 jours par rapport à la période 1976-2005 selon le scénario RCP4.5 et de 22 jours selon le RCP8.5.

Quel que soit le scénario considéré, les projections climatiques montrent peu d'évolution des précipitations annuelles d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle.

En termes d'impact potentiel pour la végétation et les cultures non irriguées, l'évolution de l'humidité du sol se traduit par un allongement moyen de la période de sol sec de l'ordre de 2 à 4 mois tandis que la période humide se réduit dans les mêmes proportions. On note qu'en été, l'humidité moyenne du sol en fin de siècle pourrait correspondre aux situations sèches extrêmes d'aujourd'hui.

La prise en compte de l'évolution climatique est un enjeu majeur pour l'adaptation de la forêt. A l'échelle des Pays-de-la-Loire, la hausse des températures est une certitude qui se traduit différemment sur les côtes et dans l'intérieur, sur le nord de la région et sur le sud. Il est indéniable que l'augmentation de la fréquence des périodes de canicule en été, la diminution de la fréquence des hivers froids, l'augmentation des températures aux saisons intermédiaires ont déjà des effets sur la végétation. Toutes les projections climatiques s'accordent à prévoir une accentuation de ce réchauffement pour la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle.

*L'incertitude est importante concernant l'évolution des précipitations dans notre région, en raison de sa variabilité temporelle combinée à une grande variabilité spatiale. Pourtant les excès d'eau comme sa pénurie peuvent avoir des conséquences plus désastreuses que le réchauffement. Compte tenu de la hausse de température attendue, il apparaît cependant probable que le XXIème siècle verra augmenter la fréquence des sécheresses superficielles ou agricoles sur des saisons qui débordront largement le cadre de notre été actuel, avec comme conséquence un risque accru de feux de forêts. »*  
([https://bretagne-paysdelaloire.cnpf.fr/data/rapport\\_mf\\_pdl\\_final\\_compressed.pdf](https://bretagne-paysdelaloire.cnpf.fr/data/rapport_mf_pdl_final_compressed.pdf))



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



## 4. Les espaces boisés

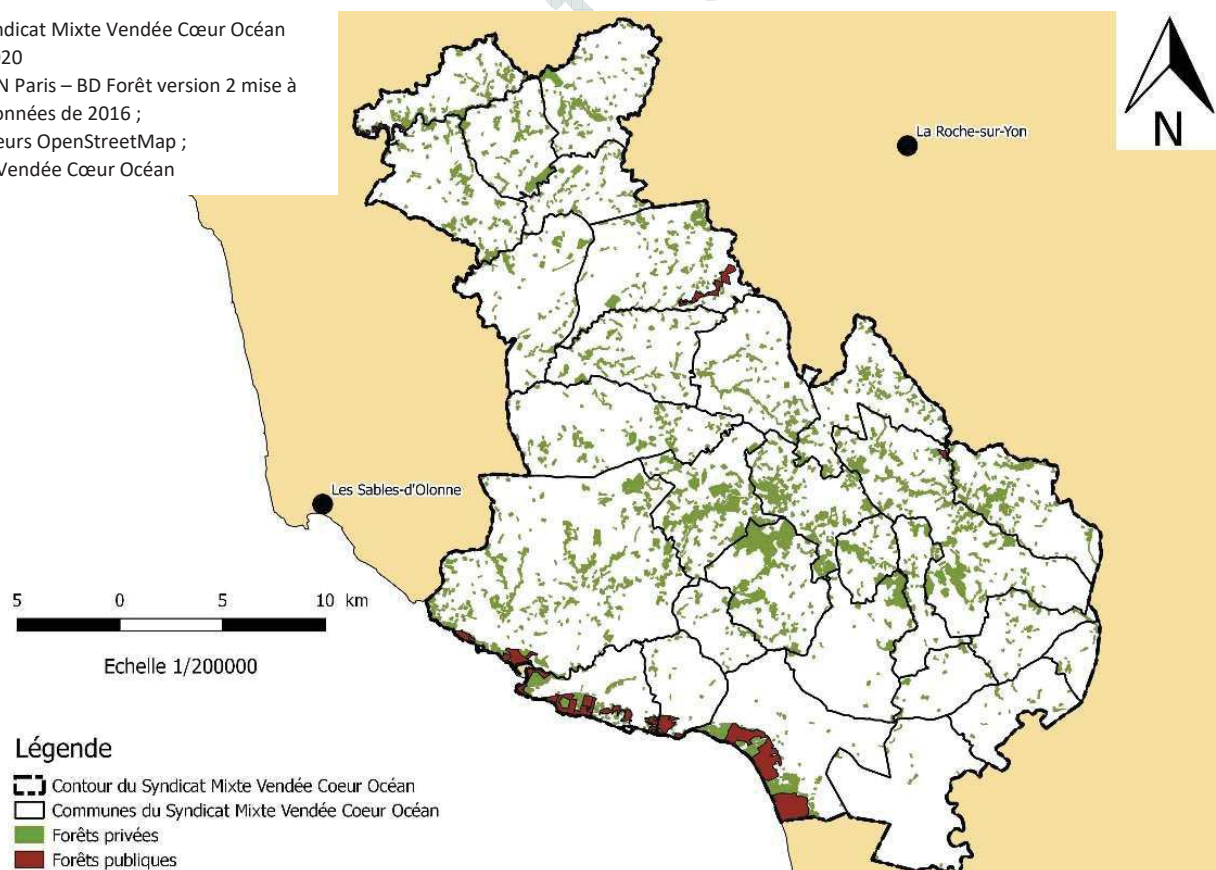
### 4.1. Données générales sur les espaces boisés

Les données utilisées pour calculer la surface boisée proviennent de la BD Forêt V2<sup>®</sup> de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ayant été mises à jour avec des photos aériennes de 2016. La surface boisée, en prenant en compte les forêts ouvertes et les forêts fermées est de 7 600 ha. Cela représente un taux de boisement de 10,4 %. A titre comparatif, le taux de boisement est de 7,6 % en Vendée et de 12,6 % en région Pays de la Loire. Néanmoins, la surface forestière du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan est inférieure au niveau national qui est de 31 %.

Selon l'IGN, entre 2006 et 2016, la surface forestière du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan a augmenté de 678 ha, soit 67,8 ha/an (Annexe I) passant de moins de 7 000 ha à 7 600 ha. Cette donnée montre que la surface forestière sur le territoire est en pleine expansion.

La forêt est privée à 86,8 %. En effet, il y a 1 000 ha de forêt publique gérée par l'Office National des Forêts (ONF) sur le territoire (Figure 17). La majeure partie de la forêt publique est constituée par la forêt domaniale de Longeville (630 ha). Les autres forêts publiques sont des forêts communales, intercommunale ou départementales. Une forêt appartient au Conservatoire du littoral. Toutes les forêts publiques du territoire possèdent un document d'aménagement. La forêt domaniale de Longeville possédait un document d'aménagement qui portait sur la période 2001-2020 mais sa révision a été anticipée d'un an et le nouveau document portant sur la période 2020-2039 est en phase d'approbation mais est réglementairement déjà applicable.

Réalisation : Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan  
Date : 03/04/2020  
Données : © IGN Paris – BD Forêt version 2 mise à jour avec des données de 2016 ;  
© les contributeurs OpenStreetMap ;  
Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan

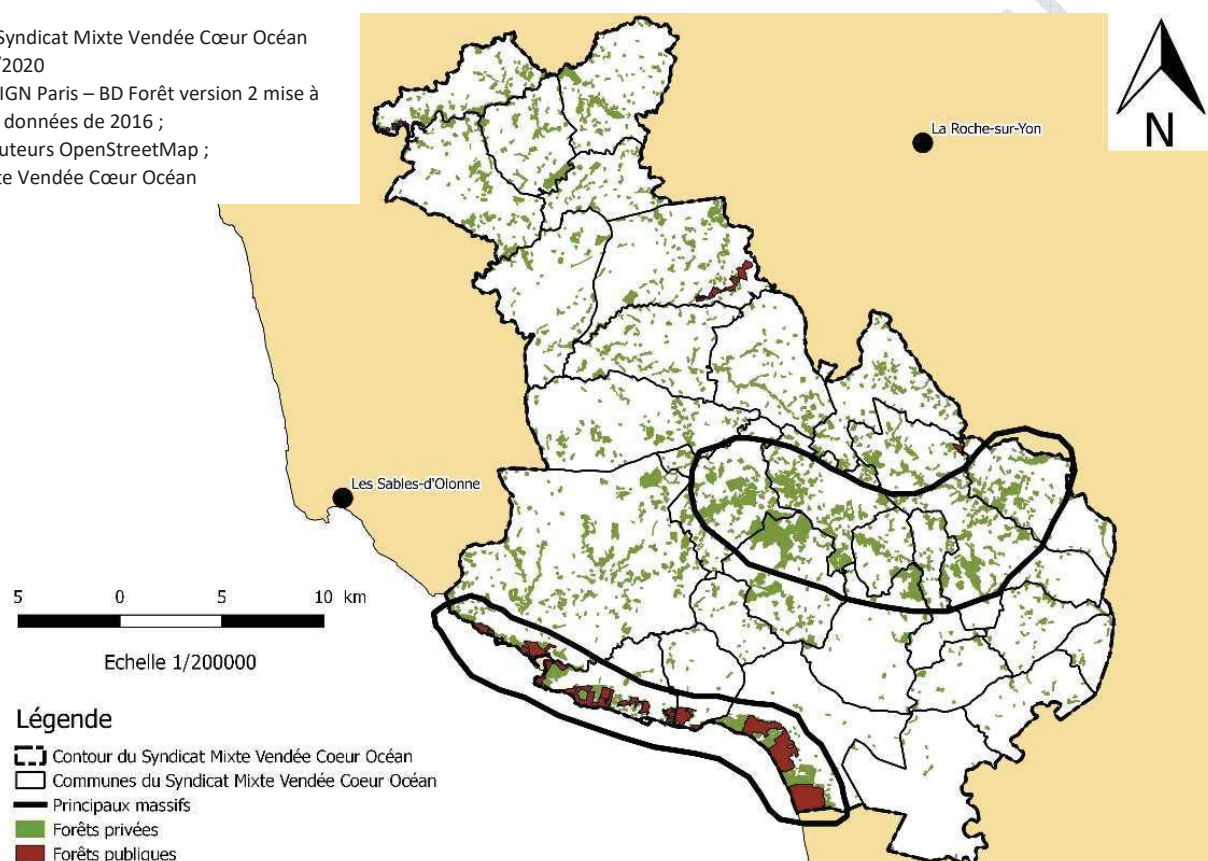


**Figure 17 : Carte des forêts du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

Un des principaux massifs est situé sur le littoral Atlantique (entre Talmont-Saint-Hilaire au nord et Longeville-sur-Mer au sud). Le second est situé sur les communes de Saint-Avaugourd-des-Landes, Poiroux, Avrillé, Le Bernard (au nord), Moutiers-les-Mauxfaits, Le Givre, Saint-Vincent-sur-Graon et Le Champ-Saint-Père. En revanche les communes du sud du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan sont peu boisées comme Angles, Saint-Benoist-sur-Mer, Curzon, Saint-Cyr-en-Talmondaïs, La Jonchère et Le Bernard.

Le nord et l'ouest du territoire est « maillé » par des boisements de manière homogène (Figure 18).

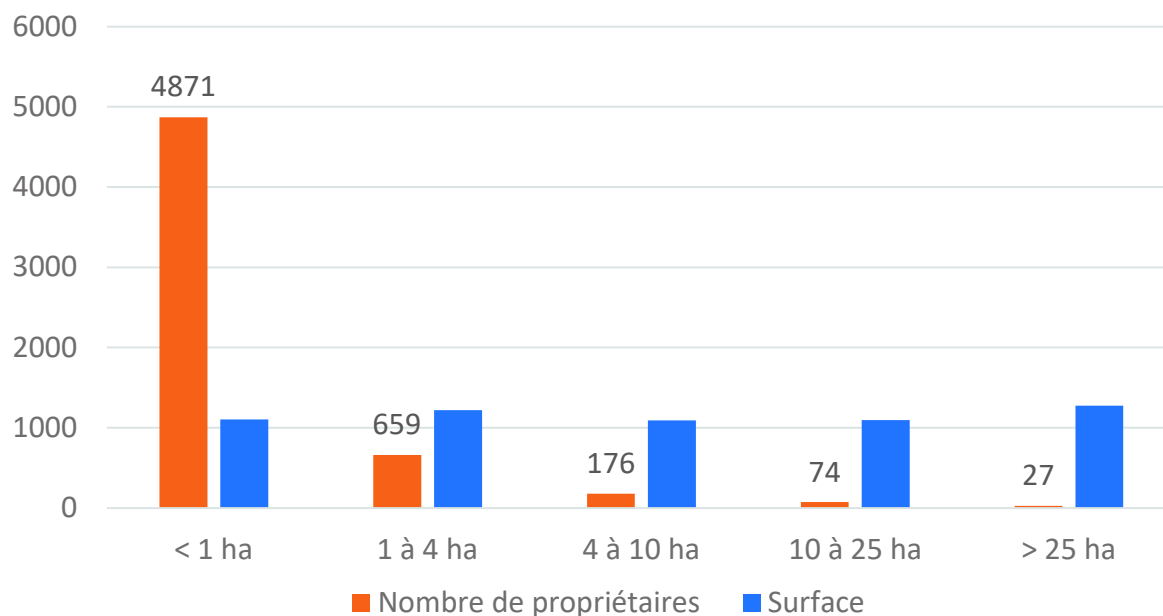
Réalisation : Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan  
Date : 03/04/2020  
Données : © IGN Paris – BD Forêt version 2 mise à jour avec des données de 2016 ;  
© les contributeurs OpenStreetMap ;  
Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan



**Figure 18 : Carte des principaux massifs du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

La forêt privée appartient à de multiples propriétaires. En effet, 5 807 propriétaires possèdent la forêt privée sur le territoire. 95,2 % des propriétaires, soit 5 530 possèdent moins de 4 ha, ce qui représente 30,6 % de la surface forestière (Tableau I).

**Tableau I : Histogramme indiquant la répartition des propriétaires forestiers privés par classe de surface**





Concernant les documents de gestion durable, le Syndicat Mixte compte 19 Plans Simples de Gestion (PSG), dont 1 volontaire, pour une surface de 890 ha. On dénombre également 7 Codes de Bonnes Pratiques Sylvicoles (CBPS) et 6 Codes de Bonnes Pratiques Sylvicoles avec programme de coupes et de travaux (CBPS+), ce qui représente 130 ha. Au total, environ 1 020 ha sont sous document de gestion durable, ce qui représente 15,5 % de la forêt privée (Tableau II). A titre comparatif, en région Pays de la Loire, 42% de la surface forestière est sous document de gestion durable. En prenant en compte les forêts publiques possédant un document d'aménagement et celle dont le document d'aménagement est en cours d'approbation (forêt domaniale de Longeville-sur-Mer) soit la totalité des forêts publiques du territoire, 30,7% de la surface totale de la forêt du territoire est gérée durablement.

**Tableau II : Tableau récapitulatif des Documents de Gestion Durable présents sur le Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

(Source : CNPF délégation Bretagne-Pays de la Loire)

Type de Document de Gestion Durable	Nombre	Surface (ha)
CBPS	7	95,05 ha
CBPS +	6	34,44 ha
PSG	18	874,54 ha
PSG volontaire	1	12,72 ha
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>1 016,75 ha</b>

#### 4.1.1. Les essences présentes sur le territoire

La forêt du territoire est composée à 75% par les feuillus et 25% par les résineux. Les principaux feuillus sont le chêne pédonculé, le chêne sessile, le châtaignier, le chêne vert, le charme et le peuplier. Les principaux résineux sont le pin maritime et le pin laricio.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





#### 4.1.2. Caractéristiques des principales essences rencontrées

##### 4.1.2.1. Présentation

###### Chêne pédonculé

<b>Climat</b>	Pluviométrie annuelle comprise entre 600 et 1400 mm. Les précipitations doivent cependant être bien réparties tout au long de l'année, car il supporte mal les sécheresses estivales. La température moyenne idéale doit être comprise entre 8 et 13 degrés ; il supporte bien les températures froides.
<b>Sol</b>	Apprécie les sols riches, de texture limoneuse ou argileuse. Tolère l'hydromorphie permanente. Le pH idéal est situé entre 4,5 et 6,5.
<b>Topographie</b>	Essence de plaine et de basse montagne il préfère les stations en bas de pentes et les fonds de vallons.
<b>Sylviculture</b>	Souvent en mélange taillis-futaie avec le châtaignier, il est également mené en futaie régulière où il a besoin d'une sylviculture dynamique.
<b>Utilisation du bois</b>	Menuiserie, ébénisterie, charpente, tranchage, merrain, bois bûche, bois énergie, papeterie.

###### Chêne sessile

<b>Climat</b>	Possède les mêmes exigences que le pédonculé en ce qui concerne la pluviométrie et la température mais supporte mieux les sécheresses estivales. Il préfère en revanche les climats océaniques plus doux l'hiver.
<b>Sol</b>	Sols acides à neutres, il supporte des sols à hydromorphie temporaire (sec l'été et frais l'hiver) mais ne tolère pas les sols engorgés toute l'année.
<b>Topographie</b>	Il s'agit également d'une essence de plaine et de basse montagne on le retrouve cependant plus haut que le chêne pédonculé, sur plateau ou sur replat.
<b>Sylviculture</b>	Présent dans les mélanges taillis-futaie avec le châtaignier, il est lui aussi souvent exploité en futaie régulière où les coupes d'éclaircies doivent être réalisées tous les 7 à 10 ans. Cette essence est également compatible avec une gestion en futaie irrégulière.
<b>Utilisation du bois</b>	Menuiserie, ébénisterie, charpente, tranchage, merrain, bois bûche, bois énergie, papeterie.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



### Chêne pubescent

<b>Climat</b>	Il a besoin des mêmes conditions climatiques que les chênes pédonculés et sessiles mais supporte moins bien les températures froides et apprécie la chaleur estivale.
<b>Sol</b>	Préfère les sols profonds et limoneux peu chargé en cailloux. Indifférent au pH (5 à 8) il ne craint pas le calcaire.
<b>Topographie</b>	Pas de condition particulière, il faudra cependant éviter les bas de pentes ou les fonds de vallons où le niveau d'hydromorphie serait trop important.
<b>Sylviculture</b>	Présent majoritairement sous forme de taillis, cependant de récentes études ont mis en avant sa présence fréquente en futaie en tant qu'essence dominante. Cette essence est étudiée dans la région pour répondre aux enjeux du changement climatique.
<b>Utilisation du bois</b>	Menuiserie, ébénisterie, charpente, tranchage, merrain, bois bûche, bois énergie, papeterie.

Les chênes sont naturellement présents sur le secteur. Ils présentent néanmoins des qualités variables.

### Châtaignier

<b>Climat</b>	Nécessite une pluviométrie minimale comprise entre 600 et 700 mm par an avec un optimum à 900 mm. La température idéale moyenne est comprise entre 9 et 14 degrés. Il est sensible aux vents forts sources de renversement, du fait de son enracinement superficiel. Résiste bien au froid hivernal mais craint les gelées tardives. Il résiste mal aux sécheresses estivales trop marquées.
<b>Sol</b>	Essence calcifuge, qui a besoin d'un sol profond sans hydromorphie à moins de 60 cm de profondeur. Il est à l'aise dans des sols limono-sableux, sablo-limoneux, limoneux ou encore sablo-argileux. Supporte les sols acides pH 4,5 à 6,5 (pH idéal 5,5) mais pas les sols tassés.
<b>Topographie</b>	On le retrouve sur les versants nord ; nord-est ; nord-ouest. Les fonds de vallons mouilleux et les crêtes lui sont plutôt défavorables.
<b>Sylviculture</b>	On le trouve souvent conduit en taillis ou en mélange taillis-futaies, en révolution de 20-30 ans. Un défaut fréquent de roulure peut être limité par une exploitation à 45 ans maximum.
<b>Utilisation du bois</b>	Piquet, bardeau, feuillard pour la tonnellerie, échelas, papeterie, bois de feu et bois énergie.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



### Charme

<b>Climat</b>	Le climat régional est adapté à sa croissance. Il résiste bien au froid et apprécie les fortes chaleurs estivales (propice à la maturation de ses graines).
<b>Sol</b>	Présent sur les sols secs à frais de pH basique à moyennement acide. Il tolère les engorgements temporaires, à condition que le sol soit peu acide.
<b>Topographie</b>	Pas de conditions particulières. Eviter tout de même les versants secs et ensoleillés.
<b>Sylviculture</b>	On le trouve souvent conduit en taillis ou en mélange taillis-futaies. Il s'agit plutôt d'une essence d'accompagnement.
<b>Utilisation du bois</b>	Papeterie, panneaux de fibres ou particules, tournerie, bois de feu et bois énergie.

### Peuplier

<b>Climat</b>	Le climat régional est adapté à la croissance du peuplier. Les jeunes plants craignent les gelées tardives et les excès d'eau dus aux inondations tardives en mai - juin. Les sécheresses prolongées et les grands vents sont mal supportés par cette essence.
<b>Sol</b>	Exige des terrains bien alimentés en eau toute l'année. Il craint les sols avec une nappe d'eau trop proche de la surface en été (moins de 50 cm), ainsi que les sols compacts et séchants. Il demande une bonne richesse minérale (pH >6). Il existe de nombreux cultivars de peupliers correspondants chacun à des types de sols différents.
<b>Topographie</b>	Se trouve dans les terrains alluviaux des vallées.
<b>Sylviculture</b>	Parcelles dédiées à la sylviculture du peuplier. Formation de futaies, plantées à densité définitive (150 à 200 tiges/ha). Sa récolte s'effectue à 15 -20 ans dans la région.
<b>Utilisation du bois</b>	Déroulage et sciage (panneau d'ameublement, caisserie, emballage léger)



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Pin maritime

<b>Climat</b>	Il nécessite une pluviométrie comprise entre 600 mm/an et 1200 mm/an. Il apprécie une température moyenne située entre 11 et 15 degrés. Il est capable de résister à de fortes chaleurs pendant la période estivale, mais supporte très mal les températures basses et est sensible au gel.
<b>Sol</b>	Il s'installe sur des sols pauvres voire podzoliques, siliceux, meubles ou même très acides (pH 3,5 à 7) mais ne tolère pas les sols calcaires. Il peut supporter l'engorgement hivernal des sols.
<b>Topographie</b>	À installer sur les plateaux bien drainés ou dans les versants secs et ensoleillés.
<b>Sylviculture</b>	On le retrouve dans les mélanges taillis-futaie avec le châtaignier ou encore en futaie régulière. C'est une essence de pleine lumière.
<b>Utilisation du bois</b>	Menuiserie, contre-plaqué, lamellé-collé, déroulage, caisserie, palette, papeterie...

Pin laricio

<b>Climat</b>	Exige une assez forte pluviosité (entre 800 et 1200mm) mais supporte les étés secs. Température annuelle moyenne idéale de 9 à 12 degrés. Il résiste bien au vent.
<b>Sol</b>	Préfère les sols acides granitiques ou sableux mais tolère les pseudogleys profonds. Il craint le calcaire actif et les sols compacts ou trop mouilleux. Sur les terrains riches il a tendance à fourcher.
<b>Topographie</b>	Originellement montagnard (400 à 1800 m) il est à son aise sur les hauts de versants, les versants secs et ensoleillés ou encore les plateaux bien drainés.
<b>Sylviculture</b>	Utilisé en boisement et reboisement principalement en futaie. Il doit bénéficier d'une lumière importante et d'une sylviculture dynamique.
<b>Utilisation du bois</b>	Menuiserie, déroulage, charpente, lamellé-collé, poteau (traité), palette, caisserie, papeterie...



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





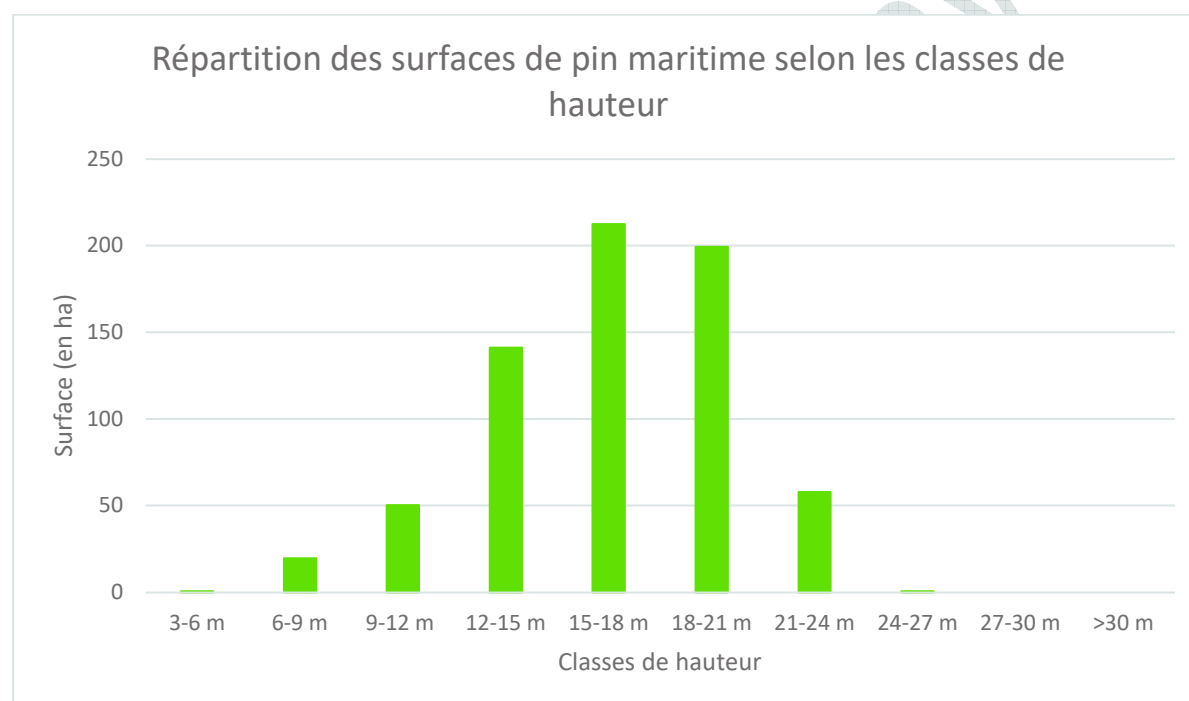
#### 4.1.2.2. Les classes de hauteur par peuplement

Les informations qui vont suivre sont issues des données fournies par l'IGN. En effet, l'IGN a fourni la BD Forêt version 2 mise à jour avec des données de 2016 en y intégrant les classes de hauteur pour chaque polygone de peuplement cartographié.

Nous allons voir pour certains types de peuplement les classes de hauteur en fonction de la surface.

Peuplement de pin maritime pur (taux de couvert libre relatif du pin maritime est supérieur ou égal à 75%)

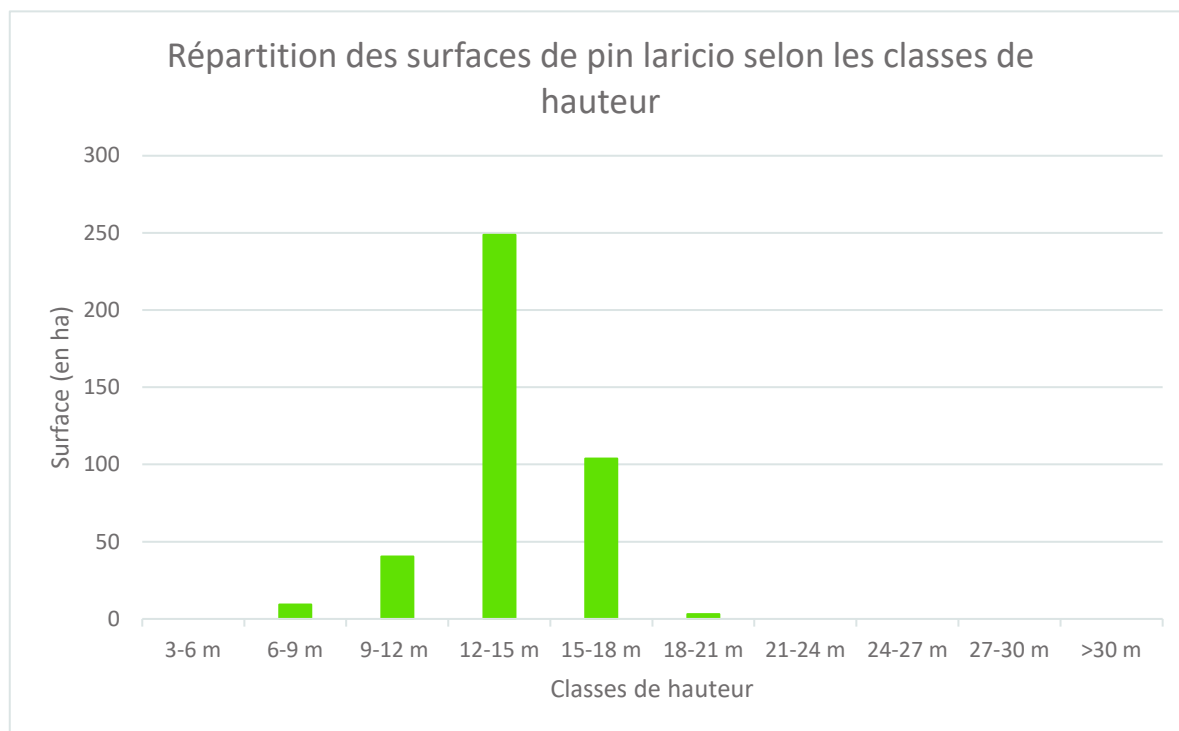
Les peuplements de pin maritime sont essentiellement retrouvés au niveau des forêts publiques du littoral. Selon l'IGN, on dénombre 682 ha de forêt pure de pin maritime, soit 9%, de la surface forestière.



Nous pouvons voir grâce à ce graphique plus des 2/3 de la surface en pin maritime est constitué par des peuplements ayant une taille comprise entre 15 et 21 m.

Peuplement de pin laricio pur (taux de couvert libre relatif du pin laricio est supérieur ou égal à 75%)

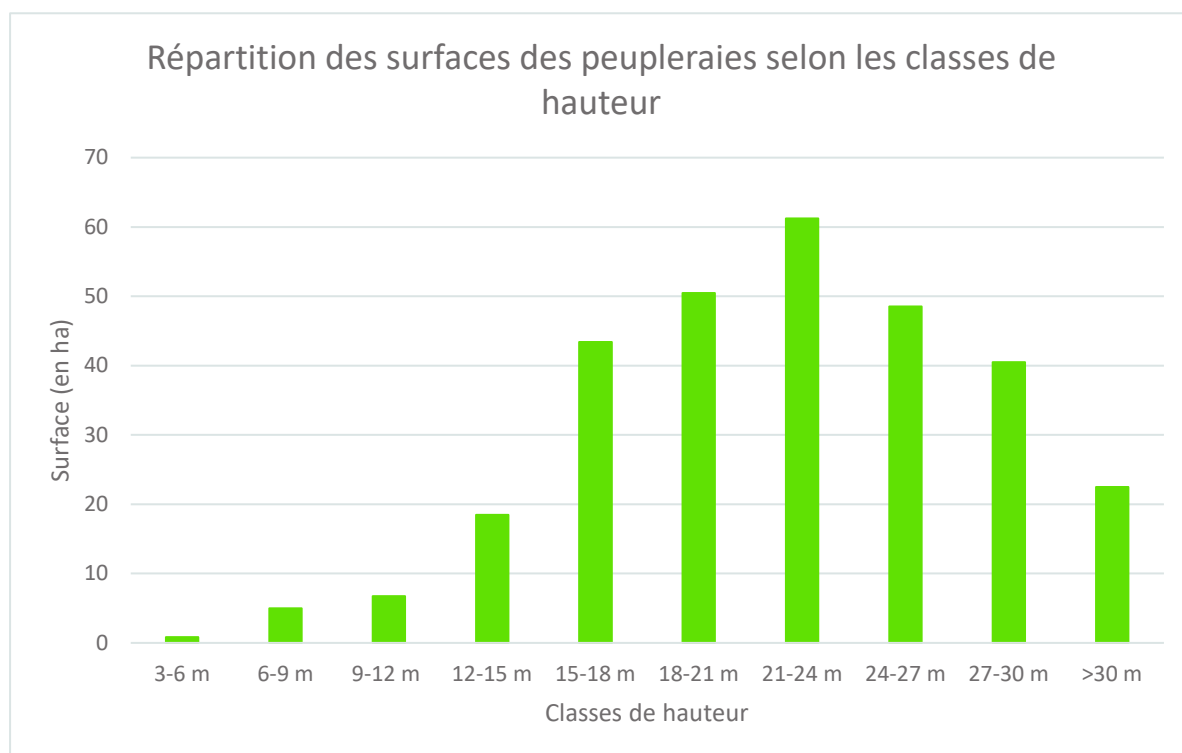
Les peuplements de pin laricio se trouvent en grande majorité dans les forêts privées. Ces peuplements sont pour la plupart issus de boisement de terres agricoles dans les années 90-2000. Selon l'IGN, on dénombre 406 ha de forêt pure de pin laricio, soit 5,3%, de la surface forestière.



Il y a un déséquilibre dans la représentation des hauteurs. En effet, plus de 60% de la surface de pin laricio est représentée par la classe 12-15 m. En sachant, que la majorité de ces peuplements ont plus de 20 ans, il pourrait être intéressant de voir si les éclaircies ont été réalisées dans ces boisements.

### Peupleraie

D'après l'IGN, la surface de peupleraie sur le territoire est de 298 ha soit 3,2% de la surface forestière.

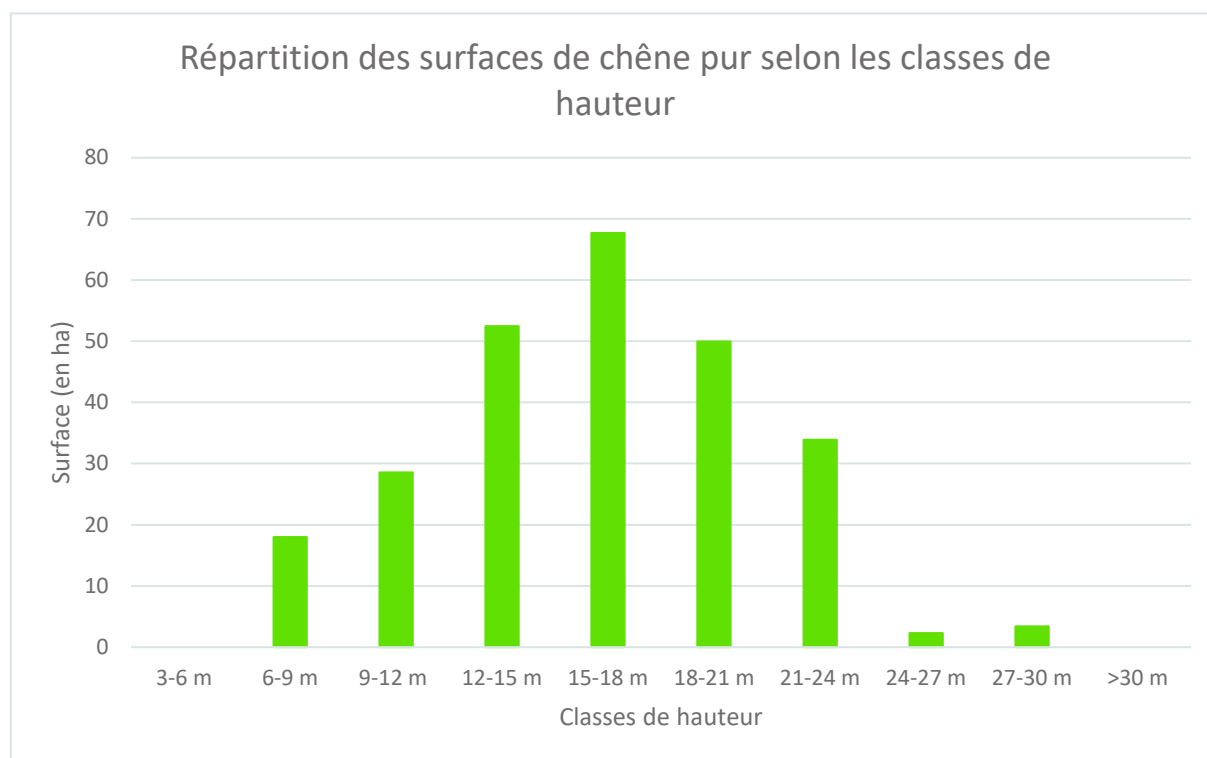


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Peuplement de chêne pur (taux de couvert libre relatif du chêne est supérieur ou égal à 75%)

Les boisements de chêne vert pur ne sont pas pris en compte dans cette partie. Il y a sur le territoire 256 ha de chêne pur (hors chêne vert)., cela représente 3,4% de la surface forestière.

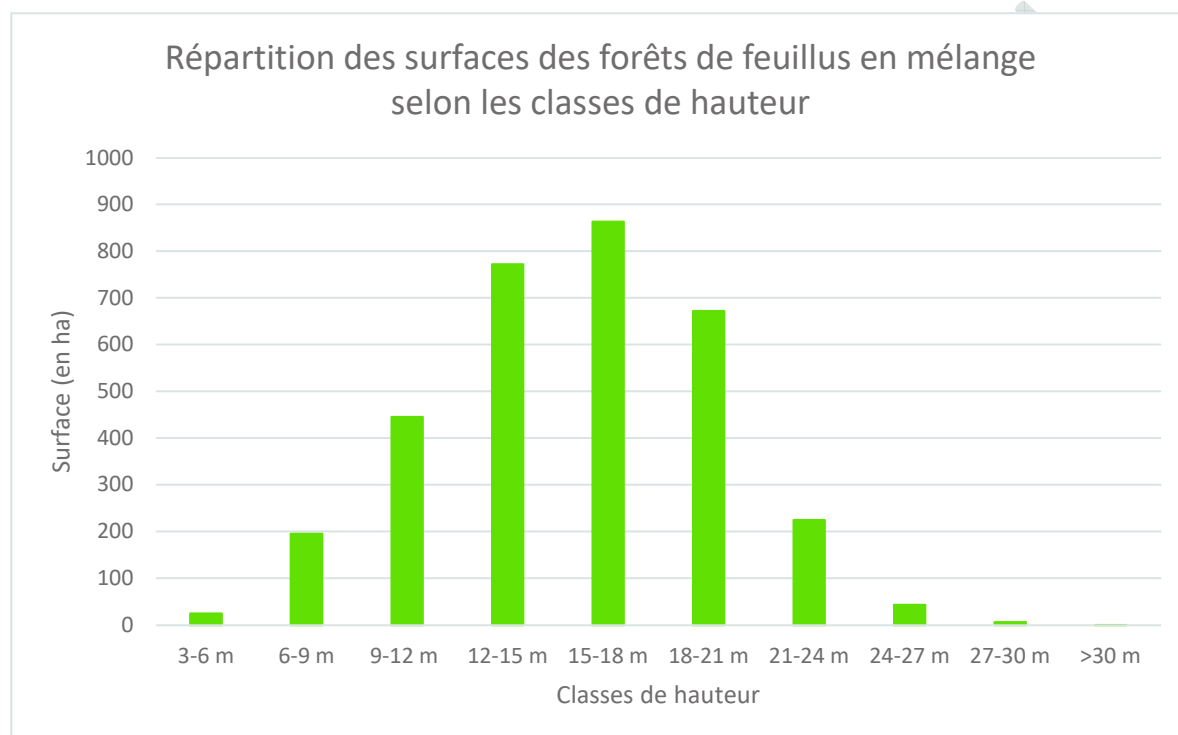


D'après le graphique, il y a une rupture importante en termes de surface entre la classe 21-24 m et 24-27 m. Cette rupture est à nuancer lorsque l'on regarde les surfaces qui sont données en valeur brut. En effet, il ne manque qu'une dizaine d'hectares pour que la classe 24-27 m permette au graphique de suivre une courbe en cloche.



**Forêt de feuillus en mélange** (mélange d'au moins 2 essences feuillues dont le taux de couvert libre relatif est supérieur ou égale à 75%, sans que le taux de couvert libre relatif d'une des essences ne soit supérieur ou égale à 75%)

Selon l'IGN, la surface de ce type de forêt est de 3 250 ha, soit 42,8% de la surface forestière du territoire. Cette formation végétale est donc prépondérante sur le secteur. Cependant, lorsque l'on est sur le terrain, on remarque que beaucoup de ces forêts sont constituées majoritairement par du chêne mais dont le taux de couvert relatif est inférieur à 75% ce qui n'a pas permis à l'IGN de les classer en tant que peuplement de chêne pur.



#### 4.1.2.3. Les principaux problèmes sanitaires

***Cette partie a pour objectif de présenter les principaux problèmes sanitaires pouvant être rencontrés pour chaque essence. Certains problèmes ne sont pas forcément présents sur le territoire, d'autres peuvent être présents à faible échelle ou intensité et certains peuvent se rencontrer de manière cyclique, comme par exemple le bombyx sur le chêne où l'on peut avoir une forte population à l'année n qui provoquera d'importantes défoliations (cela n'entraînera pas forcément la mort des arbres touchés) mais qui les années suivantes sera quasiment absent.***

##### Les chênes

- **Champignons :**

- L'armillaire : il provoque des dépérissements en tache circulaire et entraîne la pourriture des racines, ce qui perturbe l'alimentation en eau pour l'arbre. Il s'ensuit un dessèchement du sujet atteint se traduisant par sa mort.
- L'oïdium : le champignon occasionne un dessèchement plus ou moins rapide des feuilles et plus particulièrement des pousses d'août. Il peut être particulièrement virulent dans les jeunes plantations et peut provoquer un fort affaiblissement des sujets.

- **Insectes :**

- Les chenilles : il y a par exemple le bombyx cul brun, le bombyx disparate et le bombyx à livrée. Ces différentes espèces peuvent provoquer des défoliations importantes.
- Les hannetons : les adultes se nourrissent des feuilles et peuvent provoquer une importante défoliation si la population est élevée. Les larves quant à elles se nourrissent des racines ce qui peut être dommageable pour les jeunes plants.

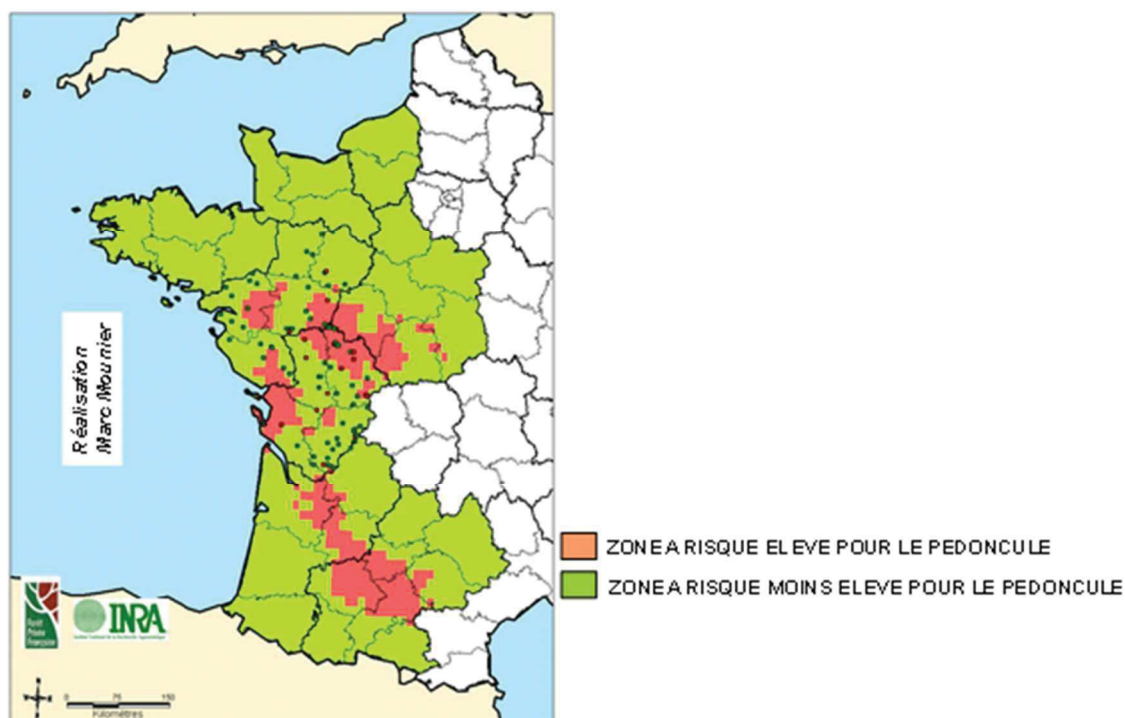


- **Le dépérissement du chêne pédonculé**

Il y a des problèmes de dépérissement du chêne pédonculé. Ces problèmes ont été constatés dès 1993 mais ont commencé à inquiéter les acteurs de la filière forestière en 1995<sup>1</sup>. Une étude menée à partir de 2009 par le CRPF Poitou-Charentes, le CRPF Pays de la Loire et l'IDF montre que ces dépérissements sont dus au déficit hydrique<sup>2</sup>. Ce dernier se calcul grâce à P-ETP où P est la pluviométrie (mm/an) et ETP est l'évapotranspiration potentielle (mm). Le déficit hydrique étant un facteur complexe à calculer il est possible d'utiliser l'indice d'aridité de Martonne entre avril et octobre (MARTMOY). Celui-ci se calcul grâce à la formule suivante :

$$I = P/(T+10)$$

où P est la hauteur des précipitations (en mm) et T est la température moyenne (en °C). P-ETP et l'indice de Martonne sont fortement corrélés, ce dernier a été utilisé pour créer des cartes de zones à risques (Figure 19).



**Figure 19 : Zones à risques pour le chêne pédonculé sur l'ouest de la France**

(Source : CRPF Poitou-Charentes 2009)

<sup>1</sup> MERCADIER C. *Etude des dépérissements de chênes dans les Deux-Sèvres et la Vienne*. 34 p. Rapport de stage. Centre Régional de la Propriété Forestière 1997.

<sup>2</sup> CRPF Poitou-Charentes. *Convention relative à la localisation des zones de dépérissement de chênes sessiles et pédonculés en Poitou-Charentes*. 2009. 37 p.

L'étude menée par le CRPF Bretagne-Pays de la Loire en partenariat avec Météo-France en 2019 (voir 3.4.5) a permis de mettre à jour les données P-ETP : « *Les projections futures : Il n'y a pas de projections climatiques disponibles pour l'ETP. On peut supposer que celle-ci devrait continuer à augmenter avec l'évolution des températures. Néanmoins, il reste toujours une incertitude sur l'évolution de la pluviométrie selon les territoires avec des projections climatiques qui globalement ne montrent pas d'évolution tranchée. Concernant le phénomène de sécheresse, on peut néanmoins s'intéresser à l'indicateur d'humidité du sol calculé par Météo France et pour lequel des projections climatiques ont été produites. La comparaison du cycle annuel d'humidité du sol en Pays de la Loire entre la période de référence climatique 1961- 1990 et les horizons temporels proches (2021-2050) ou lointains (2071-2100) sur le XXI<sup>e</sup> siècle (selon un scénario sans politique climatique) montre un assèchement important en toute saison. En termes d'impact potentiel pour la végétation et les cultures non irriguées, cette évolution se traduit par un allongement moyen de la période de sol sec de l'ordre de 2 à 4 mois. On note qu'en été, l'humidité moyenne du sol en fin de siècle pourrait correspondre aux situations sèches extrêmes d'aujourd'hui* ». ([https://bretagne-paysdelaloire.cnpf.fr/data/syn\\_meteo\\_pdl\\_partie\\_1.pdf](https://bretagne-paysdelaloire.cnpf.fr/data/syn_meteo_pdl_partie_1.pdf)).

### Le châtaignier

- **Champignons :**

- Le chancre ou Endothia : l'écorce commence par prendre localement une couleur rougeâtre, puis elle se fissure et se craquelle. Lorsque le cambium est affecté cela stoppe la circulation de la sève ayant pour conséquence le dessèchement de toutes ou d'une partie des branches au-dessus de la zone atteinte. Cette maladie déprécie fortement la qualité du bois et est très contagieuse.
- L'encre : cette maladie entraîne le jaunissement puis le flétrissement des feuilles qui séchent et deviennent marcescentes. Les branches meurent du côté où les racines sont infectées. Ces dernières noircissent et se décomposent sous l'effet du champignon. Le tassement des sols est particulièrement propice à son expansion.

### Le peuplier

- **Champignons :**

- Le marssonina ou la brunissure du peuplier : chez les jeunes tiges cela provoque un dépérissement et la mort de l'arbre si les attaques sont répétées.
- Les rouilles à Melampsora : si les attaques se répètent, il y a un risque de réduction de croissance et un mauvais aoûtement des pousses terminales soumises aux conditions de gel ou à d'autres attaques parasitaires.





### Le pin laricio et pin maritime

- **Champignons :**

- L'armillaire : provoque des dépérissements en tache circulaire et entraîne la pourriture des racines, ce qui perturbe l'alimentation en eau pour l'arbre. Il s'ensuit un dessèchement du sujet atteint se traduisant par sa mort.
- Le fomès : l'infection se transmet par contacts racinaires, d'une racine contaminée vers une racine saine. La maladie gagne alors progressivement les arbres voisins, de proche en proche, selon un rond de plus en plus grand.
- La maladie des bandes rouges (uniquement pour le pin laricio) : les extrémités des aiguilles, qui ne sont plus alimentées, virent au brun-rouge. L'activité photosynthétique de l'arbre est de ce fait réduite. Au printemps suivant, des taches noires (les stromas) apparaissent au niveau des zones rouges des aiguilles. Dans les zones très marquées, la maladie a un impact important sur la croissance des arbres.

- **Insectes :**

- La processionnaire du pin : elle est responsable de défoliations hivernales et de début de printemps qui entraînent des pertes de croissance des pins. Si les conditions de développement des arbres sont satisfaisantes, ils sont parfaitement capables de supporter cette attaque. C'est surtout un problème pour la santé humaine et pour les animaux car ces chenilles sont urticantes.
- L'hylobe du pin ou grand charançon du pin : principal ravageur des jeunes boisements résineux depuis plus d'un siècle, dans toute la France. Provoque des morsures de l'écorce au collet des jeunes tiges qui peuvent conduire à la mort des plants.
- Les scolytes : regroupe un grand nombre d'insectes cambioxyphages qui détruisent l'assise génératrice du bois au niveau du tronc et des branches.

## 4.2. Les forêts publiques

La majeure partie des forêts appartenant à l'Etat et aux collectivités sont gérées par l'ONF. Seuls certains boisements appartenant aux communes ne sont pas gérés par l'Office car ces parcelles sont de faible surface.

L'ONF s'occupe de la gestion de 10 forêts sur le territoire pour une surface d'environ 1 000 ha. Le tableau ci-après liste les 10 forêts en gestion par l'ONF. Les cartes présentées dans les figures 20 et 21 situent ces forêts.

Les tableaux qui suivent présentent plus en détails les forêts gérées par l'ONF. La colonne « Volume annuel prévisible » indique le volume de bois qu'il était prévu d'exploiter chaque année et la colonne « Volume constaté par an sur les cinq dernières années » indique le volume moyen (sur 5 ans) prélevé annuellement.



Nom	Surface totale	Surface sur le territoire	Commune(s)	Période de l'aménagement forestier	Répartition des essences en fonction de la surface	Volume annuel prévisible	Volume constaté par an sur les cinq dernières années
Forêt domaniale de Longeville	1 225 ha	630 ha	Longeville-sur-Mer (457 ha) Jard-sur-Mer (107 ha) Saint-Vincent-sur-Jard (66 ha)	2020-2039 (en cours d'approbation)	Pin maritime (76 %) Autre résineux (2 %) Chêne vert (10 %) Chêne pédonculé (2 %) Autre feuillu (10 %) <b>Répartition des essences pour l'ensemble de la forêt domaniale</b>	800 m <sup>3</sup> (au prorata de la surface)	1 050 m <sup>3</sup> (au prorata de la surface)
Forêt du Havre du Payré (Conservatoire du Littoral)	126 ha	126 ha	Jard-sur-Mer (68 ha) Talmont-Saint-Hilaire – Forêt du Veillon (58 ha)	2013-2032	Chêne vert (60 %) Autre feuillu (5 %) Pin maritime (35 %)	162 m <sup>3</sup>	0
Forêt communale de Stains	21 ha	21 ha	Jard-sur-Mer	2012-2026	Pin maritime (55 %) Autre résineux (7 %) Chêne vert (25 %) Chêne indigène (10 %) Autre feuillu (7 %)	77 m <sup>3</sup>	56 m <sup>3</sup>
Forêt départementale des Sables de la Grange	60 ha	60 ha	Jard-sur-Mer	2017-2036	Pin maritime (55 %) Chêne vert (25 %) Robinier (12 %) Chêne indigène (8 %)	125 m <sup>3</sup>	250 m <sup>3</sup>
Forêt départementale des Bouries	12 ha	12 ha	Talmont-Saint-Hilaire	2017-2036	Pin maritime (60 %) Chêne vert (30 %) Robinier (10 %)	21 m <sup>3</sup>	0

Nom	Surface totale	Surface sur le territoire	Commune(s)	Période de l'aménagement forestier	Répartition des essences en fonction de la surface	Volume annuel prévisible	Volume constaté par an sur les cinq dernières années
Forêt départementale de Bourgenay	34 ha	34 ha	Talmont-Saint-Hilaire	2017-2036	Pin maritime (62 %) Chêne vert (33 %) Autre feuillu (5 %)	37 m <sup>3</sup>	0
Forêt départementale de la Grande Gîte		13 ha	Saint-Vincent-sur-Graon	2010-2024		35 m <sup>3</sup> (au prorata de la surface)	179 m <sup>3</sup> (au prorata de la surface)
Forêt communale de Sainte-Flaive-Des-Loups	26 ha	26 ha	Sainte-Flaive-des-Loups	2009-2023	Chêne sessile (46 %) Chêne pédonculé (8 %) Frêne commun (5 %) Autre feuillu (8 %) Pin laricio (33 %)	45 m <sup>3</sup>	134 m <sup>3</sup>
Forêt du Pays des Achards	54 ha	54 ha	Sainte-Flaive-des-Loups	2009-2023	Chêne sessile (38 %) Chêne pédonculé (18 %) Chêne d'Amérique (10 %) Frêne (6 %) Autre feuillu (16 %) Pin laricio (12 %)	104 m <sup>3</sup>	33 m <sup>3</sup>
Forêt départementale des Rives du Jaunay	34 ha	30 ha	La Chapelle-Hermier (24 ha) Saint-Julien-des-Landes (6 ha)	2016-2035	Châtaignier (31 %) Chêne indigène (30 %) Robinier (16 %) Autre feuillu (17 %) Pin maritime (4 %) Pin laricio (2 %)  <i>Répartition des essences pour l'ensemble de la forêt départementale</i>	40 m <sup>3</sup>	44 m <sup>3</sup>

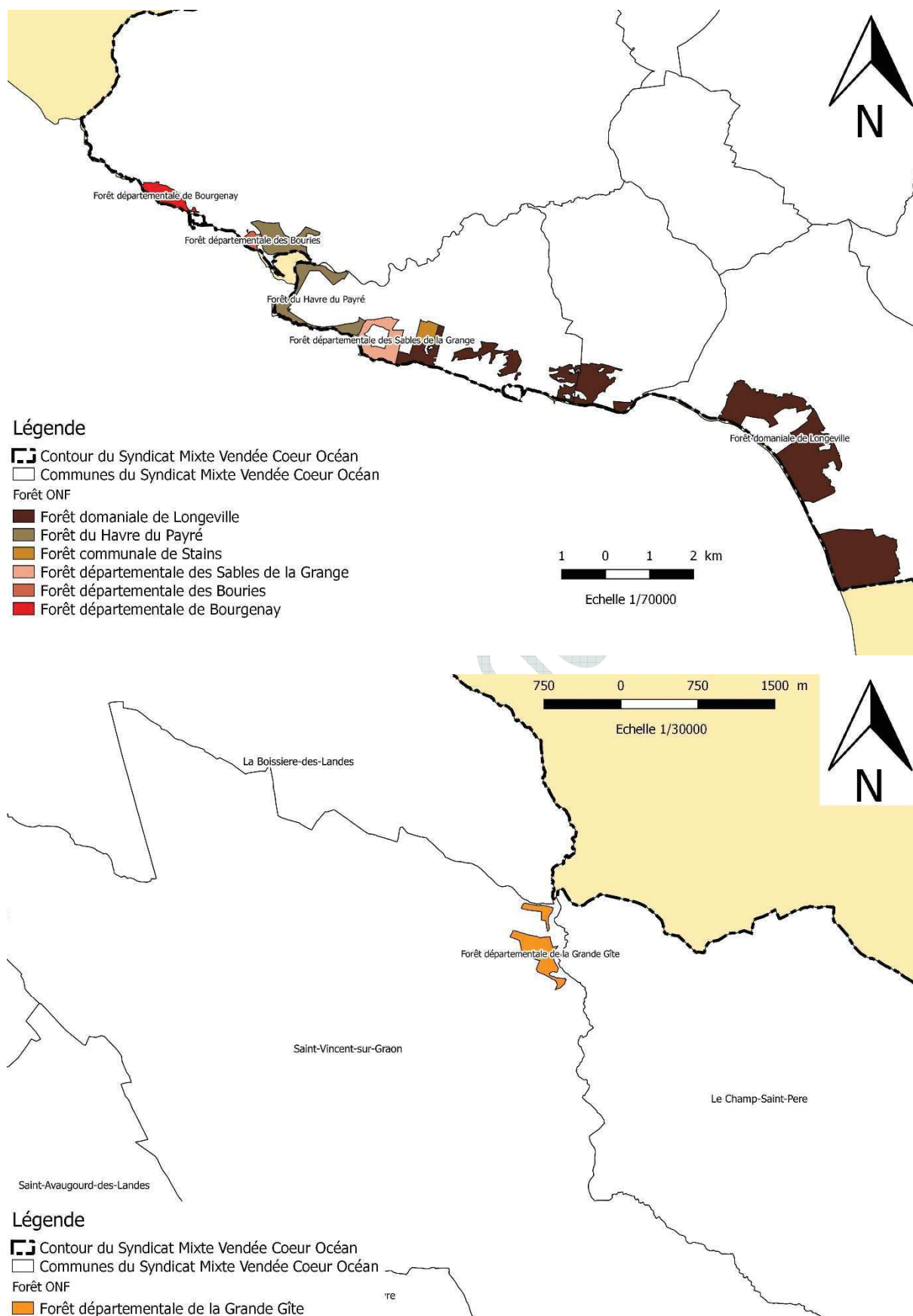
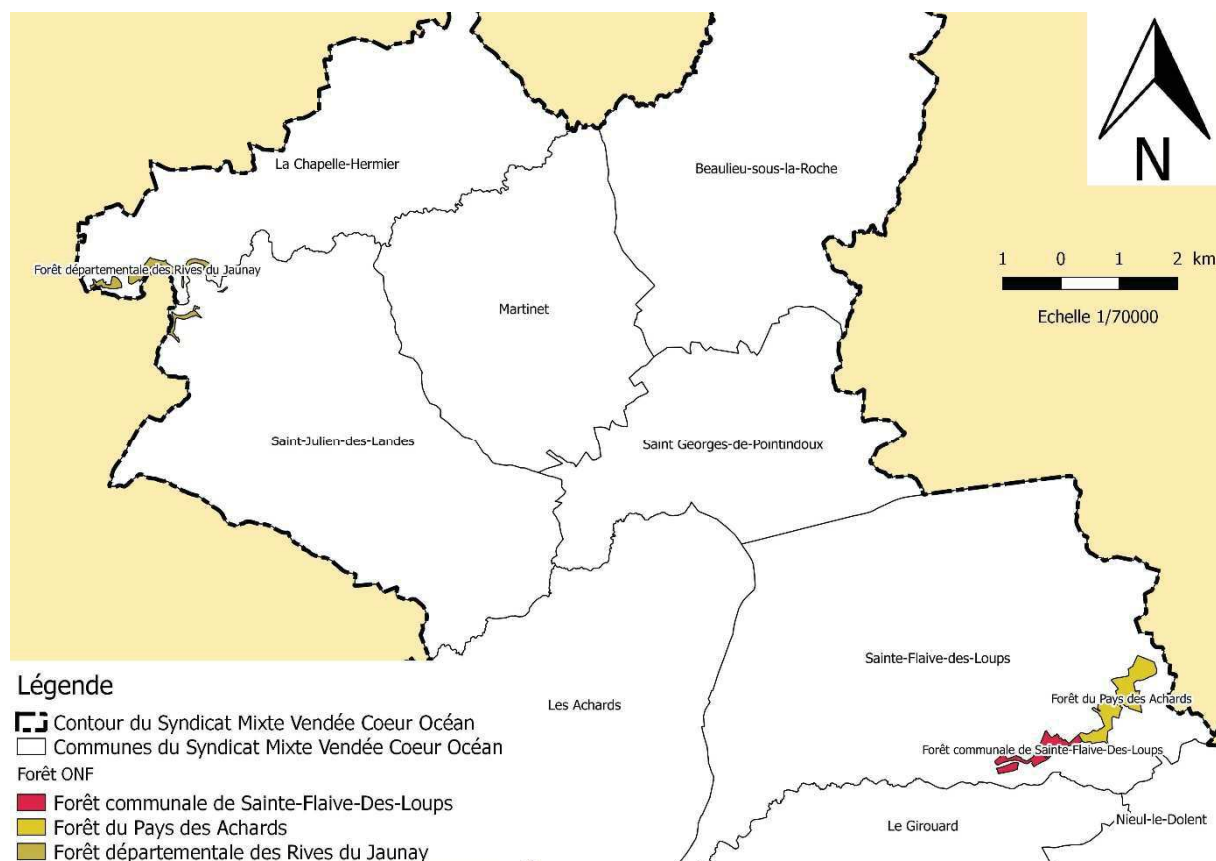


Figure 20 : Carte des forêts gérées par l'ONF sur la Communauté de communes Vendée Grand Littoral



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





**Figure 21 : Carte des forêts gérées par l'ONF sur la Communauté de communes du Pays des Achards**

#### 4.3. Les propriétaires forestiers

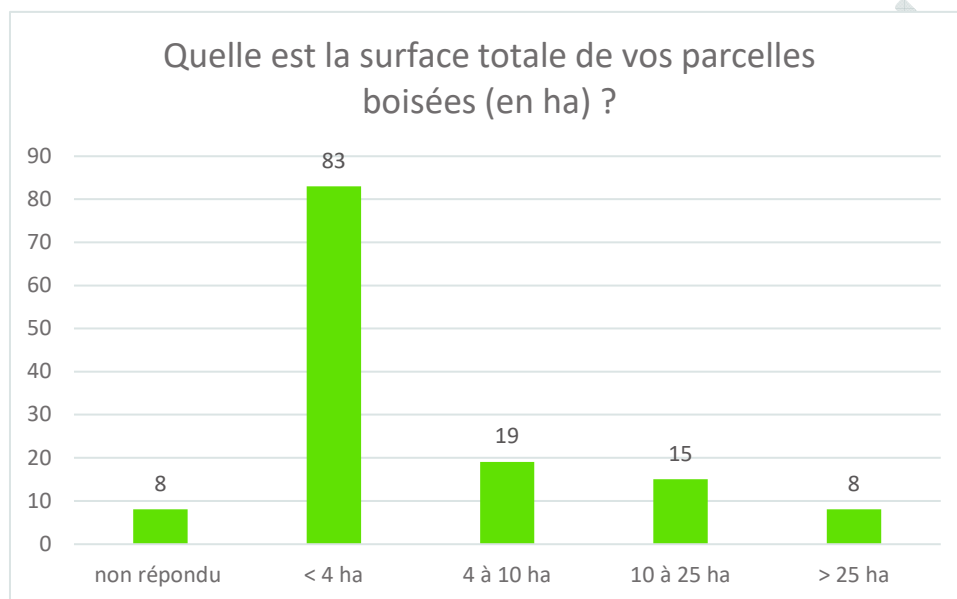
Pour cette partie, nous allons utiliser les données issues d'une enquête envoyée aux propriétaires forestiers de plus de 1 ha (Annexe II). Ce questionnaire a été élaboré conjointement avec le CNPF délégation Bretagne-Pays de la Loire. Les objectifs de cette enquête sont non seulement de connaître les habitudes des propriétaires avec leurs bois mais également leurs attentes vis-à-vis de la Charte Forestière.

Au total, ce sont plus de 1 000 courriers qui ont été envoyés. Le nombre de réponses reçues est de 133, soit un taux de retour de 13%.

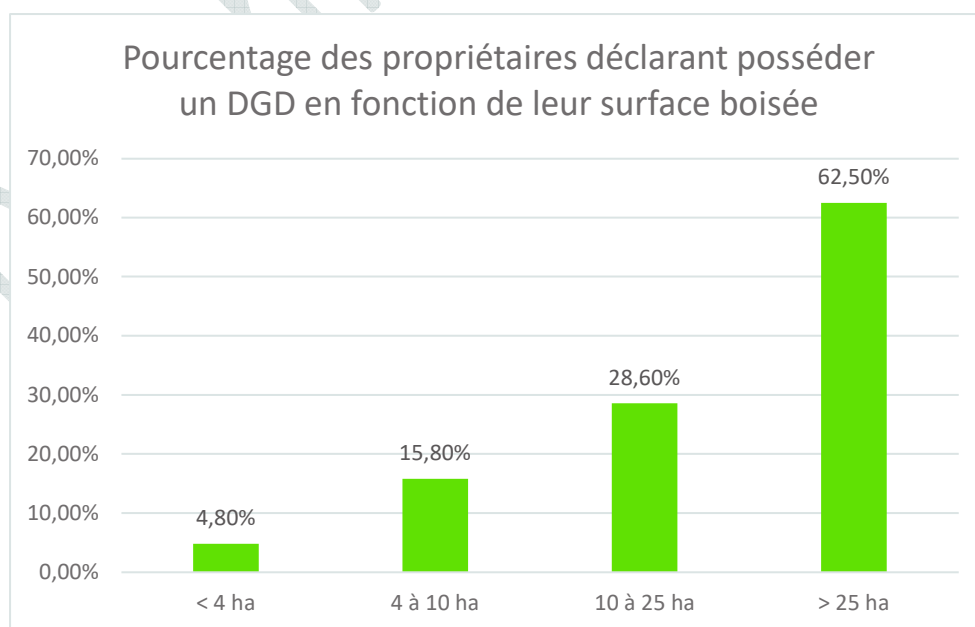


De plus, dans le même courrier nous avons invité avec le CNPF délégation Bretagne-Pays de la Loire ces propriétaires à participer à des réunions afin de leur présenter ce qu'est une Charte Forestière, leur présenter des exemples d'actions d'autres CFT à destination des propriétaires, ainsi que d'appréhender les souhaits des propriétaires. Au total, ce sont 5 réunions qui ont été organisées pour couvrir l'ensemble du territoire. Les communes qui ont accueilli ces réunions sont Poiroux, La Boissière-des-Landes, Martinet, Saint-Vincent-sur-Jard et Saint-Cyr-en-Talmondais. Ces échanges ont permis de rencontrer 52 propriétaires et de récupérer 26 des 133 réponses au questionnaire. Une dizaine d'élus du territoire étaient présents, représentant chacun une commune.

Pour commencer nous allons classer les réponses des propriétaires par intervalles de surface.



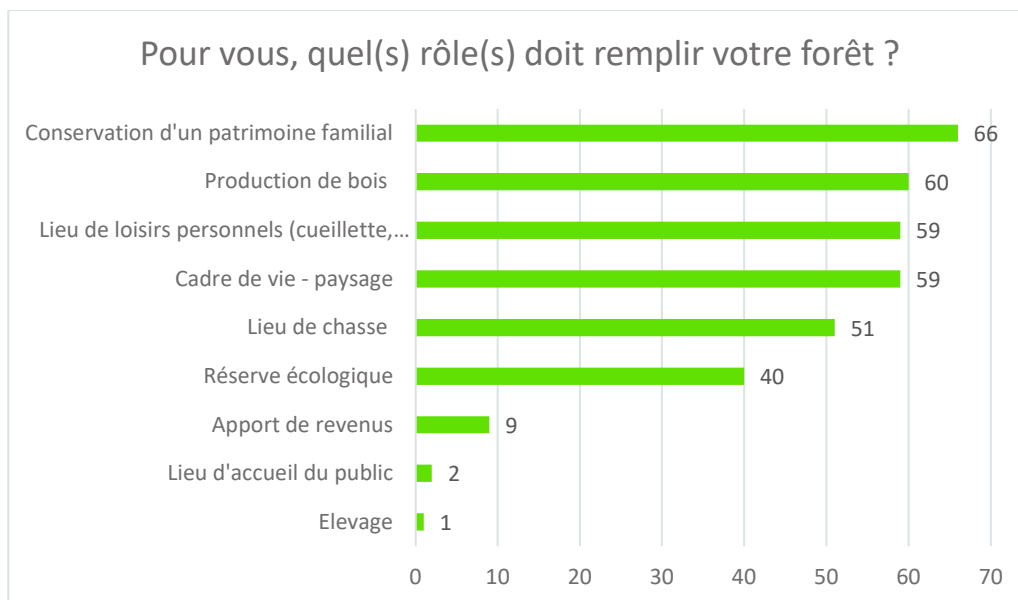
La grande majorité des répondant possède moins de 4 ha, cette information était attendue car comme vu précédemment (voir 4.1) la majorité des propriétaires sur le territoire a moins de 4 ha.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Comme attendu, plus les propriétaires ont une importante surface, plus ils sont nombreux à posséder un document de gestion durable. Pour cette question, nous ne pouvons pas considérer les résultats comme un échantillonnage car le nombre de propriétaires déclarant posséder un document de gestion durable n'est pas proportionnel selon les classes de surfaces.



Si l'on catégorise les réponses selon les classes de surface des propriétaires, il n'y a pas de tendance qui se dégage. En effet, les propriétaires de moins de 4 hectares étant très nombreux à avoir répondu, pour chaque rôle leurs réponses représentent plus de 50 % du total. Ensuite, pour les autres classes de surface, peu de propriétaires ont répondu, on ne remarque pas de relation entre la surface des propriétaires et les rôles qu'ils donnent à leur forêt.

Sur les 66 réponses « Conservation d'un patrimoine familial », 11 propriétaires possèdent un document de gestion durable. Il y a donc 55 propriétaires ne possédant pas de document de gestion durable, de l'information sur le sujet pourrait les intéresser d'un point de vue transmission.

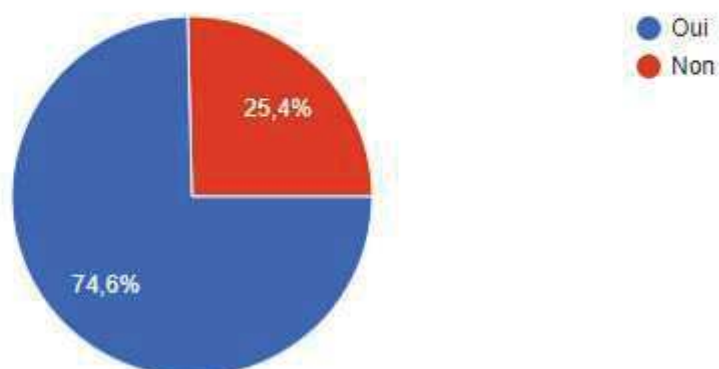


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

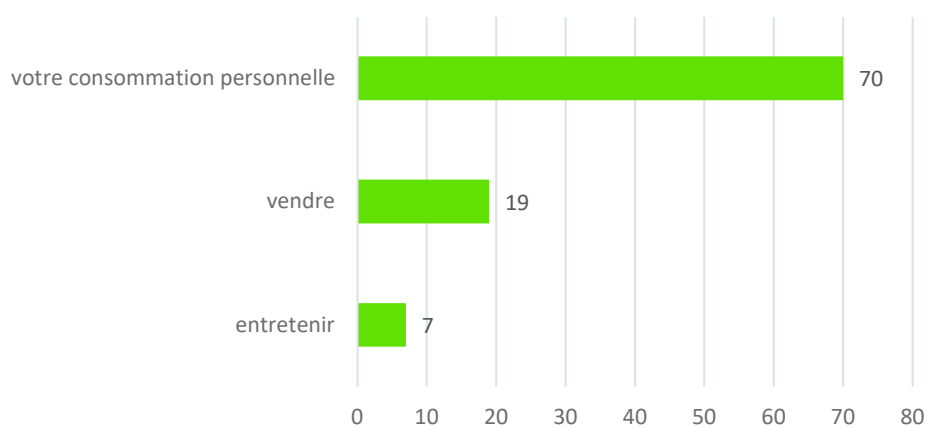


## Avez-vous déjà coupé ou fait couper du bois ?

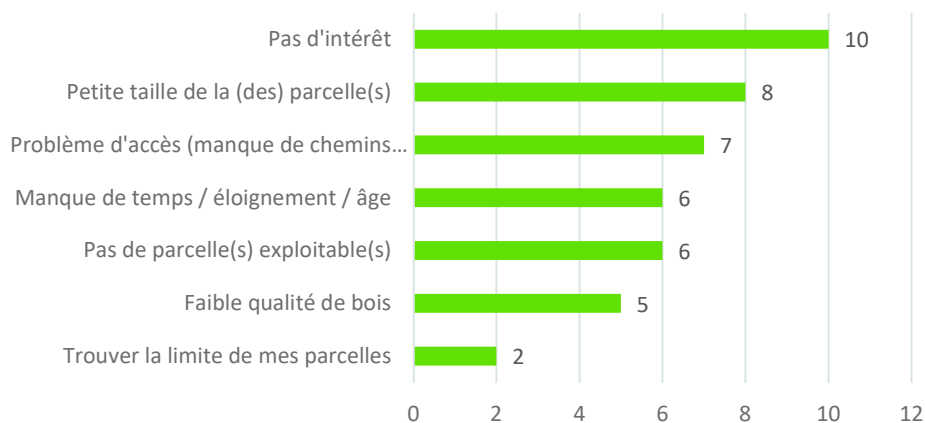
130 réponses



### Avez-vous déjà coupé du bois ? Si oui, est-ce pour...



### Avez-vous déjà coupé du bois ? Si non, pourquoi ?

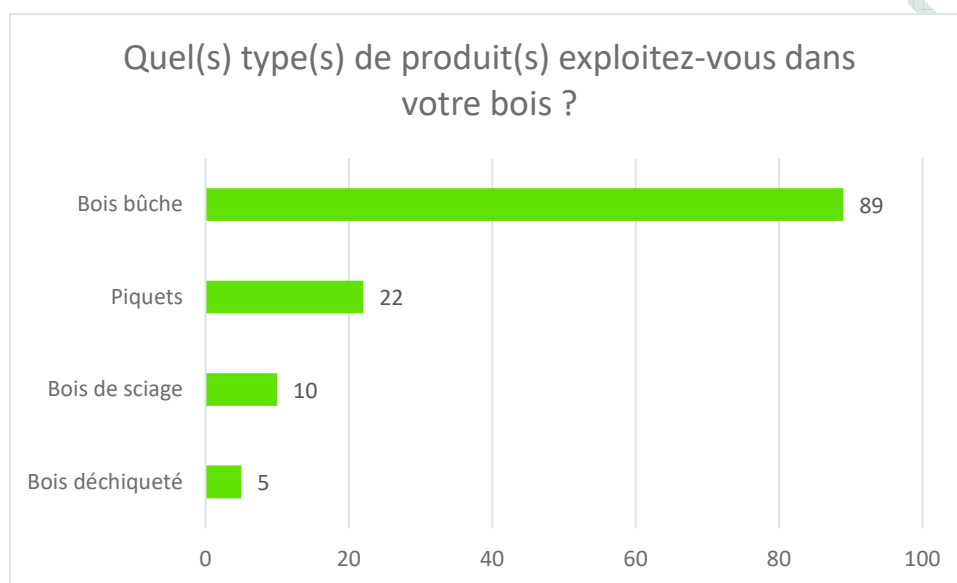


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



La majorité, des propriétaires ont déjà coupé du bois dans leur(s) parcelle(s), principalement pour leur consommation personnelle. Pour ceux qui n'exploitent pas, un grand nombre indique ne pas avoir d'intérêt. Cependant sur les 10 réponses, 5 déclarent chasser, nous pouvons donc penser qu'ils souhaitent conserver ces parcelles pour ce loisir. 4 personnes indiquent ne pas chasser et une personne n'a pas répondu à la question à propos de la chasse. Il pourrait être intéressant de proposer à ces propriétaires (non chasseur) de vendre leur(s) parcelle(s).

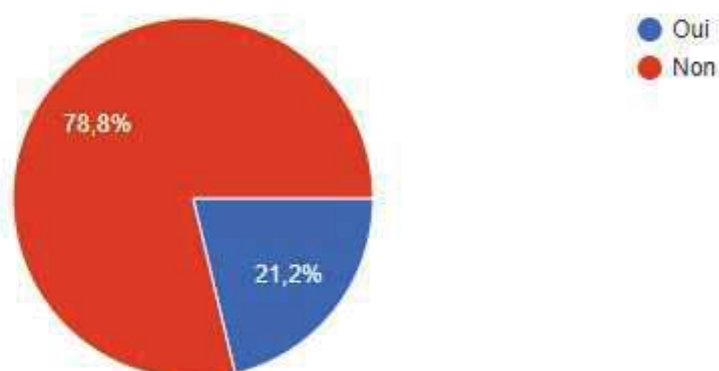
La petite taille des propriétés est le second facteur qui conditionne le fait de ne pas couper. Lors des réunions c'est le principal problème que nous faisait remarquer les propriétaires présents. La Charte Forestière pourrait proposer des chantiers groupés à ces propriétaires.



On a vu que la majorité des propriétaires exploitent leur bois pour leur consommation personnelle. Il n'est donc pas étonnant de voir que le bois bûche est la principale production dans ces bois. Comme indiqué ci-dessus, les produits exploités sont de faible valeur économique. En effet, peu de bois de sciage est exploité. A dire d'expert (M. Samuel HERMOUET), sur le territoire, le potentiel de bois de sciage n'est que de 20 %, environ 50 % pour du petit sciage (canter) et le reste pour la trituration. De même pour les feuillus (notamment le chêne), où la qualité menuiserie est de seulement de 10 %. Cette proportion est assez faible. Pourtant, selon lui, cette sous-représentation des bois de qualité (résineux et feuillus) n'est pas dû aux conditions pédologiques et climatiques mais plutôt à la gestion sylvicole.

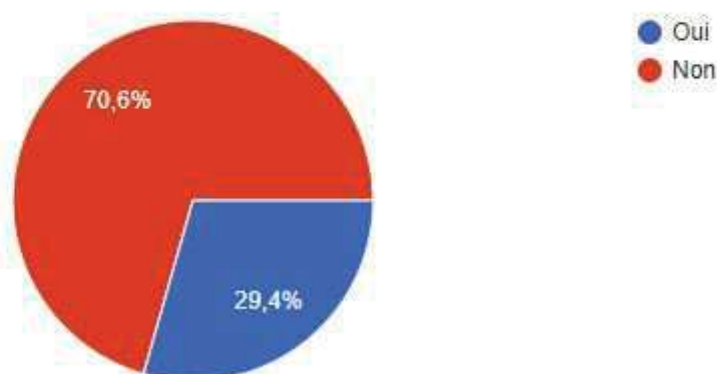
Vous faites-vous aider pour gérer vos bois ?

113 réponses



Avez-vous des notions en termes de sylviculture (gestion forestière) ?

102 réponses



Peu de propriétaires se font aider dans la gestion de leur boisement et moins de 30% ont des notions de sylviculture. Cependant, nous remarquons que les réponses à ces deux questions diffèrent fortement en fonction de la taille des propriétés. En effet, moins de 14 % des propriétaires de moins de 4 ha se font aider pour gérer leur boisement, alors qu'ils sont plus de 73 % lorsqu'ils possèdent plus de 25 ha. Les pourcentages sont semblables pour les propriétaires déclarant avoir « des notions en termes de sylviculture ». Pour les propriétaires possédant de 4 à 10 ha et de 10 à 25 ha, ils sont plus nombreux à déclarer ne pas se faire aider pour la gestion de leur forêt et ne pas avoir de notions sylvicoles. Cependant, les pourcentages sont moins contrastés que pour les propriétaires de moins de 4 ha.

Une action pourrait être envisagée pour que les propriétaires soient formés à la sylviculture et/ou qu'ils se fassent aider dans leur gestion. Cela pourrait faire évoluer les pratiques des propriétaires afin que plus de bois de sciage soient exploités.



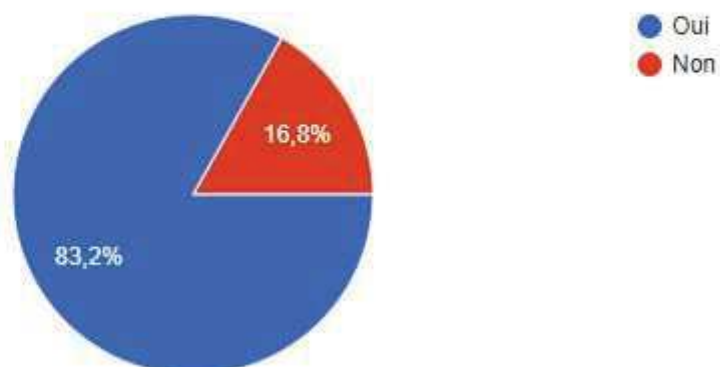
CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



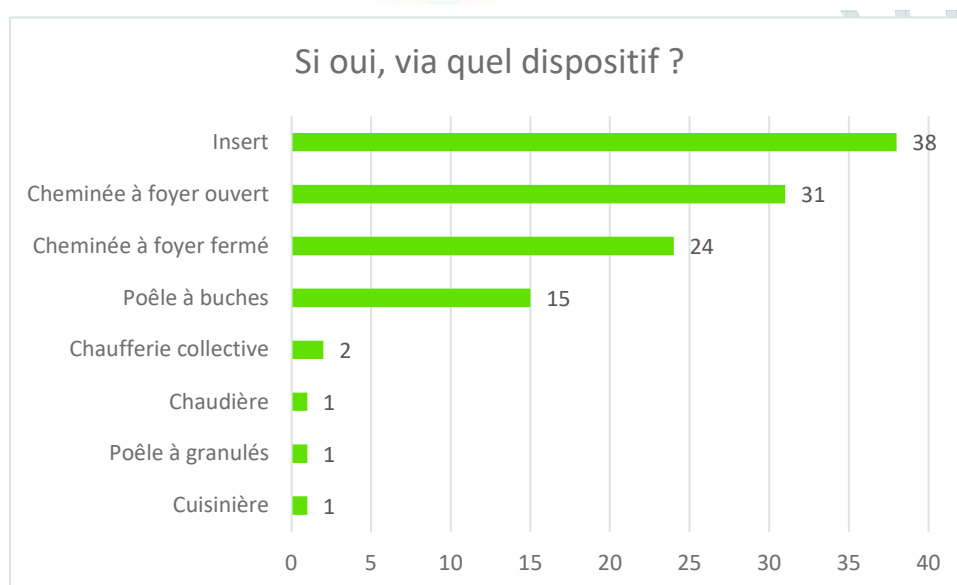


## Consommez-vous du bois bûche / bois énergie (granulés, plaquettes, ...)

119 réponses

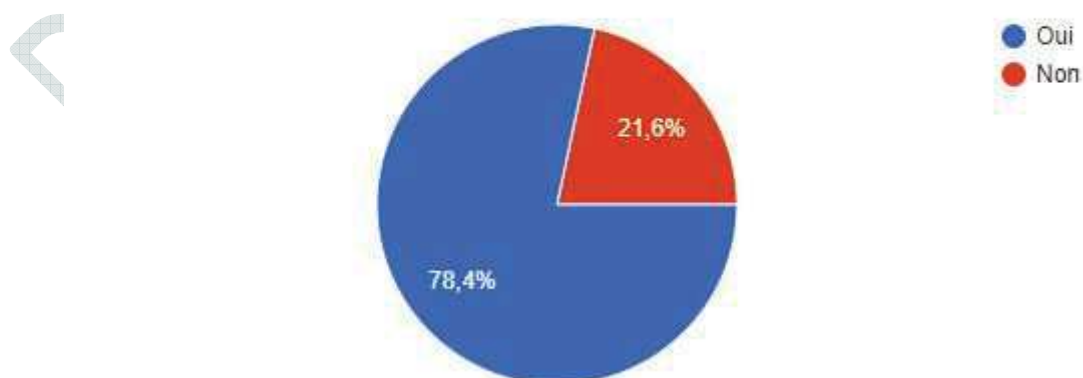


### Si oui, via quel dispositif ?

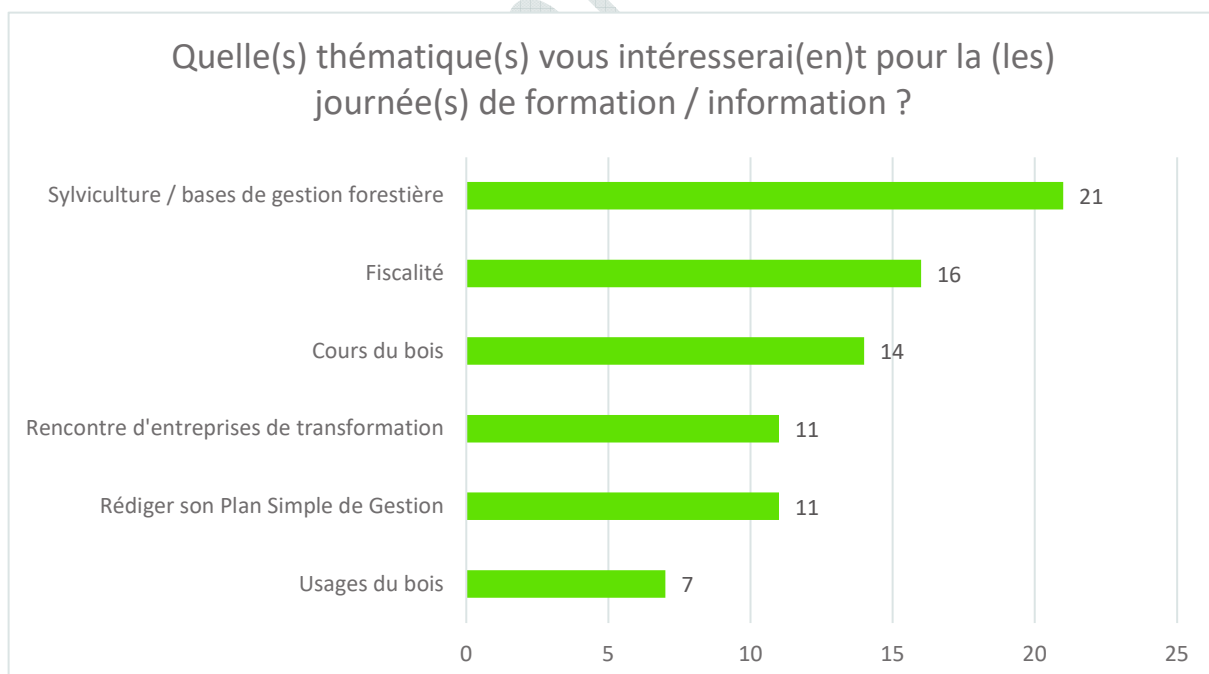
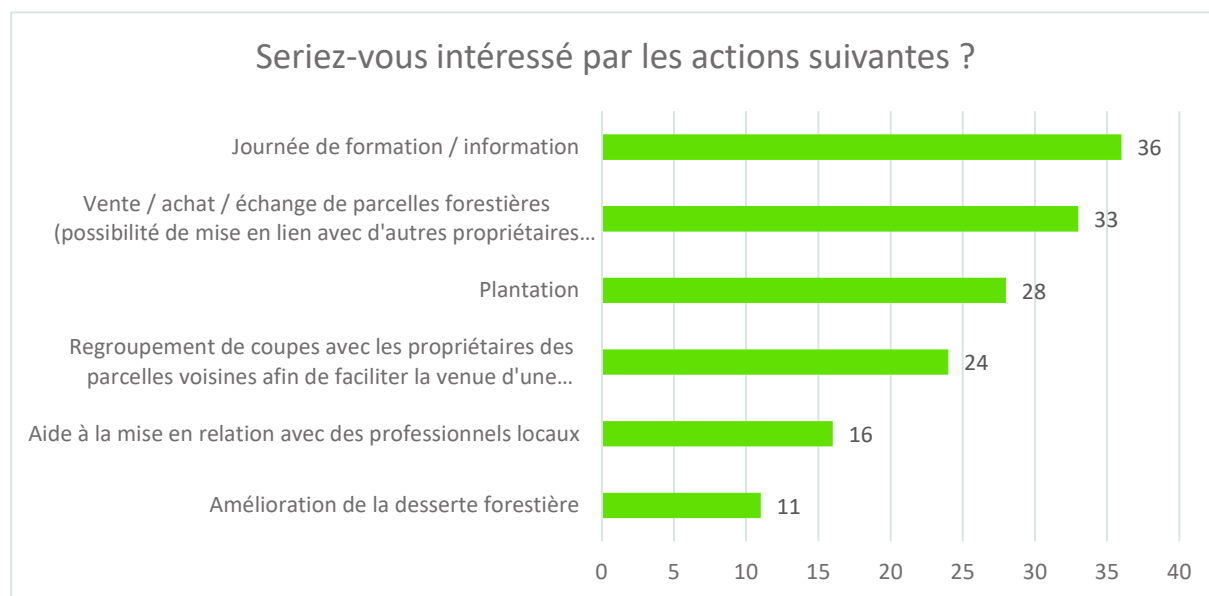


## Le combustible vient-il de vos parcelles ?

97 réponses



De nombreux propriétaires utilisent du bois issu de leurs parcelles pour se chauffer via notamment les inserts, les cheminées et les poêles. Le bois bûche semblent être le mode de chauffage le plus utilisé encore à ce jour. Une part importante des répondants indique utiliser des cheminées à foyer ouvert. Au sein des deux PCAET, l'action 1.3 a pour objectif « *d'encourager la performance énergétique sur le bâti* ». Cette action a pour but d'inciter « *au remplacement des équipements de chauffage biomasse vétustes (foyers ouverts) par des installations plus efficaces en termes de consommation de bois et de combustion avec des poêles à bois en foyers fermés* ».



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Nous remarquons que les actions les plus demandées avec le questionnaire sont les journées de formation / d'information et le regroupement foncier. Lors des réunions avec les propriétaires forestiers, les actions les plus demandées étaient le regroupement de chantier et foncier, l'accompagnement et la mise en relation avec des professionnels.

L'ensemble de ces réponses est intéressant. En effet, afin de proposer des actions auprès des propriétaires forestiers qui soient au plus proche de leurs préoccupations. Il serait donc intéressant de proposer des journées de formation / d'information sur la sylviculture et la fiscalité, de favoriser les ventes et les achats de foncier ainsi que de mettre en relation les propriétaires avec des professionnels.

Document de travail



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

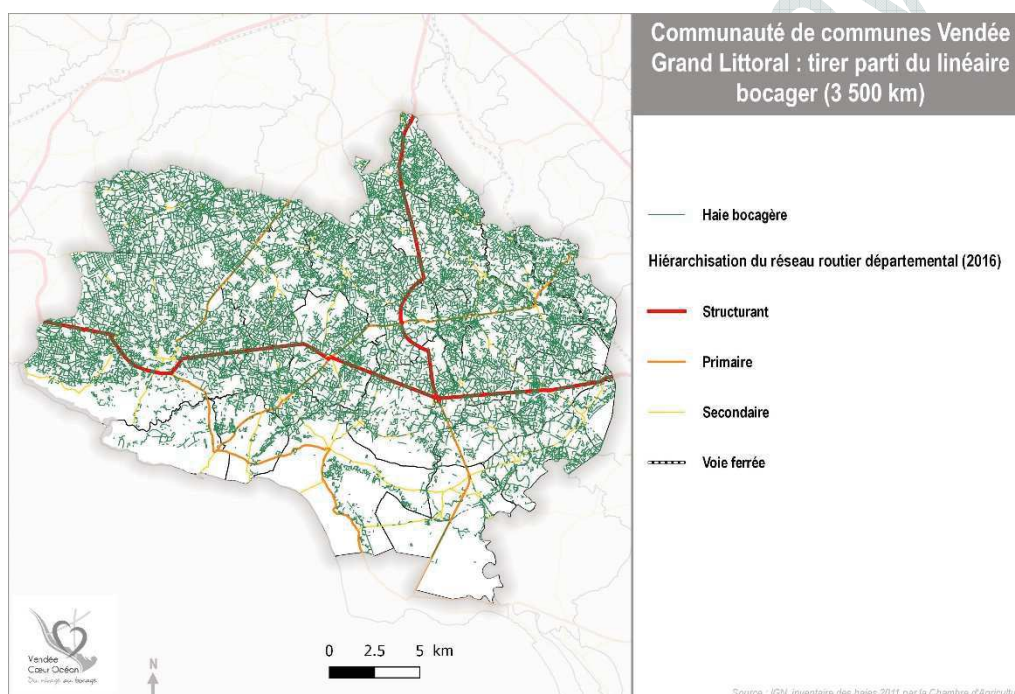


## 5. Les haies bocagères

Les haies bocagères sont importantes car c'est un marqueur de l'identité du territoire. En effet, le bocage est très présent au nord et au centre du territoire. Les haies sont le gîte de nombreuses espèces. Elles permettent également de produire du bois.

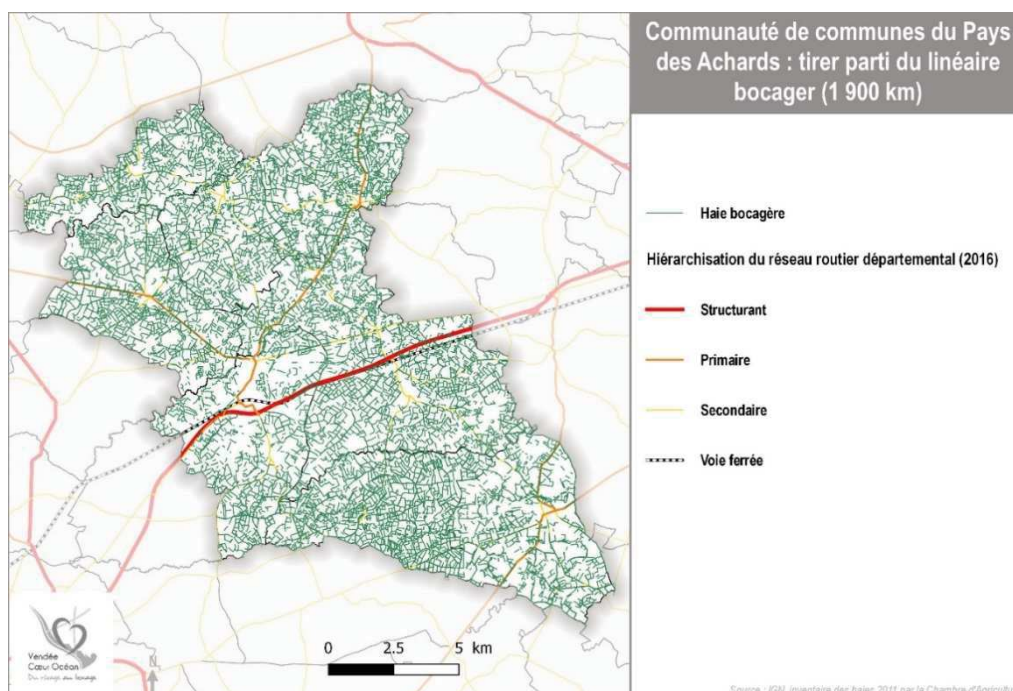
Pour cette partie, nous allons utiliser les données des PCAET de Vendée Grand Littoral et du Pays des Achards. Le linéaire de haies bocagères est de 3 500 km sur Vendée Grand Littoral (Figure 22) et de 1 900 km sur le Pays des Achards (Figure 23). Il y a donc 5 400 km de haies sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan.

D'après les PCAET, les haies bocagères représentent un potentiel théorique de 79 GWh/an soit 25 000 tonnes à 50 % d'humidité (21 000 tonnes à 25 % d'humidité). Cependant, il ne faut pas considérer l'ensemble de ce bois comme un gisement supplémentaire. Une partie étant déjà mobiliser par des propriétaires.



**Figure 22 : Linéaire des haies bocagères sur la Communauté de communes Vendée Grand Littoral**

(Source : Communauté de Communes Vendée Grand Littoral -  
Plan Climat Air Energie Territorial – Rapport de diagnostic d'après les données IGN et l'inventaire  
des haies 2011 par la Chambre d'Agriculture)



**Figure 23 : Linéaire des haies bocagères sur la Communauté de communes Pays de Achards**

(Source : Communauté de Communes du Pays des Achards - Plan Climat Air Energie Territorial – Rapport de diagnostic d’après les données IGN et l’inventaire des haies 2011 par la Chambre d’Agriculture)



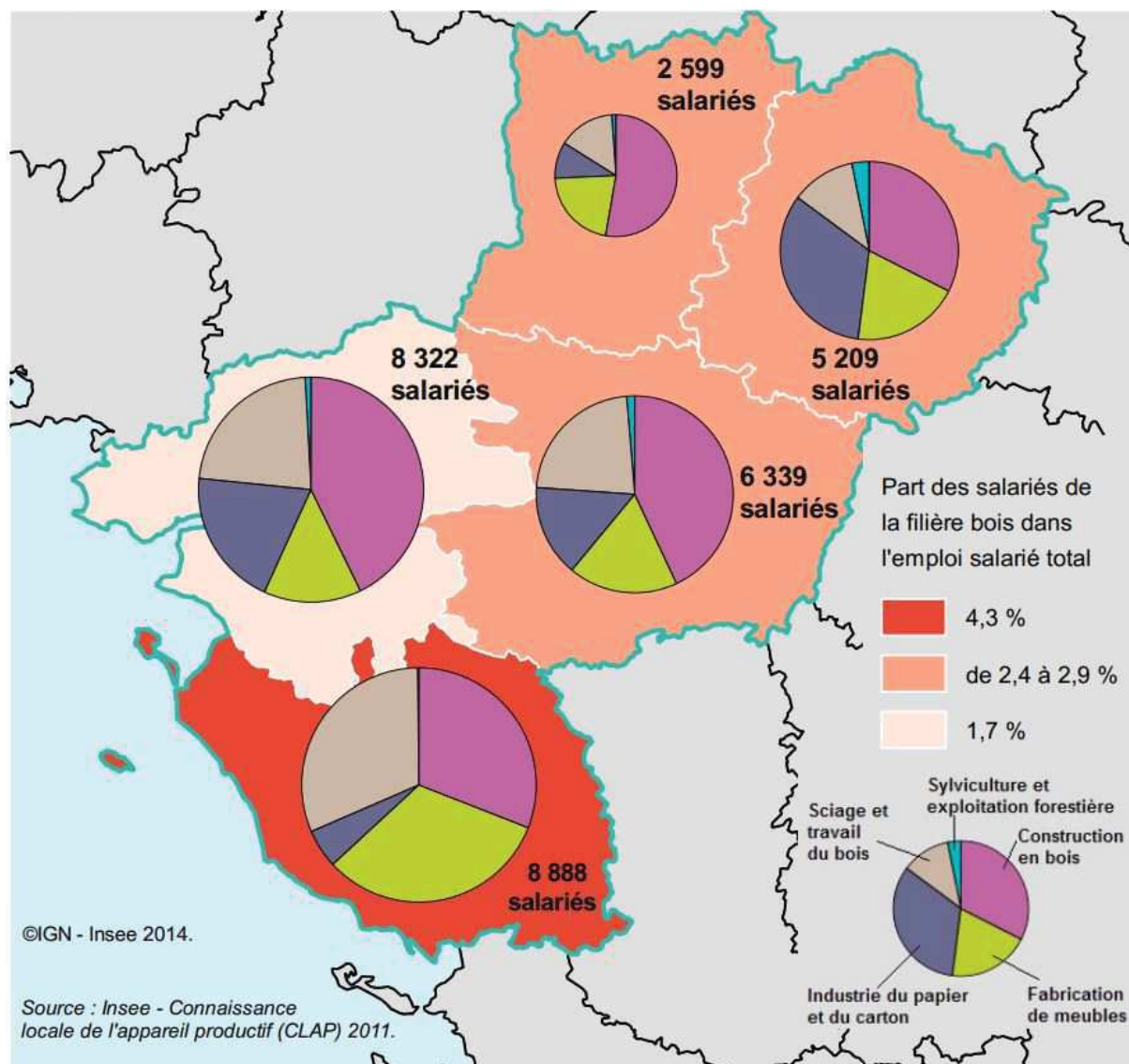
CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





## 6. La filière bois

Le département de la Vendée est le département où la proportion de salariés travaillant dans la filière forêt-bois est le plus important au sein de la région. En 2011, près de 9 000 personnes travaillaient dans la filière forêt bois ; cela représentait environ 4,3 % des actifs du département. Les secteurs qui emploie le plus sont le sciage et le travail du bois, la construction bois et la fabrication de meubles (Figure 24).



**Figure 24 : Volumes et proportions de salariés dans les différents segments de la filière bois, dans les départements des Pays de la Loire en 2011**

(Source : <https://www.atlanbois.com/wp-content/uploads/2014/06/etude-filiere-bois-2014.pdf>)

## 6.1. L'amont

### 6.1.1. Les Gestionnaires Forestiers

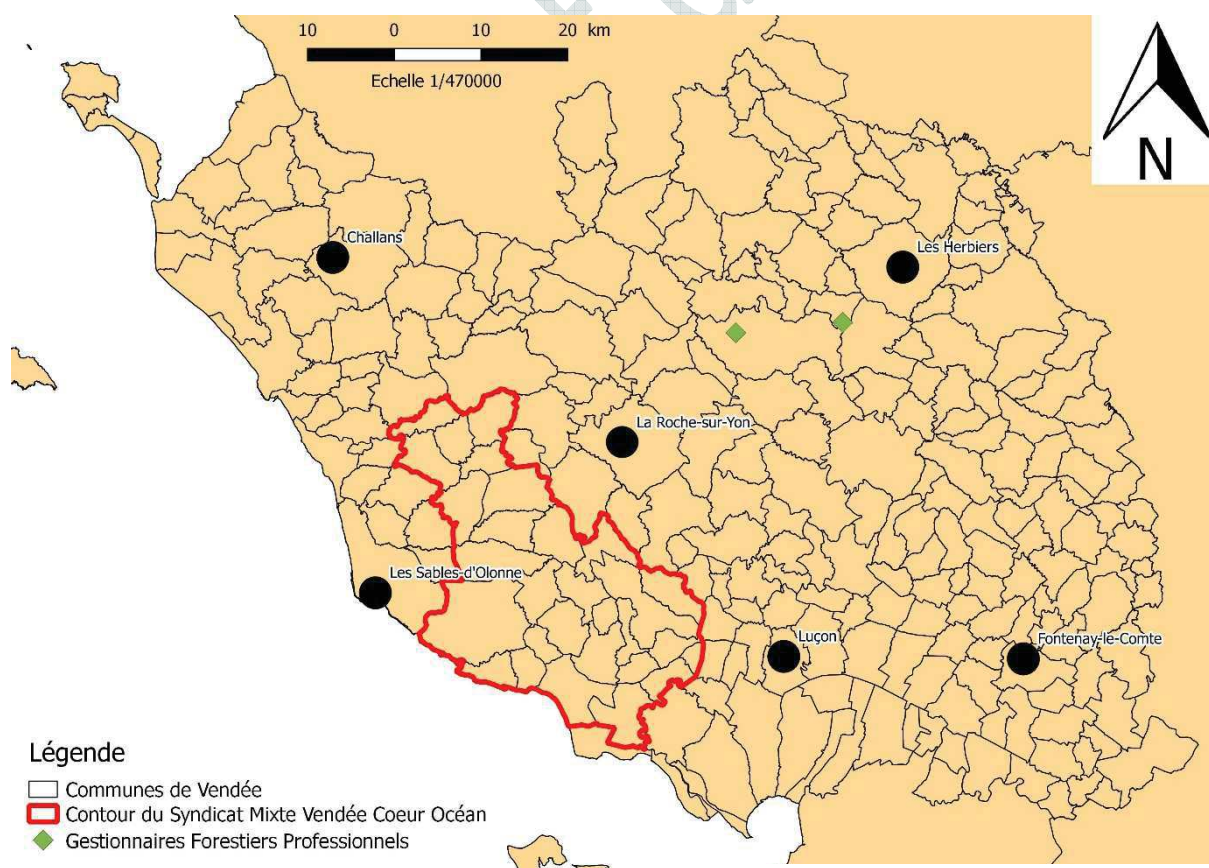
Les gestionnaires forestiers ont pour rôle de gérer les forêts. Il y a un gestionnaire de forêt public qui est l'ONF et des gestionnaires privés pour les propriétaires privés. L'ONF ayant en gestion 1 000 ha de forêt sur le territoire est le principal acteur.

Les propriétaires privés peuvent faire appels à des gestionnaires forestiers pour les guider dans leur gestion, pour commercialiser leurs bois et pour organiser les travaux. Il y a trois catégories de gestionnaires pour les propriétaires privés : les Gestionnaires Forestiers Professionnels (GFP), les coopératives forestières et les experts forestiers.

#### 6.1.1.1. Les Gestionnaires Forestiers Professionnels

« Un GFP est une personne qui assiste les propriétaires forestiers privés dans la gestion de leurs bois et forêts conformément à un document de gestion. Son activité participe à la conservation et à la régulation des bois, mais également à la mise en marché de bois façonnés et sur pied ». (<https://www.foret.info/guide-foret-privee,22,gestionnaire-forestier-professionnel.html>).

Il y a deux GFP présents en Vendée (Figure 25). Les deux possèdent leur siège entre La Roche-sur-Yon et Les Herbiers, le premier est situé à Vendrennes et le second à Essarts en Bocage. Leur zone d'intervention comprend l'ensemble de la Vendée et certains départements limitrophes. Cependant, des GFP dont le siège est en dehors de la Vendée peuvent intervenir sur le secteur.



**Figure 25 : Carte localisant les Gestionnaires Forestiers Professionnels de la Vendée**

#### 6.1.1.2. Les coopératives forestières

« Une coopérative forestière est une entreprise créée et dirigée par des propriétaires forestiers privés. Elle regroupe de des propriétaires forestiers appelés des sylviculteurs, qui mettent leurs moyens en commun dans cette entreprise de type coopératif.

L'objectif de cette entreprise de type coopératif est d'optimiser et d'améliorer la gestion et la valeur des forêts de ses adhérents.

Une coopérative forestière a pour mission d'approvisionner les industries du pays avec les produits bois issus des forêts de ses coopérateurs qui sont gérées durablement »

(<https://lescooperativesforestieres.fr/c-est-quoi/>)

Il n'y a pas de coopérative forestière en Vendée mais une dont le siège se situe en Vienne peut intervenir sur le territoire.

#### 6.1.1.3. Les experts forestiers

« L'expert forestier est un professionnel qui réalise des missions d'expertise en matière forestière portant sur des biens meubles et immeubles.

Ses missions peuvent porter sur :

- le conseil, l'expertise ou l'évaluation du patrimoine forestier en cas d'achat, de vente, de succession ou de litige ;
- les études d'impacts (environnementales et paysagères) ;
- les diagnostics sanitaires d'arbres et ornements ;
- l'audit en environnement ;
- la gestion des chasses et étangs »

(<https://www.guichet-entreprises.fr/fr/activites-reglementees/expertise/expert-forestier/>)

Il n'y a pas d'expert forestier implanté en Vendée mais certains dont le siège est situé en dehors du département peuvent intervenir sur le territoire.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

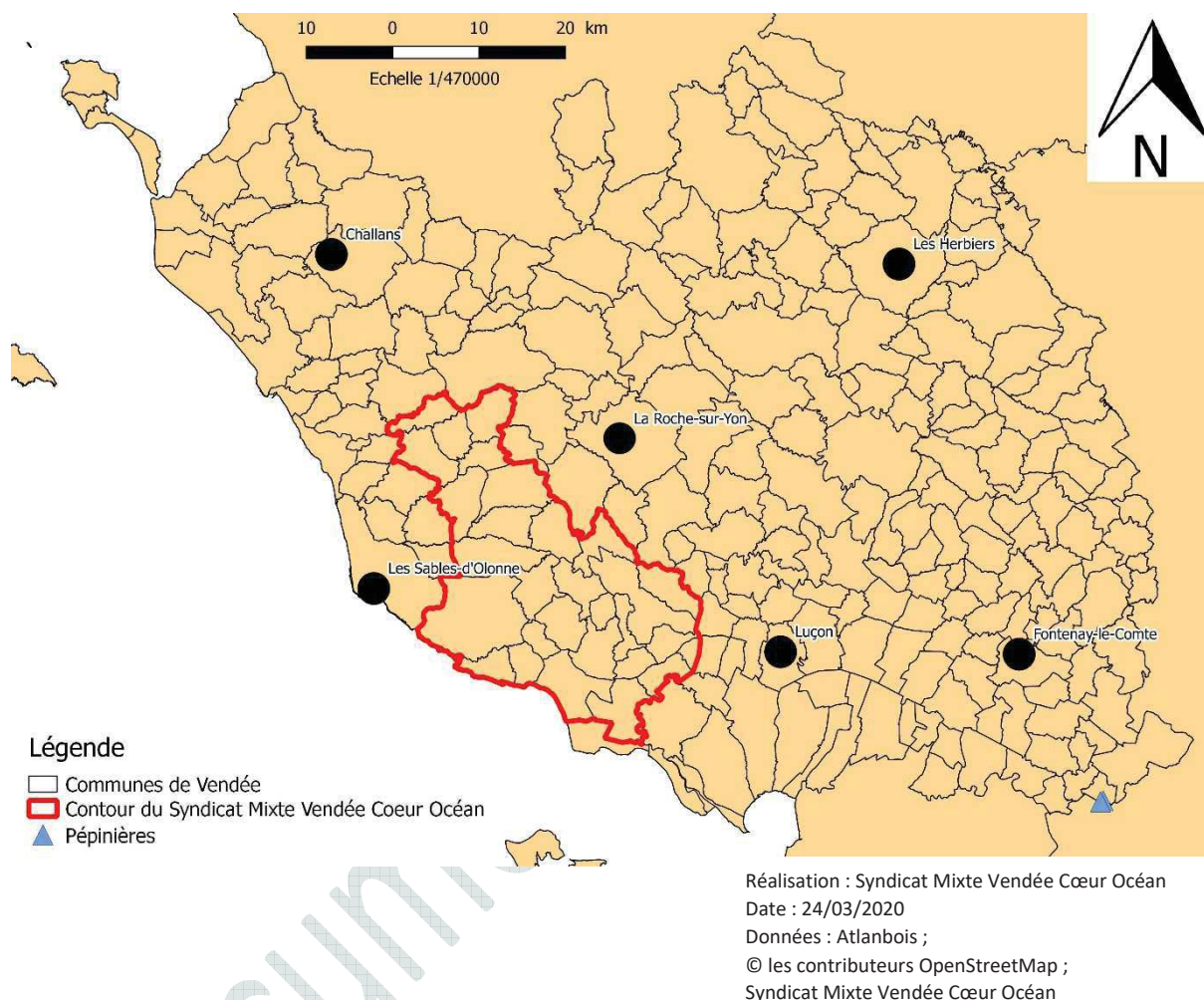




### 6.1.2. Les pépinières forestières

Une pépinière forestière est une pépinière qui produit et commercialise des plants forestiers.

Deux pépinières forestières sont présentes au sud-est de la Vendée (Figure 26). Les deux sont situées à Le Mazeau et elles fournissent des plançons de peupliers.



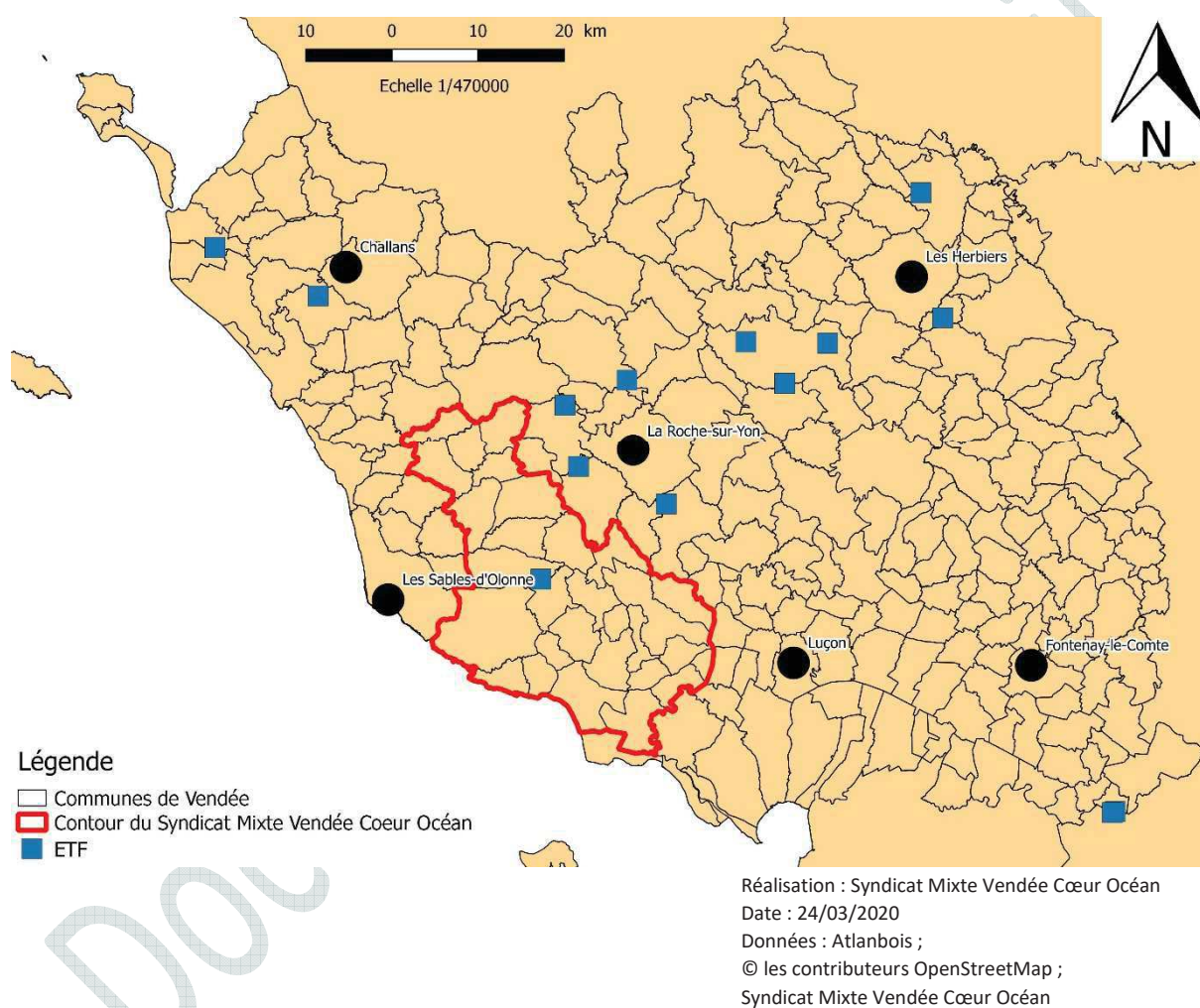
**Figure 26 : Carte localisant les pépinières forestières de la Vendée**

### 6.1.3. Les Entrepreneurs de Travaux Forestiers

Les Entrepreneurs de Travaux Forestiers (ETF) sont des prestataires de services qui réalisent des travaux de sylviculture pour le compte de propriétaires forestiers, de coopératives, de négociants, de scieries, de l'ONF...

Il est important d'ajouter que l'ONF réalise certains travaux forestiers en propre, c'est donc également un ETF.

Quatorze ETF privés sont installés en Vendée, dont un à Grosbreuil (Figure 27).



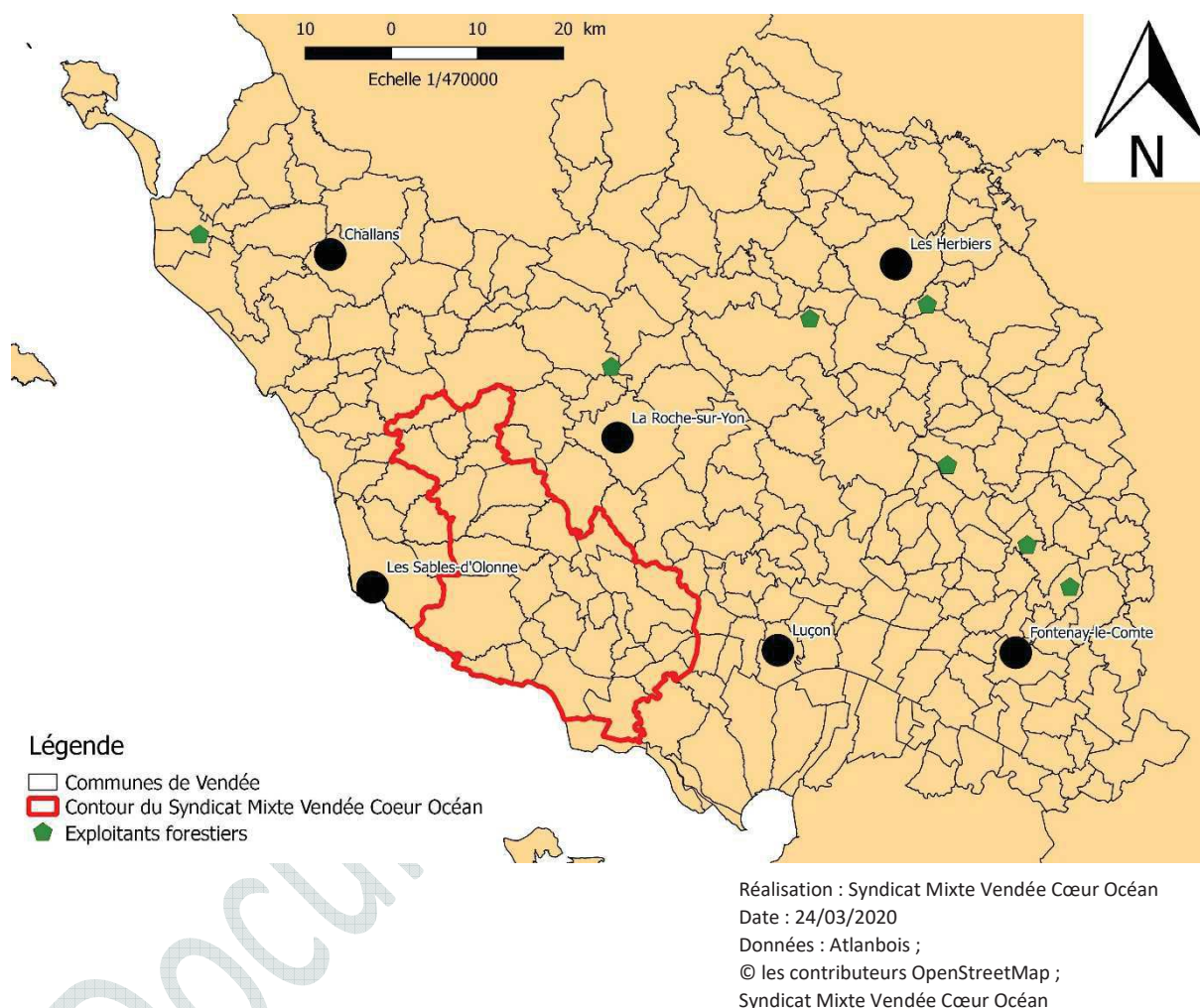
**Figure 27 : Carte localisant les Entrepreneurs de Travaux Forestiers de la Vendée**



#### 6.1.4. Les Exploitants Forestiers

L'exploitant forestier a comme missions d'exploiter, rechercher et acheter des coupes ou des produits façonnés. Dans l'exercice de ses fonctions, il organise les chantiers, exploite les bois ou les fait exploiter en sous-traitance.

Il y a sept exploitants forestiers en Vendée (Figure 28). Aucun n'est présent sur le territoire du Syndicat Mixte.

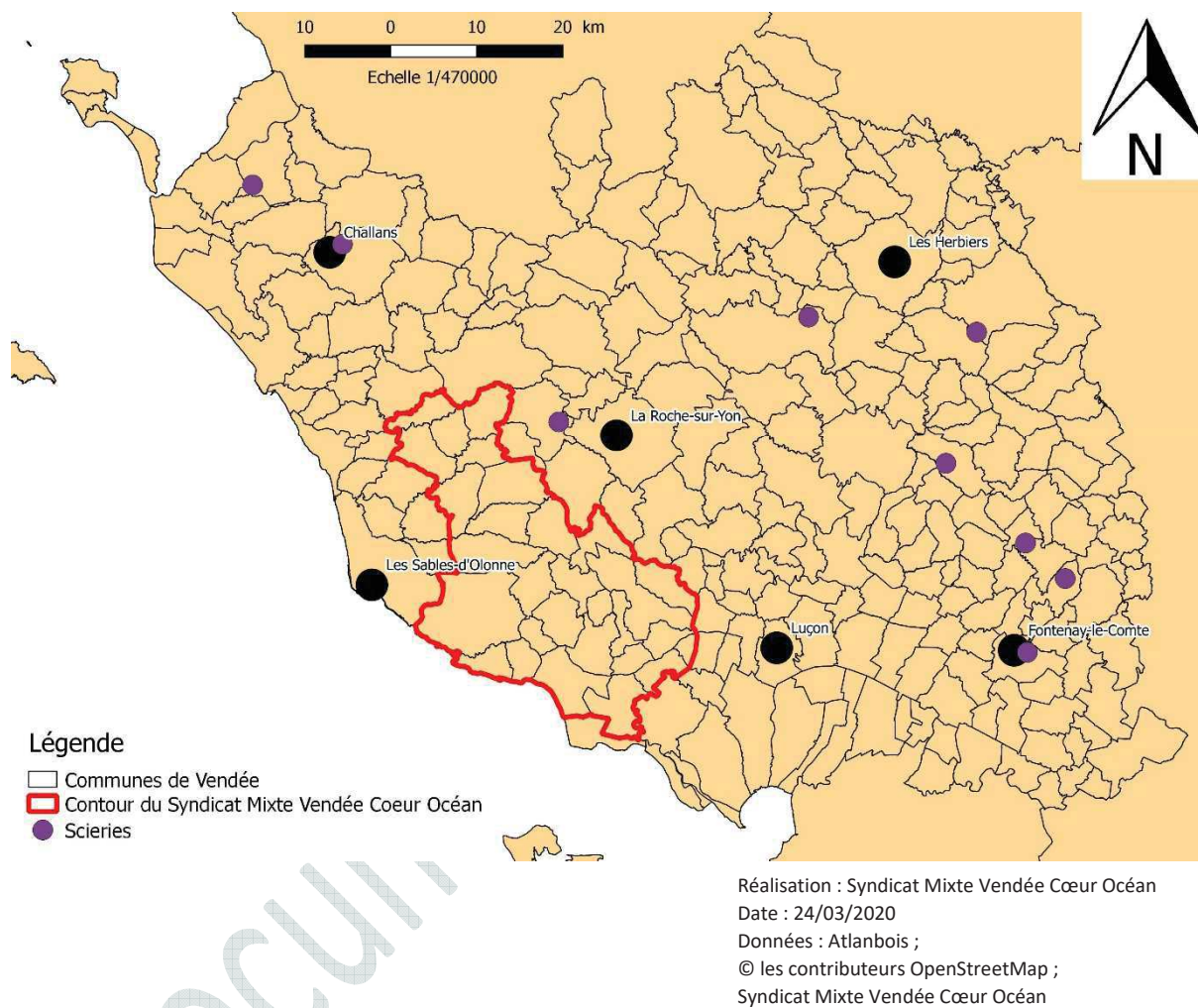


**Figure 28 : Carte localisant les Exploitants Forestiers de la Vendée**

## 6.2. L'aval

### 6.2.1. Les scieries

Aucune scierie n'est présente sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan. Cependant, il y en a neuf présentes en Vendée (Figure 29).



**Figure 29 : Carte localisant les scieries en Vendée**

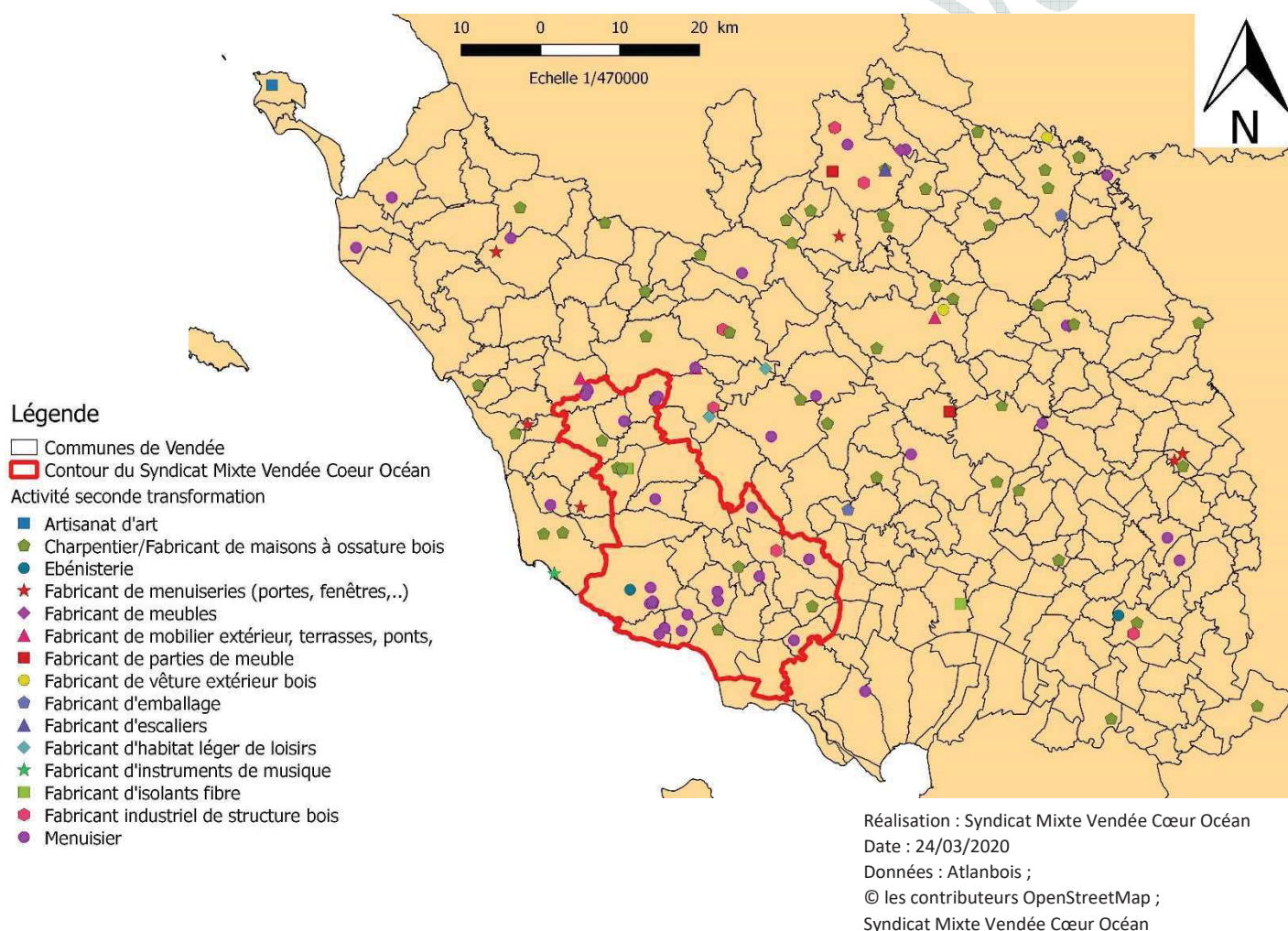


### 6.2.2. La seconde transformation

La Vendée est un département qui compte de nombreux industriels et artisans. D'ailleurs, le Syndicat Mixte compte de nombreux professionnels du bois.

Le maillage est très important comme on peut le voir sur la carte ci-dessous. Cependant, les données qui ont servi à créer cette carte proviennent d'Atlanbois (seules les entreprises adhérentes sont localisées) et des maires des communes du Syndicat Mixte. Il est donc possible qu'il manque un grand nombre de professionnels.

De plus, les professionnels situés sur la carte (Figure 30) ont été classés selon leur principale activité. Néanmoins, certaines entreprises peuvent avoir plusieurs activités ; par exemples de nombreux charpentiers sont également menuisiers et réciproquement.



**Figure 30 : Carte localisant les entreprises de seconde transformation de la Vendée**



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Une Maison Familiale Rurale (MFR) se situe à Talmont-Saint-Hilaire. Celle-ci propose des formations dans le domaine du bois, notamment en menuiserie et construction bois. Ayant cette structure sur le territoire il serait intéressant que celle-ci participe à des actions de la CFT.

### 6.3. Le bois énergie

Le bois énergie est le bois destiné à la production de chaleur et/ou d'électricité. Le bois énergie peut se trouver sous différentes formes : le bois buche, les granulés, les plaquettes forestières, les plaquettes de scieries...

#### 6.3.1. Les chaudières des entreprises et des collectivités

« Le Grenelle de l'Environnement prévoit une augmentation de la consommation d'énergie d'origine renouvelable de 20 Mtep\* (million de tonnes d'équivalent pétrole) entre 2005 et 2020. Avec une augmentation de 7,5 Mtep attendue, le bois énergie est une des filières les plus prometteuses en matière de production de chaleur renouvelable. Depuis 2009, le Fonds Chaleur, géré par l'ADEME, participe au développement de la production de chaleur renouvelable. Destiné aux collectivités et aux entreprises, il contribue aux objectifs du paquet européen énergie-climat, qui consiste à porter la part des énergies renouvelables (EnR) à 23% de la consommation énergétique nationale d'ici à 2020. Durant la période 2009-2015, le Fonds Chaleur a été doté de 1,5 milliard d'euros pour soutenir près de 3 600 réalisations pour une production totale de 1,8 Mtep. Ces aides financières permettent à la chaleur renouvelable d'être compétitive par rapport à celle produite à partir d'énergies conventionnelles » ([https://cibe.fr/wp-content/uploads/2017/08/bois\\_generique\\_clespouragir\\_NUM.pdf](https://cibe.fr/wp-content/uploads/2017/08/bois_generique_clespouragir_NUM.pdf))

Le Fonds Chaleur permet de développer le nombre de chaudières et donc d'augmenter la consommation de bois.

Sur la Vendée, de nombreuses collectivités et entreprises ont installé des chaudières comme représenté sur la carte ci-dessous (Figure 31). Cependant, cette carte a été réalisée grâce aux données fournies par Atlanbois. Certaines chaudières peuvent ne pas être indiquées.

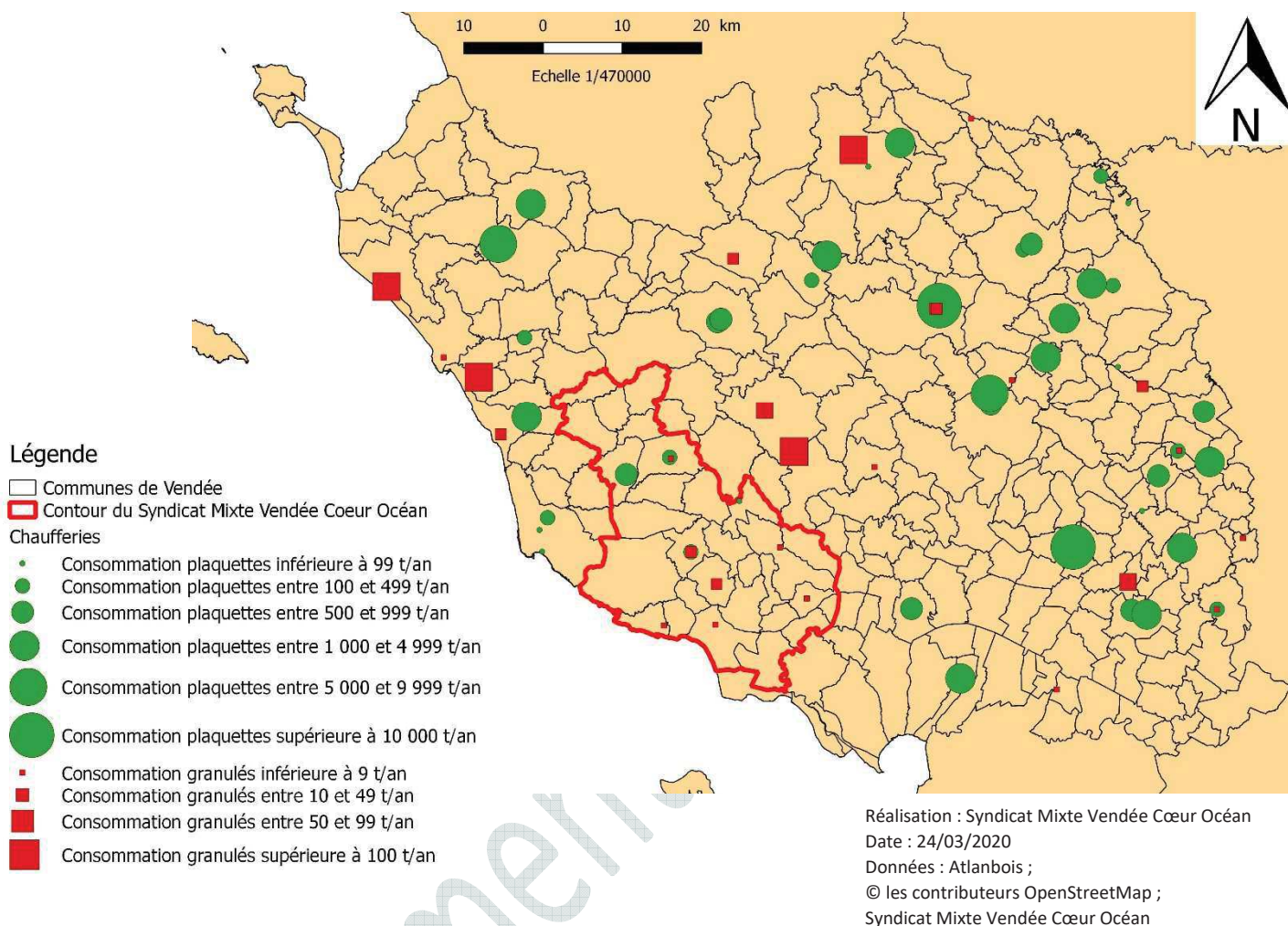
D'après les données d'Atlanbois, la consommation de plaquettes pour les entreprises et collectivités sur le département est de 106 000 t/an et la consommation de granulés est de 1 400 t/an pour les entreprises et collectivités sur le département. Cependant, certaines entreprises (notamment les scieries) utilisent leurs chutes de bois pour alimenter leur chaudière. Donc sur les 106 000 t utilisées par les chaudières à plaquettes une partie ne provient pas de plaquettes forestières.

D'après les données récoltées auprès des élus locaux, sur le territoire, on compte 4 chaudières à plaquettes pour une consommation totale de 860 t/an et 7 chaudières à granulés pour une consommation de 60 t/an. Il est à noter que les deux communautés au travers de leur PCAET souhaitent « accompagner les communes pour le changement de leur chaudières fioul vers de la biomasse » (Action 1.3 Encourager la performance énergétique sur le bâti).



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





**Figure 31 : Carte localisant les chaufferies à plaquettes ou à granulés des collectivités et des entreprises de Vendée**



### 6.3.2. Les particuliers

N'ayant pas de données à l'échelle locale concernant le nombre de vente d'appareils à bois, nous allons utiliser des données nationales. Les ventes fluctuent avec le temps. Le marché a connu son pic de croissance en 2013, avec plus de 520 000 unités vendues cette année (Tableau III).

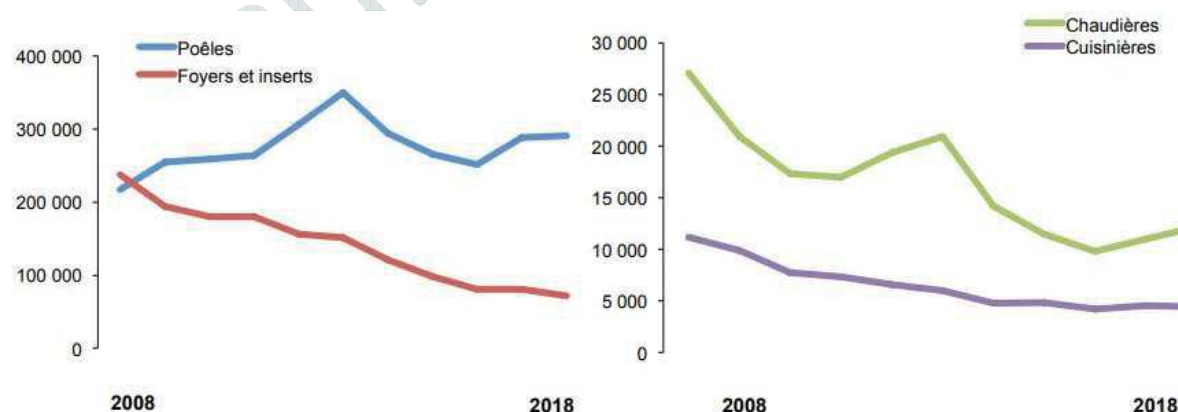
**Tableau III : Tableau représentant l'évolution des ventes des appareils à bois entre 2008 et 2018**

(Source : <http://www.energies-renouvelables.org/observ-er/etudes/Observ-ER-Marche-2018-appareils-chauffage-bois-20190520.pdf>)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-2018
Foyers et inserts	237 790	194 200	180 000	179 750	156 600	151 500	120 750	97 950	80 700	80 990	71 360	-11,9 %
Poêles	217 040	254 670	258 770	263 285	306 650	349 795	293 620	265 620	251 350	288 035	291 070	1,1 %
Chaudières	27 070	20 900	17 340	16 970	19 360	20 950	14 165	11 460	9 805	11 025	12 135	10,1 %
Cuisinières	11 200	9 870	7 770	7 350	6 615	6 000	4 800	4 820	4 215	4 560	4 415	-3,2 %
<b>TOTAL</b>	<b>493 100</b>	<b>479 640</b>	<b>463 880</b>	<b>467 355</b>	<b>489 225</b>	<b>528 245</b>	<b>433 335</b>	<b>379 850</b>	<b>346 070</b>	<b>384 610</b>	<b>378 980</b>	<b>-1,5 %</b>

Depuis 2008, les ventes de cuisinières, de foyers et inserts sont en constante diminution. En revanche, le nombre de poêles est en augmentation entre 2008 et 2018. Concernant les chaudières, leurs ventes ont diminué entre 2008 et 2016 mais depuis les ventes progressent (Figure 32).

Depuis 2016, les ventes sont portées par les appareils à granulés. En effet, entre 2016 et 2018, les ventes d'appareils à granulés ont progressés de 45 %. D'après le questionnaire envoyé aux propriétaires forestiers, peu de personnes ont répondu posséder un poêle à granulés (voir 4.2). Néanmoins, ce questionnaire était adressé à une population qui possède de la forêt, donc qui peut consommer son propre bois.



**Figure 32 : Evolution des ventes des appareils à bois entre 2008 et 2018**

(Source : <http://www.energies-renouvelables.org/observ-er/etudes/Observ-ER-Marche-2018-appareils-chauffage-bois-20190520.pdf>)

D'après Atlanbois, à l'échelle régionale, 9 % de la consommation de bois par les particuliers est sous forme de granulés et 91 % sous forme de bois bûche et assimilé. Pour ce qui est du bois bûche et assimilé il provient à 51 % de la forêt, 34 % du bocage et 15 % d'autres sources.

Concernant la consommation de bois, Atlanbois estime qu'en Vendée chaque habitant consomme 285 kg de bois par an. Cela représente au niveau de la Vendée une consommation de 195 000 t/an et à l'échelle du Syndicat Mixte une consommation de 15 000 t/an.

Depuis 2017, un vendeur de bois de chauffage s'est installé à Martinet. Cette entreprise livre entre 4 000 et 5 000 m<sup>3</sup> chaque année et a de nombreuses demandes de bois bûche. Elle s'approvisionne chez un négociant bois de Nantes car d'après son statut juridique elle ne peut pas exploiter. Il est à noter que cette entreprise pourrait se développer en implantant un second site sur la communauté de communes de Vendée Grand Littoral.

### 6.3.3. Le potentiel bois énergie

Selon les données issues du Syndicat Départemental d'Energie et d'équipement de la Vendée (SyDEV). En adoptant une approche ressource, c'est-à-dire une approche « *qui correspond à une borne basse en intégrant les ressources liées aux forêts, au bocage, aux produits connexes et aux déchets ligneux de Vendée la filière bois-énergie présente un gisement de 85 GWh de bois mobilisable sur le territoire, issu des bois, haies et des déchets bois de l'industrie et des déchetteries du territoire.*

*Ce potentiel représente 9 % du potentiel départemental de bois-énergie ».* Cette donnée correspond à la part déjà utilisée plus la part potentiellement mobilisable.

Selon Atlanbois, le potentiel de bois mobilisable supplémentaire est d'environ 100 000 tonnes tout gisement confondu (forêt, bocage, connexes...) en Vendée.

Pour conclure ce paragraphe sur le bois énergie (collectivités et particuliers), les communautés de communes souhaitent au travers de leur PCAET développer une filière bois-énergie locale.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



## 6.4. La construction bois

Pour cette partie, les données d'Atlanbois de 2018 sont utilisées.

*« Le nombre total de logements construits avec du bois en France passe de 28 945 en 2014 à 31 325 en 2016, avec une part de marché de 7.8%.*

*Au niveau national, la part de marché de la construction bois dans le secteur des bâtiments publics, tertiaires privés (10.7%) et des bâtiments agricoles (25.8%) est relativement stable. Celle des bâtiments industriels et artisanaux passe de 12.2% en 2014 à 17% en 2016 ».*  
(<https://www.atlanbois.com/le-bois-construction/>)

Voici les principales données pour la construction bois dans la région Pays de la Loire :

*« Avec 162 entreprises totalisant 172 M€ de chiffre d'affaires en construction bois, les Pays de la Loire occupent la troisième place des régions françaises, après AURA et Nouvelle Aquitaine, à quasi-égalité avec le Grand Est.*

*Le nombre de maisons individuelles construites en bois en secteur diffus dans la région est de 690 (+4% par rapport à 2014). La part de marché est de 6.6%.*

*940 logements collectifs ont été construits avec du bois dans la région, soit une part de marché de 8.5% (4% au national).*

*1 530 extensions-surélévations (+47%) bois ont été réalisées, soit 16% du national, ce qui porte notre région en tête du nombre de réalisations.*

*34% des entreprises de construction bois des Pays de la Loire envisagent d'investir pour accroître leur production dans les deux prochaines années, et 44% prévoient d'embaucher dans l'année à venir (2019) ».* (<https://www.atlanbois.com/le-bois-construction/>)

La filière utilise essentiellement du bois importé. La demande en produit standard normalisé et les bas prix expliquent ce constat. Néanmoins, plus de la moitié de la production de bois régional est valorisée en bois d'œuvre.

L'emploi dans le secteur de la construction a progressé de 3,4 % entre 2016 et 2018 en région Pays de la Loire (Tableau IV).

La Charte Forestière de Territoire est une opportunité pour promouvoir la construction bois.

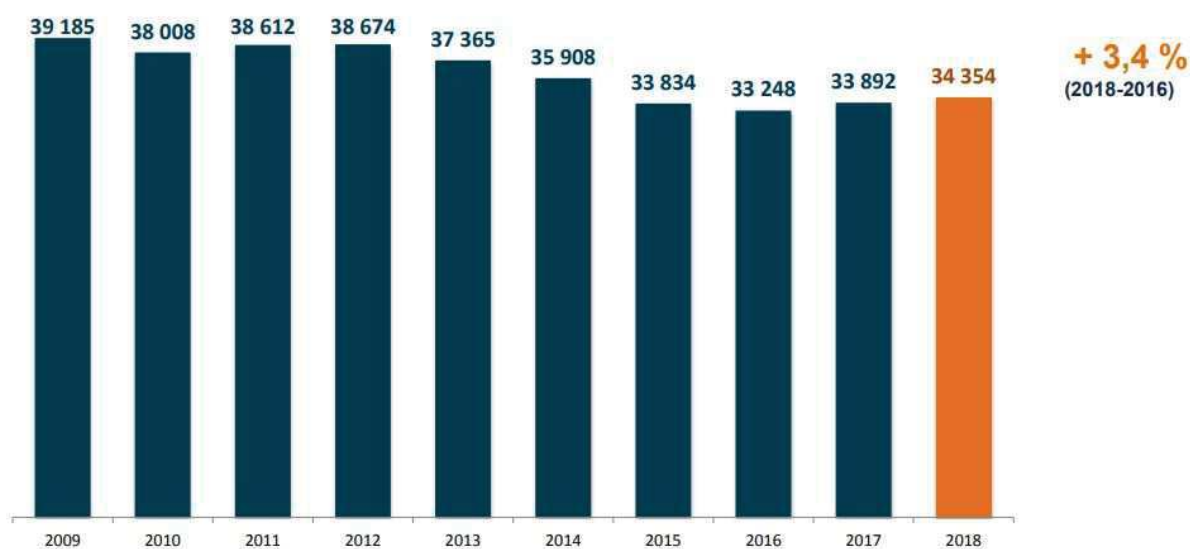


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



**Tableau IV : Histogramme indiquant le nombre d'emplois dans le secteur de la construction bois en Pays de la Loire entre 2009 et 2018**

(Source : [http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/crpb\\_20190614\\_bois\\_emploi\\_cerc-2.pdf](http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/crpb_20190614_bois_emploi_cerc-2.pdf))



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



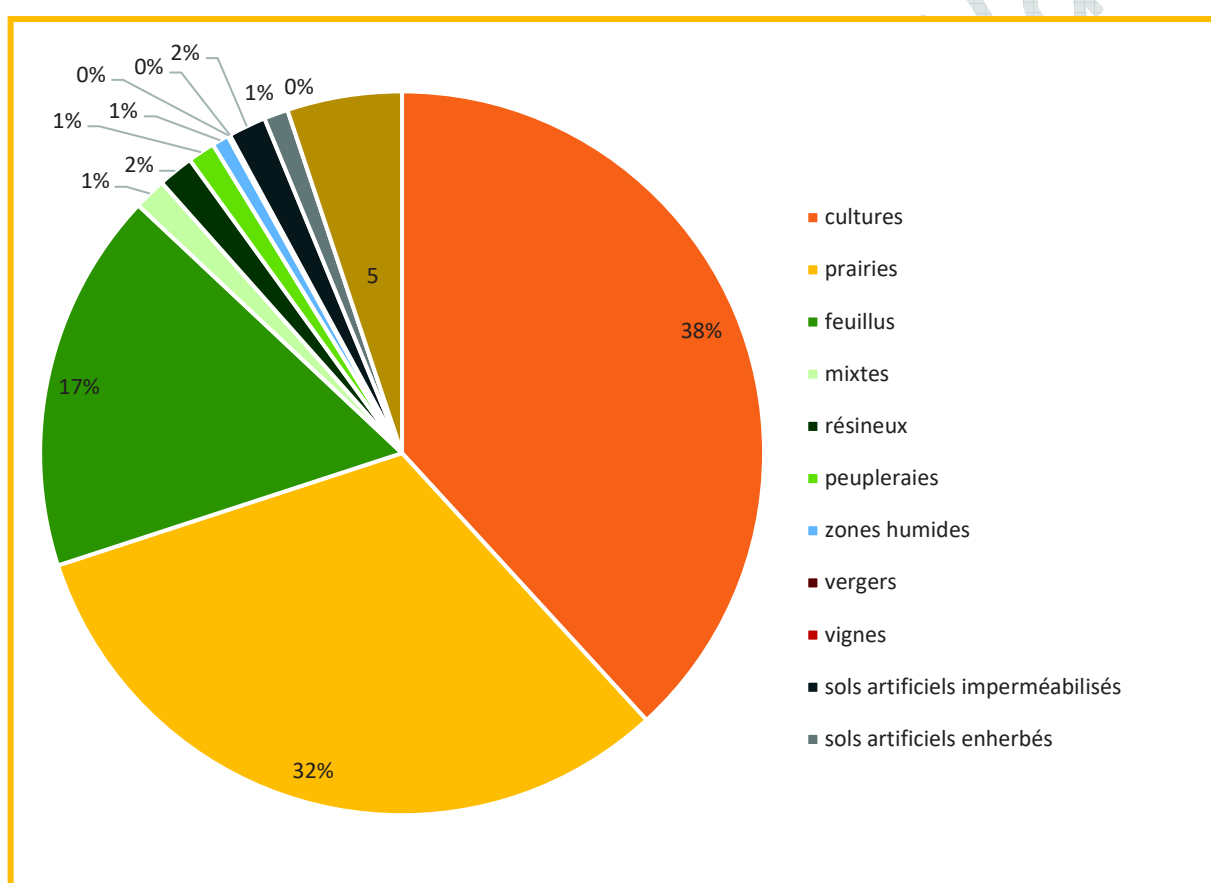
## 7. Le Carbone

Pour cette partie, nous allons utiliser l'outil ALDO. Ce dernier permet de calculer le stock de carbone sur le territoire. Cet outil a besoin du numéro SIREN pour effectuer les calculs. Ne reconnaissant pas le numéro SIREN du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan nous avons fait le choix de calculer les stocks de carbone par communautés de communes.

### Communauté de communes du Pays des Achards

**Tableau V : Répartition des stocks de carbone (hors produits bois) par occupation du sol sur la Communauté de communes du Pays des Achards**

(Source : Outil ALDO - version du 04/03/2019, Ademe)

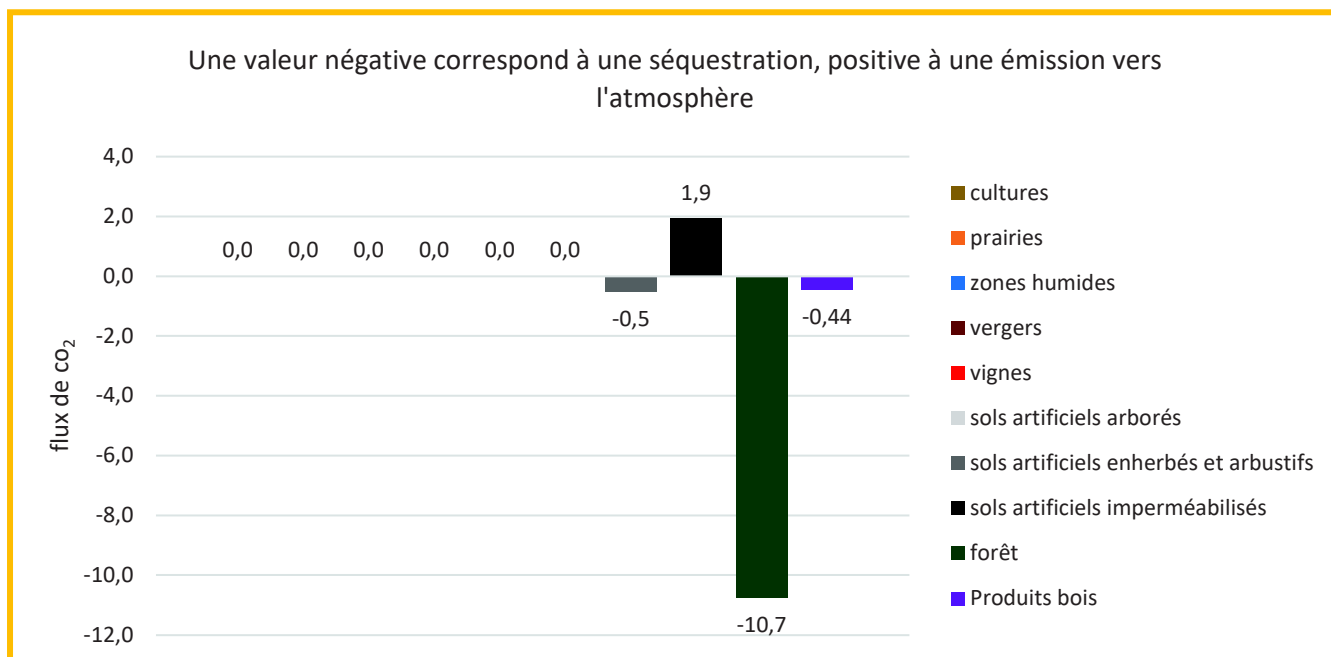


La répartition des stocks de carbone sur le territoire montre que malgré un taux de boisement assez faible (8,1 %), la forêt stocke 21 % du carbone présent sur le territoire.



**Tableau VI : Flux en milliers de tCO<sub>2</sub>eq/an de l'epci, par occupation du sol -  
Communauté de communes du Pays des Achards**

(Source : Outil ALDO - version du 04/03/2019, Ademe)



La forêt de la communauté de communes du Pays des Achards stocke chaque année 10 700 tonnes.

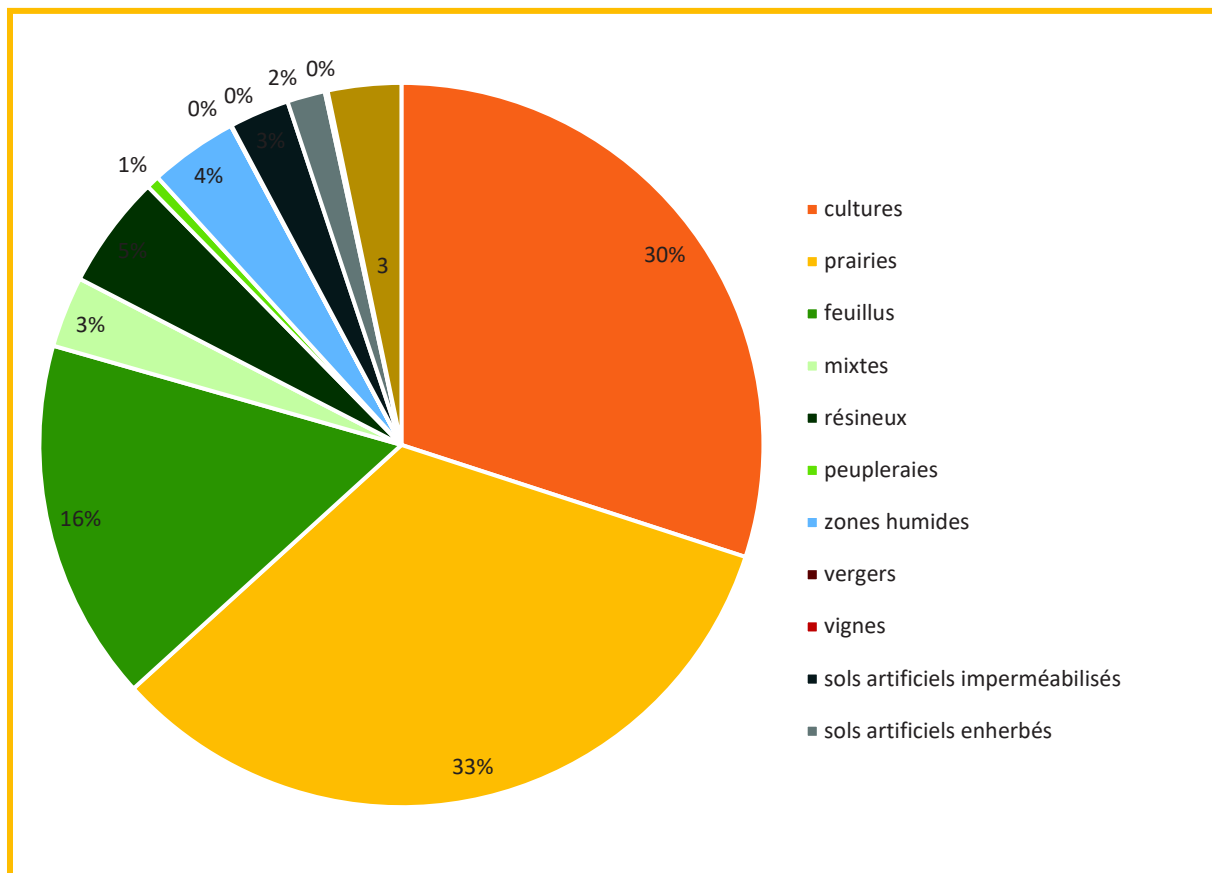


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



**Tableau VII : Répartition des stocks de carbone (hors produits bois) par occupation du sol sur la Communauté de communes Vendée Grand Littoral**

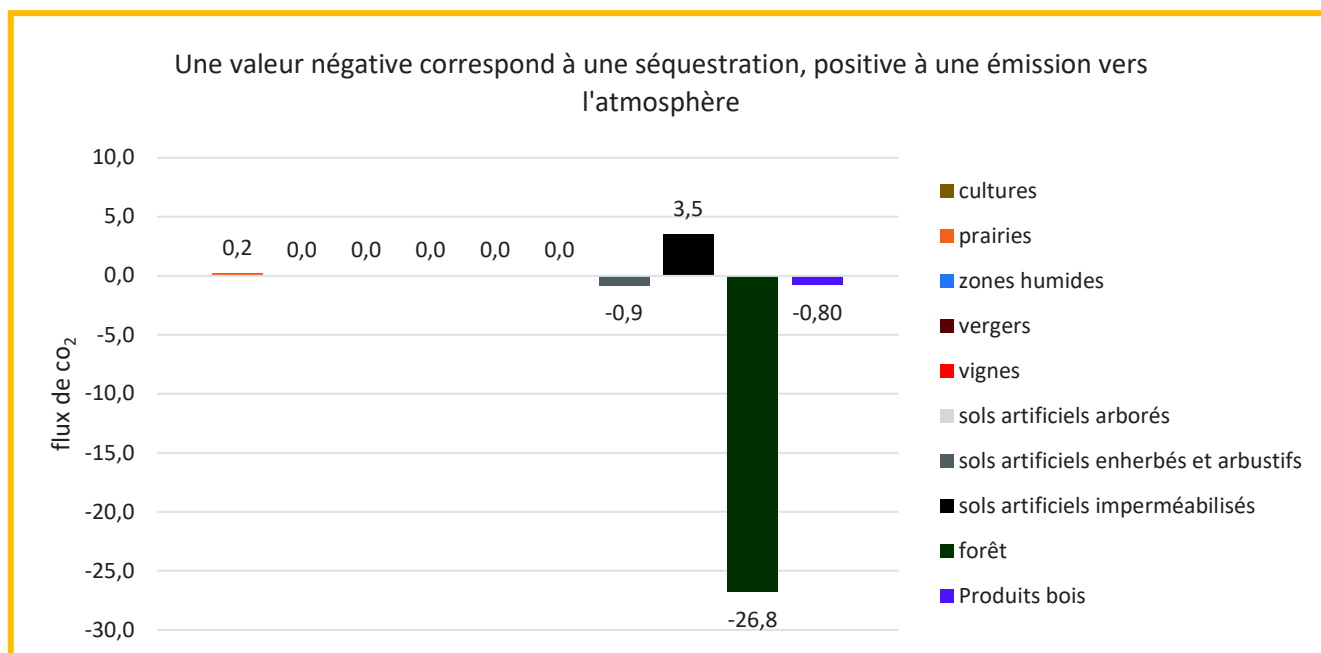
(Source : Outil ALDO - version du 04/03/2019, Ademe)



Le taux de boisement de Vendée Grand Littoral est de 11,1 %. Cependant, l'outil ALDO montre que la forêt stocke 25 % du carbone présent sur le territoire.

**Tableau VIII : Flux en milliers de tCO<sub>2</sub>eq/an de l'epci, par occupation du sol**  
**- Communauté de communes Vendée Grand Littoral**

(Source : Outil ALDO - version du 04/03/2019, Ademe)



La forêt de la communauté de communes Vendée Grand Littoral stocke chaque année 26 800 tonnes de CO<sub>2</sub>.

Le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan stocke 37 500 tonnes de carbone chaque année.

Au sein des PCAET des deux communautés de communes une action (action 5.2) vise à « *maintenir et développer la séquestration du carbone* ».

La Charte Forestière pourrait permettre d'engager des actions afin de séquestrer plus de carbone en forêt et dans les produits bois.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
 POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



## 8. Enjeux environnementaux ou patrimoniaux

### 8.1. Zones sans incidence réglementaire

#### 8.1.1. Le Parc Naturel Régional du Marais Poitevin

« Les Parcs naturels régionaux sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé "Parc naturel régional" un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

C'est la préservation des richesses naturelles, culturelles et humaines (traditions populaires, savoir-faire techniques) qui est à la base du projet de développement des Parcs naturels régionaux.

Le classement en Parc naturel régional ne se justifie que pour des territoires dont l'intérêt patrimonial est remarquable pour la région et qui comporte suffisamment d'éléments reconnus au niveau national et/ou international ». (<https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/article/quest-ce-quun-parc-naturel-regional-definition>)

« La Charte de Parc naturel régional est le projet de développement durable élaboré pour le territoire : un contrat signé par les collectivités concernées à l'issue d'une vaste concertation entre élus, forces vives, administrations et grand public. Engageant ses signataires pour 12 ans. Elle détaille les missions assignées au Parc, fixe les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du territoire et les mesures permettant de les mettre en œuvre ». (<https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/article/charte-et-procedure-de-classement>)

Le Parc Naturel Régional (PNR) du Marais Poitevin a été créé en 1979, fut déclassé en 1996 et un décret de 2014 lui a réattribué le label. Le PNR du Marais Poitevin est situé sur les régions Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine. Les départements sur lesquels le PNR est situé sont la Vendée, les Deux-Sèvres et la Charente-Maritime. Le périmètre du PNR s'étend sur 89 communes dont 6 sont situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan, il s'agit des communes du Champ-Saint-Père, Saint-Vincent-sur-Graon, Curzon, Saint-Benoist-sur-Mer, Angles et Longeville-sur-Mer (Figure 33).

Le PNR a pour mission d'assurer un développement du territoire basé sur la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel. Les actions de la charte forestière s'inscriront dans la charte du Parc approuvée par les communes classées, les collectivités et l'Etat. En effet, plusieurs orientations de la charte du PNR ont un même objectif que la Charte Forestière de Territoire, à savoir :

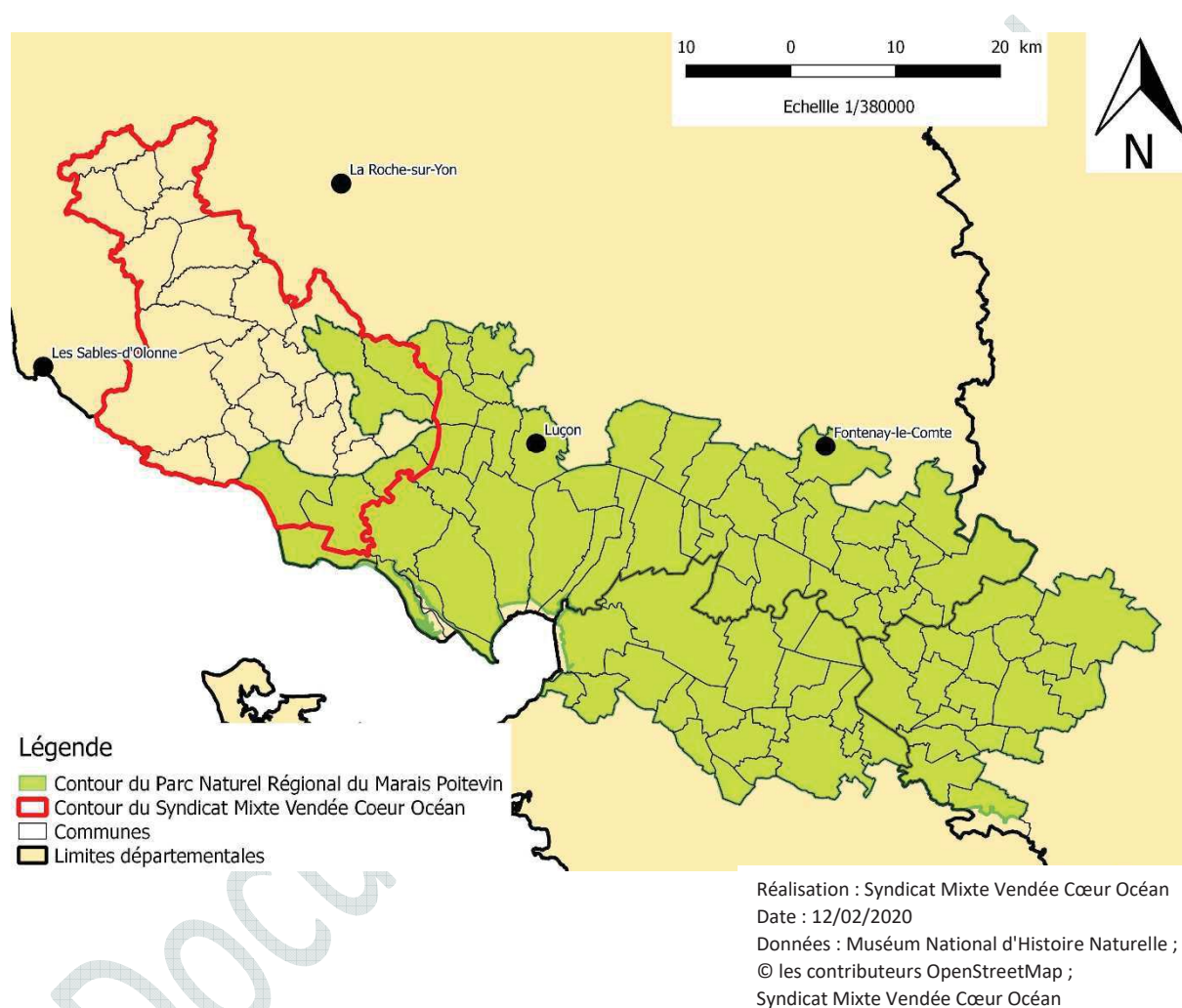
- Axe 1 : Agir en faveur d'un marais dynamique
  - Orientation stratégique 3 : Favoriser l'émergence et le développement d'activités économiques fondées sur la valorisation du patrimoine et des richesses naturelles
    - Mesure 7 : Soutenir des activités existantes et identitaires
    - Mesure 8 : Faire du Marais poitevin un territoire exemplaire pour la maîtrise de l'énergie et l'utilisation d'énergies renouvelables



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



- Axe 2 Agir en faveur d'un marais préservé
  - Orientation stratégique 4 : Participer collectivement à la gestion de la ressource en eau
    - Mesure 10 : Participer au maintien et à la restauration d'une qualité d'eau maximale sur l'ensemble de la zone humide
  - Orientation stratégique 5 : Préserver et restaurer le fonctionnement écologique du Marais et à l'échelle du PNR



**Figure 33 : Carte du Parc Naturel Régional du Marais Poitevin**



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
 POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





### 8.1.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) est un espace naturel inventorié en raison de son caractère remarquable. Une ZNIEFF ne constitue pas une mesure de protection réglementaire mais un inventaire. La désignation d'une ZNIEFF repose surtout sur la présence d'espèces ou d'associations d'espèces à fort intérêt patrimonial. La présence d'au moins une population d'une espèce déterminante permet de définir une ZNIEFF. On distingue deux types de zones :

- Les ZNIEFF de type I, de superficie réduite, sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rare ou menacé, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire ; ou ce sont des espaces d'un grand intérêt pour le fonctionnement écologique local.
- Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches, ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

#### ➤ Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique de type 1

Voici la liste des ZNIEFF de type 1 qui se situent entièrement ou pour partie dans le territoire du Syndicat Mixte. La Figure 34 indique la localisation des sites.

Nom	Surface totale de la ZNIEFF	Surface au sein du Syndicat Mixte
MARAIS INTERMEDIAIRE OCCIDENTAL	1 163,5 ha	42,7 ha
BASSE VALLEE DU LAY	373,9 ha	372,5 ha
LE LAY DE MORICQ AUX PORTES DU BRAUD ET SA LENTILLE SABLEUSE	194,7 ha	52,1 ha
POINTE DU PAYRE, MARAIS SALES ET ZONES VOISINES A JARD-SUR-MER	1 095,3 ha	1 095,3 ha
RUISSEAU ET VALLEE DE TROUSSEPOIL	187,9 ha	187,9 ha
FALAISES MARITIMES A RUMEX RUPESTRIS ENTRE PORT BOURGENAY ET LES SABLES D'OLONNE	110,9 ha	51,6 ha
BOIS ET DUNE DU VEILLON, MARAIS DE LA GUITTIERE ET ZONES VOISINES	511,6 ha	511,6 ha
BOIS ET ETANG DE LA GARDE-POIROUX	2 295,1 ha	2 295,1 ha
LE FIEF BODIN ET COTEAUX DU TROUSSEPOIL	15,8 ha	15,8 ha
VALLEE ET COTEAUX DU GARANDEAU	288,5 ha	288,5 ha
LES COMMUNAUX DES MARAIS DE LA BRETONNIERE	158,6 ha	80,2 ha
MARAIS DULCICOLE DE LA BRETONNIERE ET SES COTEAUX	1 609,1 ha	484,2 ha

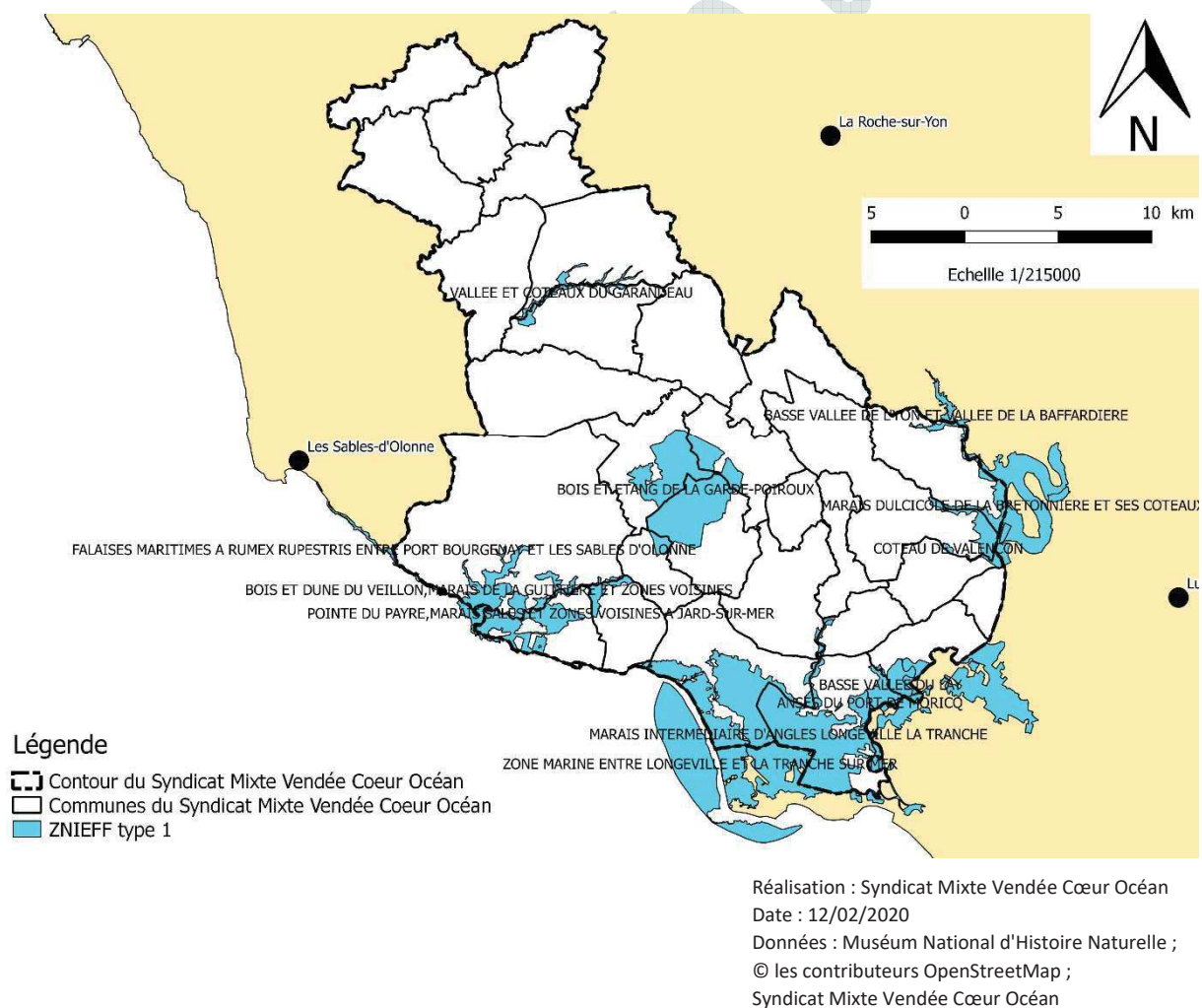


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Nom	Surface totale de la ZNIEFF	Surface au sein du Syndicat Mixte
COMMUNAL DE SAINT-BENOIST-SUR-MER	108,7 ha	108,7 ha
MARAIS INTERMEDIAIRE D'ANGLES LONGEVILLE LA TRANCHE	3 485,7 ha	2 746,4 ha
FORET ET DUNE DE LONGEVILLE	1 120,8 ha	692,6 ha
ANSES DU PORT DE MORICQ	0,6 ha	0,6 ha
COTEAU DE VALENCON	17,4 ha	17,4 ha
BASSE VALLEE DE L'YON ET VALLEE DE LA BAFFARDIERE	182,3 ha	67,9 ha
ZONE MARINE ENTRE LONGEVILLE ET LA TRANCHE SUR MER	1 554,8 ha	Zone maritime
<b>TOTAL</b>		<b>8 920,6 ha</b>

La surface forestière située dans une ZNIEFF de type 1 est de 2 119 ha.



**Figure 34 : Carte des ZNIEFF de type 1 sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

➤ Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique de type 2

Voici la liste des ZNIEFF de type 2 qui se situent entièrement ou pour partie dans le territoire du Syndicat Mixte. La Figure 35 indique la localisation des ZNIEFF de type 2.

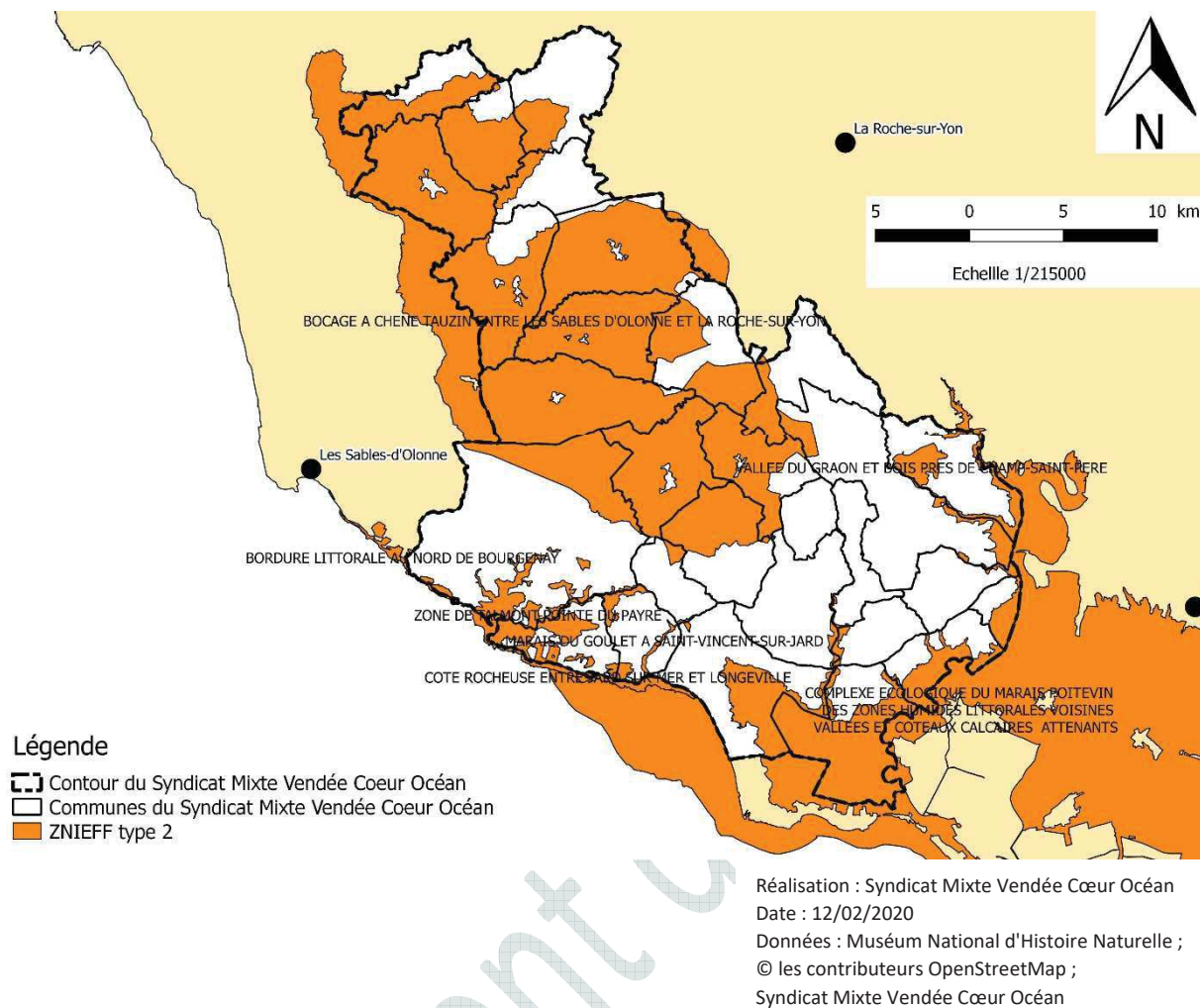
Nom	Surface totale de la ZNIEFF	Surface au sein du Syndicat Mixte
MARAIS DU GOULET A SAINT-VINCENT-SUR-JARD	83,6 ha	83,6 ha
COTE ROCHEUSE ENTRE JARD SUR MER ET LONGEVILLE	333,7 ha	333,7 ha
BORDURE LITTORALE AU NORD DE BOURGENAY	270,5 ha	111,9 ha
COMPLEXE ECOLOGIQUE DU MARAIS POITEVIN, DES ZONES HUMIDES LITTORALES VOISINES, VALLEES ET COTEAUX CALCAIRES ATTENANTS	70 589,1 ha	5 714,8 ha
ZONE DE TALMONT-POINTE DU PAYRE	1 647,8 ha	1 647,8 ha
BOCAGE A CHENE TAUZIN ENTRE LES SABLES D'OLONNE ET LA ROCHE-SUR-YON	32 406,2 ha	27 703,5 ha
VALLEE DU GRAON ET BOIS PRES DE CHAMP-SAINT-PERE	403,6 ha	403,6 ha
FORET ENTRE JARD-SUR-MER ET SAINT-VINCENT-SUR-JARD	145,9 ha	145,9 ha
<b>TOTAL</b>		<b>36 144,8 ha</b>

La surface forestière située dans une ZNIEFF de type 2 est de 4 488,3 ha.



CE PROJET EST COFINANCE PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





**Figure 35 : Carte des ZNIEFF de type 2 sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

## 8.2. Zonages avec incidence réglementaire

### 8.2.1. Natura 2000

*« Outils fondamentaux de la politique européenne de préservation de la biodiversité, les sites Natura 2000 visent une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines. Ces sites sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne. La liste précise de ces habitats et espèces est annexée à la directive européenne oiseaux et à la directive européenne habitats-faune-flore.*

*En Europe, le réseau représente 27 522 sites et couvre 18 % des terres et 6 % de la zone économique exclusive. Au 1er mars 2017, la France compte 1 766 sites, couvrant près de 13 % du territoire terrestre métropolitain et 11 % de la zone économique exclusive métropolitaine. »* (natura2000.fr)

*« En périmètres Natura 2000, tous les travaux et coupes soumis à autorisation administrative sont également soumis à évaluation d'incidences. Cette dernière permet de s'assurer que les travaux envisagés n'auront pas d'impacts négatifs sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire présentes. De plus, la création de voies forestières, de places de dépôt de bois et les premiers boisements d'une surface supérieure à 1 ha sont également soumis à évaluation d'incidences. L'évaluation d'incidence n'est plus obligatoire si la forêt est dotée d'un Plan Simple de Gestion agréé au titre L 122-7 du code forestier et que le programme de coupe est respecté ».*

(<https://www.laforetbouge.fr/paysdelaloire/documents/natura-2000-zps-coupes-et-travaux>)

#### 8.2.1.1. Les Zones de Protection Spéciale (ZPS)

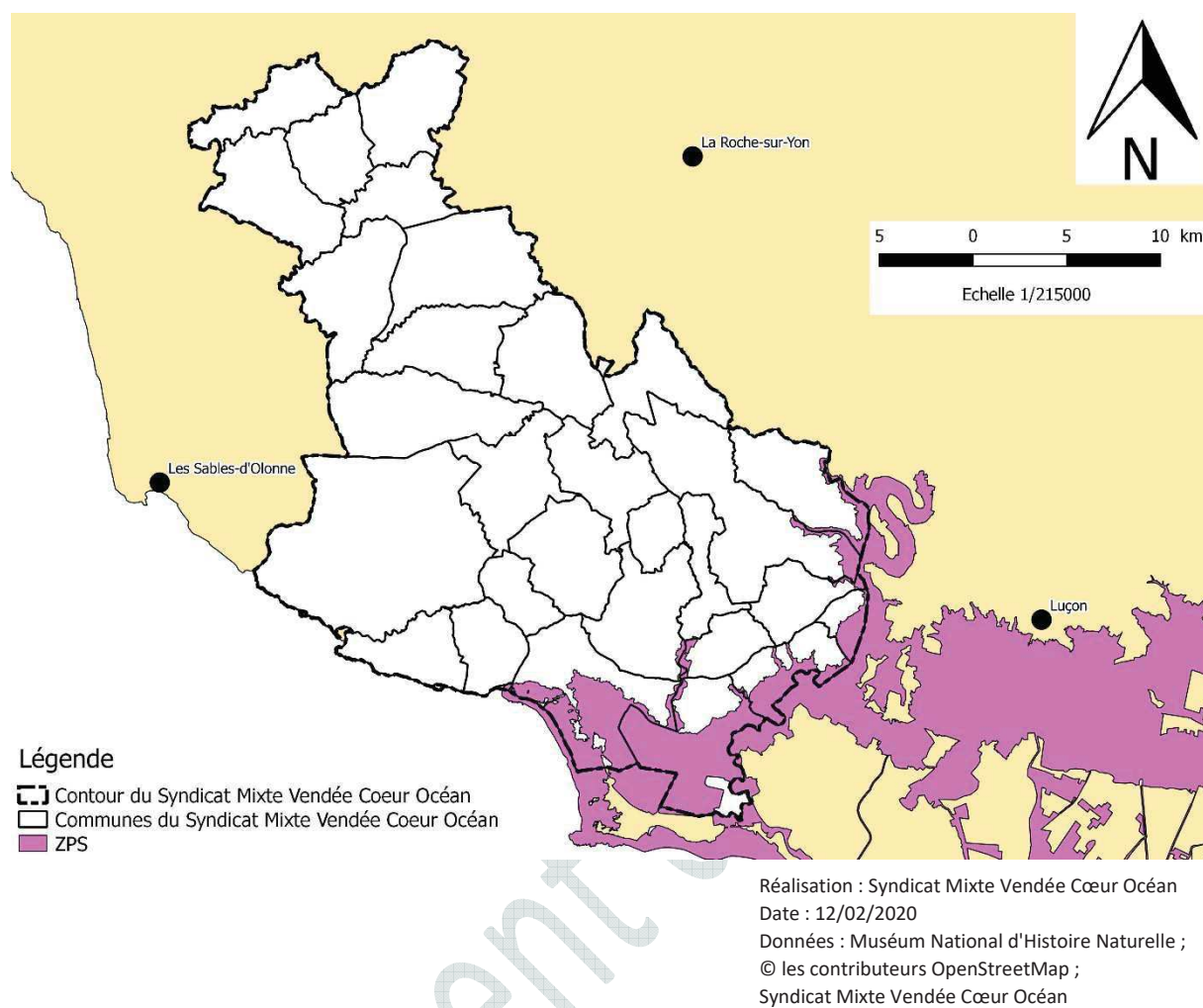
Les ZPS sont créées en application de la directive oiseaux relatifs à la conservation des oiseaux sauvages. Leur désignation doit s'accompagner de mesures effectives de gestion et de protection pour répondre aux objectifs de conservation qui sont ceux de la directive.

On compte sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan une ZPS, il s'agit du site FR54101000 « Marais Poitevin ». La surface du site est de 68 068 ha dont 5 887 ha est situé sur le Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan et 803 hectares de forêt sont présents au sein de ce site dans le secteur du Syndicat Mixte (Figure 36).

Comme indiqué précédemment (voir 8.2.2), dans une ZPS la réglementation en matière de gestion forestière est renforcée. De plus, une règle qui est propre à ce site indique que les premiers boisements d'une surface supérieure à 2 ha sont soumis à évaluation d'incidences.







**Figure 36 : Carte de la ZPS sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

#### 8.2.1.2. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC)

Les ZSC sont créées en application de la directive habitats-faune-flore. Ce sont des sites naturels ou semi-naturels qui présentent un fort intérêt pour le patrimoine naturel exceptionnel qu'ils abritent. Leur désignation doit s'accompagner de mesures effectives de gestion et de protection pour répondre aux objectifs de conservation qui sont ceux de la directive. Différentes mesures peuvent être appliquées pour conserver le patrimoine naturel de ces sites en bon état :

- réglementaires,
- contractuelles,
- administratives,
- pédagogiques,
- etc...

On compte sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan deux ZSC, il s'agit des sites FR5200657 « Marais de Talmont et zones littorales entre Les Sables-d'Olonne et Jard-sur-Mer » et FR5200659 « Marais Poitevin ». Pour le premier site, la surface est de 2 010 ha dont 1 818 ha est situé sur le Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan. La forêt occupe 467 ha sur la zone du Syndicat Mixte. Pour le second site (Marais Poitevin), sa surface de 47 745 ha. Au niveau du Syndicat Mixte la zone suit parfaitement le site de la ZPS FR54101000 « Marais Poitevin ». Il y a donc 5 887 ha de cette ZPS, situés sur le Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan dont 803 hectares de forêt (Figure 37).

##### Légende

- Contour du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan
- Communes du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan

##### ZSC

- Marais de Talmont et zones littorales entre Les Sables-d'Olonne et Jard-sur-Mer
- Marais Poitevin

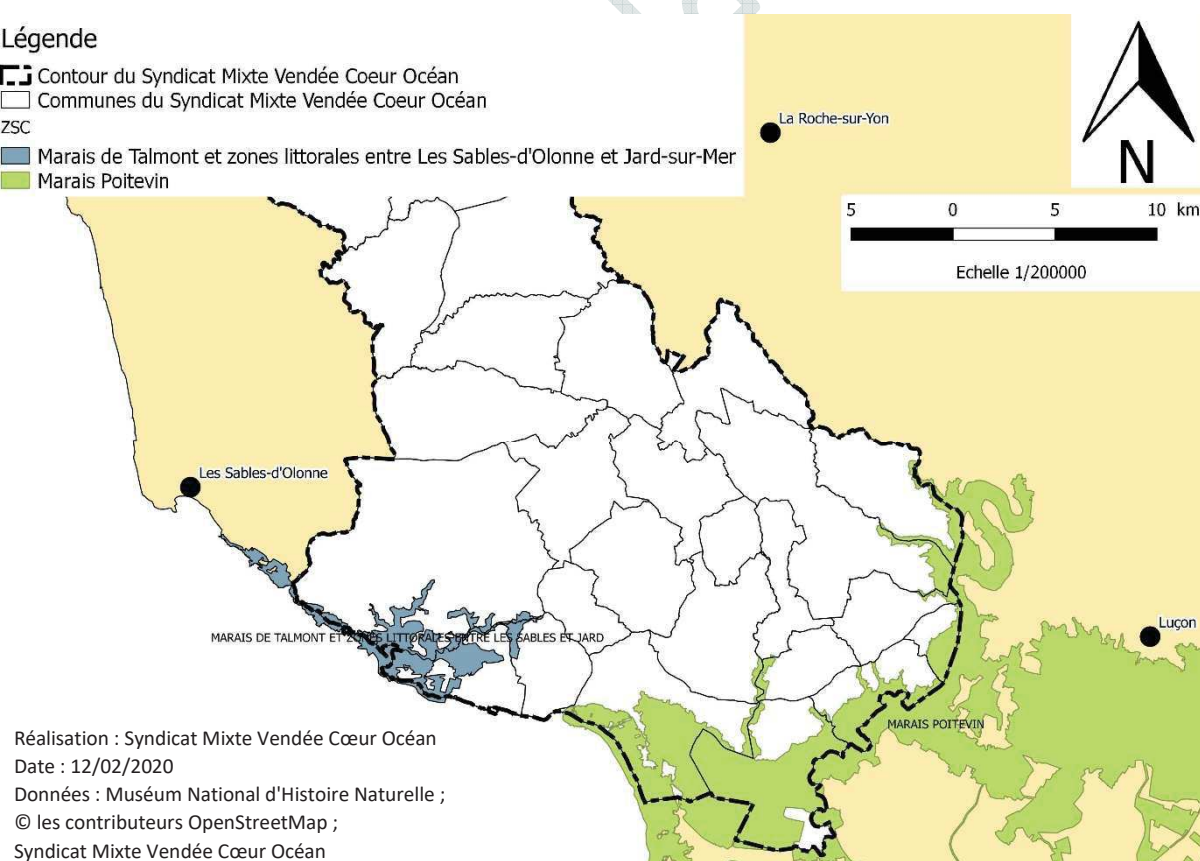


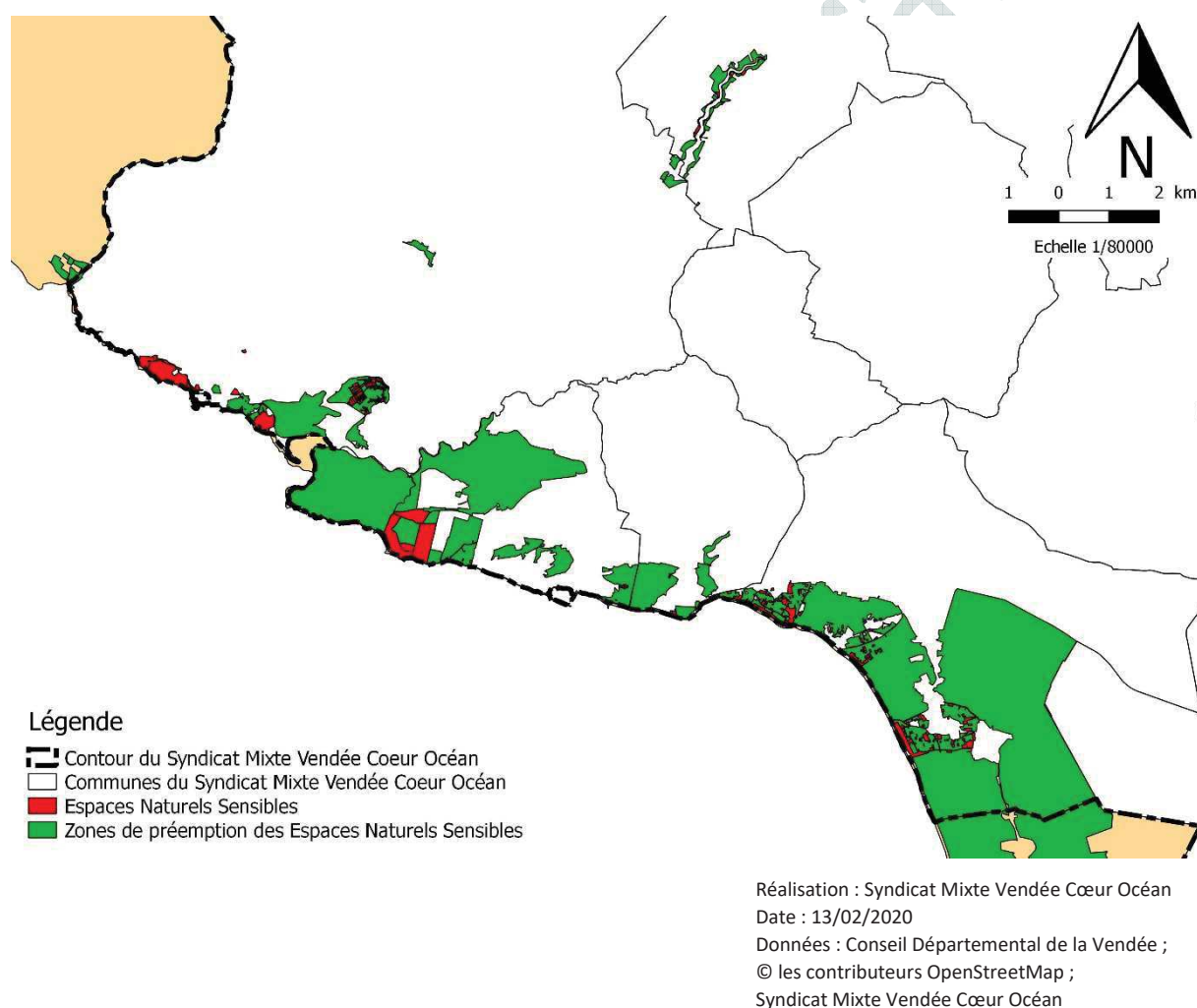
Figure 37 : Carte des ZSC sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan

### 8.2.2. Les Espaces Naturels Sensibles

« Un espace naturel sensible (ENS), institué en France par la loi 76.1285 du 31 décembre 1976 (puis précisé jurisprudentiellement par le tribunal de Besançon), est un espace « dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, soit en raison de la pression urbaine ou du développement des activités économiques ou de loisirs, soit en raison d'un intérêt particulier eu égard à la qualité du site ou aux caractéristiques des espèces végétales ou animales qui s'y trouvent ». Les ENS font suite aux « périmètres sensibles » créés par décret en 1959 pour tenter de limiter l'urbanisation sauvage du littoral. Ils font partie des aires protégées de France.

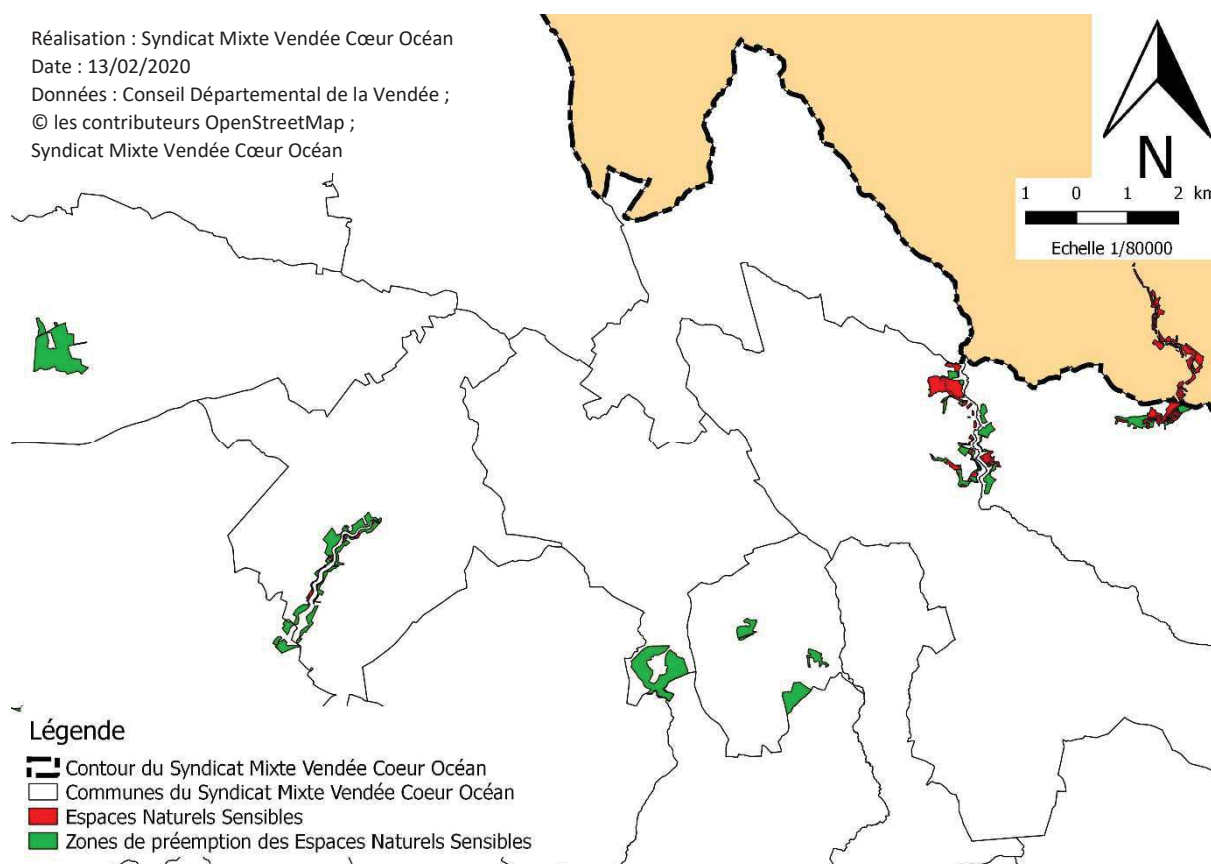
Les ENS sont le cœur des politiques environnementales des conseils départementaux. Ils contribuent généralement à la trame verte et bleue nationale, qui décline le réseau écologique paneuropéen en France, à la suite du Grenelle de l'Environnement et dans le cadre notamment des SRCE que l'État et les conseils régionaux doivent mettre en place en 2011, avec leur partenaires départementaux notamment » (wikipedia.org)

Sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan, les ENS recouvrent 283 ha et les zones de préemptions 2 675 ha (Figure 38 et 39). Il est nécessaire de préciser que tous les ENS et toutes les zones de préemptions ne sont pas situés au sein de zones boisées.

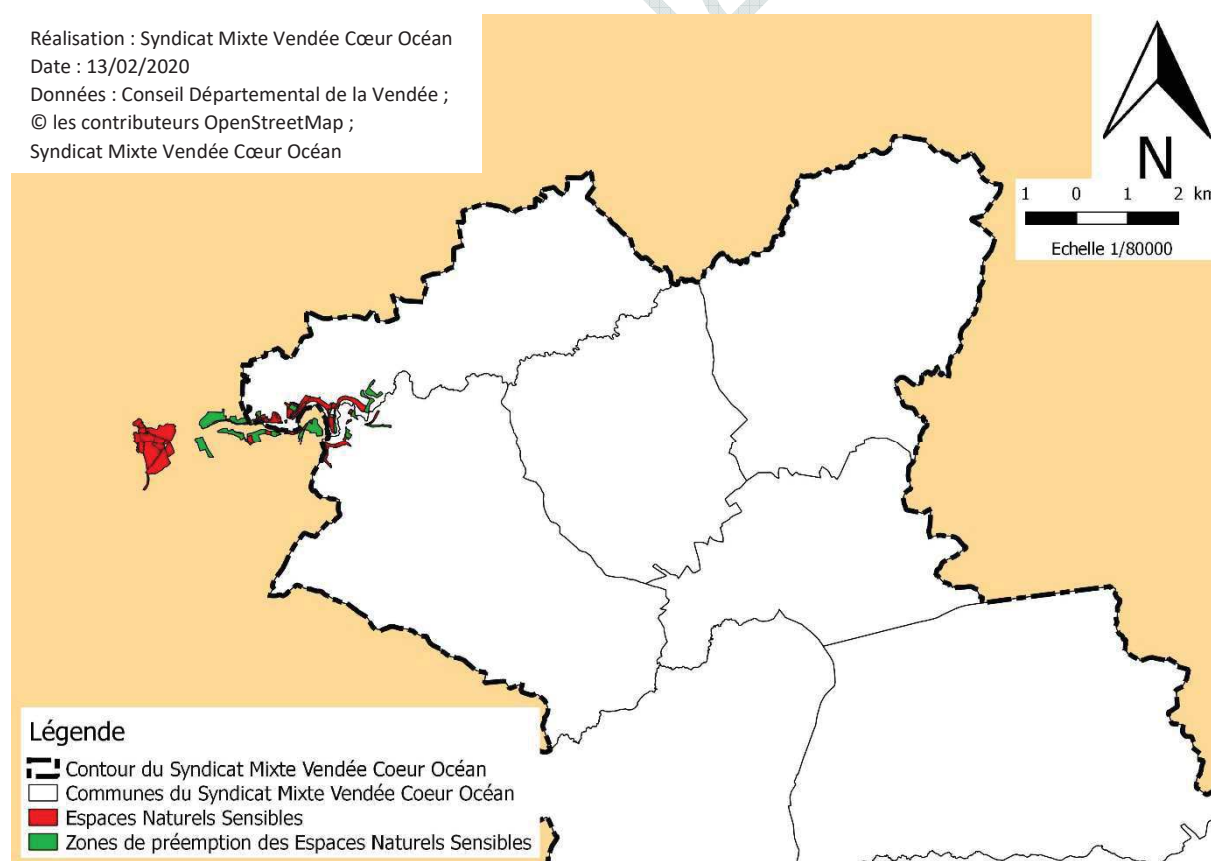


**Figure 38 : Carte des ENS et des zones de préemption ENS sur l'ouest du Syndicat**

Réalisation : Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan  
 Date : 13/02/2020  
 Données : Conseil Départemental de la Vendée ;  
 © les contributeurs OpenStreetMap ;  
 Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan



Réalisation : Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan  
 Date : 13/02/2020  
 Données : Conseil Départemental de la Vendée ;  
 © les contributeurs OpenStreetMap ;  
 Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan



**Figure 39 : Cartes des ENS et des zones de préemption ENS à l'est et au nord du Syndicat**



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
 POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





### 8.2.3. Les sites classés et les sites inscrits

#### ➤ Site inscrit

« Un site inscrit est un espace naturel ou bâti de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qui nécessite d'être conservé.

La procédure peut être à l'initiative des services de l'État (DREAL, STAP), de collectivités, d'associations, de particuliers ... L'inscription est prononcée par arrêté du Ministre en charge des sites. En site inscrit, **l'administration doit être informée** au moins 4 mois à l'avance des projets de travaux. L'Architecte des Bâtiments de France émet un avis simple, sauf pour les permis de démolir qui supposent un avis conforme. » (culture.gouv.fr)

#### ➤ Site classé

« Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave. Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue. Cette procédure est très utilisée dans le cadre de la protection d'un "paysage", considéré comme remarquable ou exceptionnel.

La procédure peut être à l'initiative de services de l'État, de collectivités, d'associations, de particuliers ..., Le dossier est ensuite instruit par la Direction Régionale de l'Écologie de l'Aménagement et du Logement. Le classement intervient par arrêté du Ministre en charge des sites ou par décret en Conseil d'État (selon le nombre et l'avis des propriétaires concernés).

En site classé, tous les travaux susceptibles de modifier l'état des lieux ou l'aspect des sites (par exemple, les travaux relevant du permis de construire) sont **soumis à autorisation** spéciale préalable du Ministère chargé des sites, après avis de la DREAL, de la DRAC (Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du département concerné) et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS). L'autorisation est déconcentrée au niveau du Préfet de département pour les travaux moins importants. » (culture.gouv.fr)

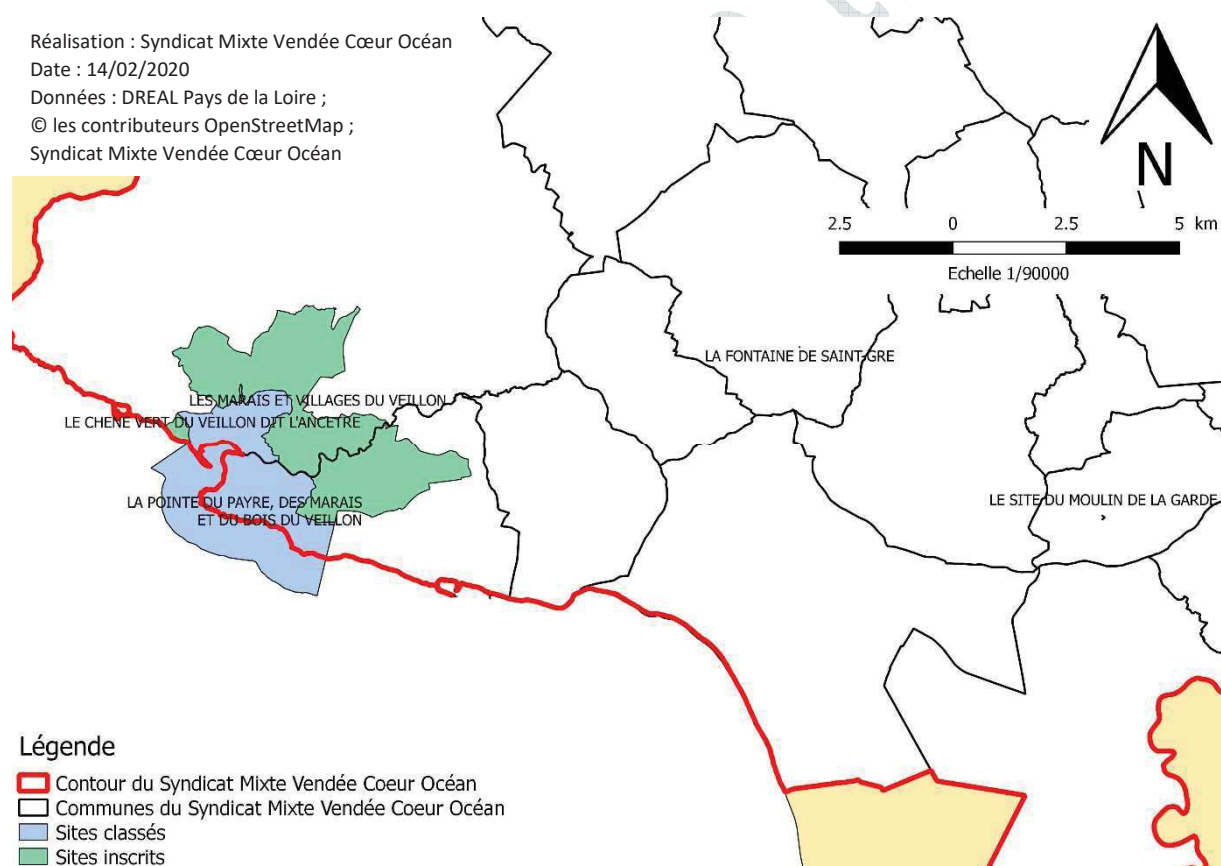




Dans le tableau ci-après, la surface correspond à la surface du site ainsi qu'à la surface présente sur le territoire du Syndicat Mixte. En effet, tous les sites sont entièrement situés sur le secteur du Syndicat (Figure 40).

Nom	Inscrit/classé	Communes	Surface
LES MARAIS ET VILLAGES DU VEILLON	Inscrit	Talmont-Saint-Hilaire/Jard-sur-Mer	1 225,8 ha
LE CHENE VERT DU VEILLON DIT L'ANCETRE	Classé	Talmont-Saint-Hilaire	0,01 ha
LA POINTE DU PAYRE, DES MARAIS ET DU BOIS DU VEILLON	Classé	Talmont-Saint-Hilaire/Jard-sur-Mer	1 031,9 ha
LA FONTAINE DE SAINT-GRE	Classé	Avrillé	0,01 ha
LE SITE DU MOULIN DE LA GARDE	Inscrit	La Jonchère	0,3 ha

La surface forestière au sein de ces sites s'élève à 393,8 ha.



**Figure 40 : Carte des sites inscrits/classés sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



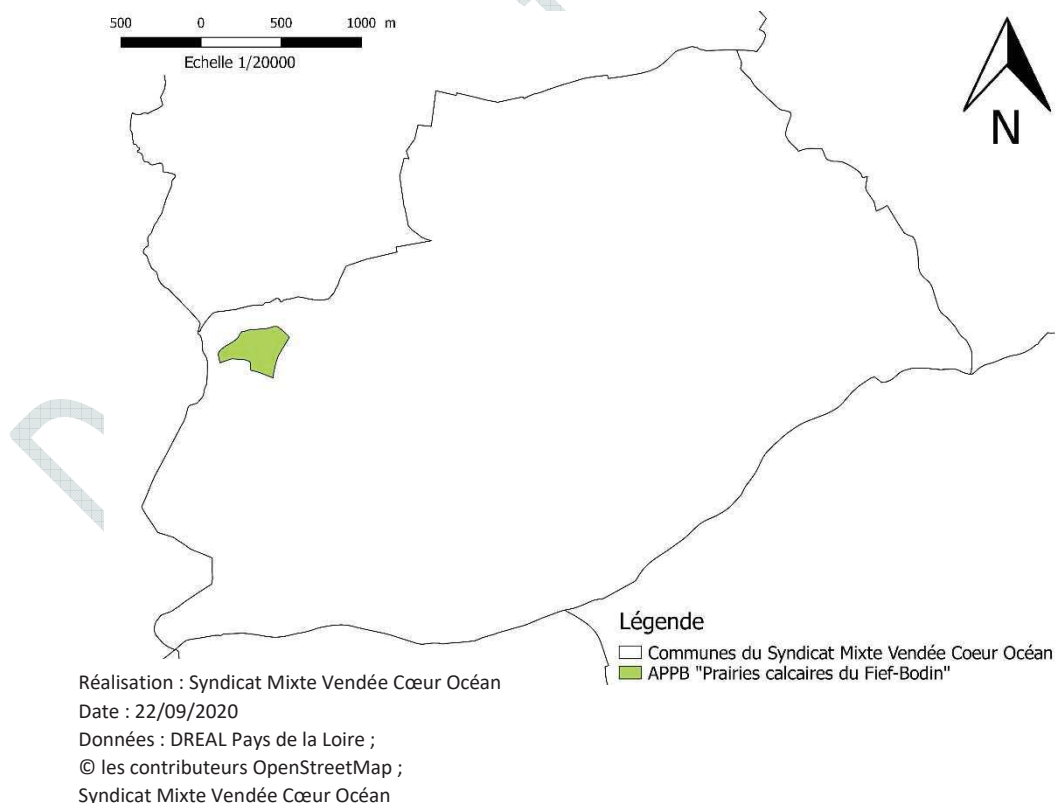
#### 8.2.4. L'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)

« Afin d'assurer la préservation des habitats des espèces animales et végétales protégées tant au plan national qu'au plan régional, le préfet a la possibilité d'agir en prenant un arrêté de conservation de biotope plus connu sous l'appellation « arrêté de biotope ».

C'est une procédure simple qui permet au préfet, à l'exclusion du domaine public maritime qui relève de la compétence du ministre en charge des pêches maritimes, de fixer les mesures de nature à favoriser la conservation de biotopes tels que mares, marais, cours d'eau, bosquets, landes, dunes, pelouses, cavités souterraines, ou toute autre milieu naturel peu exploité par l'homme, dans la mesure où ces espaces sont nécessaires à l'accomplissement de tout ou partie du cycle biologique d'espèces protégées.

Au préalable, le préfet recueille l'avis de la commission départementale des sites et de la chambre départementale d'agriculture. L'arrêté préfectoral peut interdire les actions pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux telles l'écobuage, le broyage des matériaux, le dépôt de déchets ou de matériaux, la plantation d'arbres.... Les contrevenants aux dispositions exprimées dans un arrêté de biotope peuvent être verbalisés ». (<http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/les-arretes-prefectoraux-de-protection-de-biotope-r677.html>)

Sur le territoire on compte un APPB, il se situe sur la commune de La Jonchère (Figure 41). Il s'agit de l'APPB « Prairies calcaires du Fief-Bodin » (8,05 ha). D'après l'arrêté préfectoral, les activités sylvicoles s'exercent librement, cependant les plantations sont interdites. Les coupes hivernales de bois de chauffage sont autorisées cependant le débardage doit avoir lieu hors période de reproduction de la faune et de la floraison (1<sup>er</sup> mars - 30 septembre).



**Figure 41 : Carte de l'APPB « Prairies calcaires du Fief-Bodin » situé sur la commune de La Jonchère**

### 8.2.5. Les monuments historiques

Un monument historique est un monument ou une entité recevant par arrêté un statut juridique destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique ou architectural. Deux niveaux de protection existent : un monument peut être « classé » ou « inscrit ». L'inscription est une protection présentant un intérêt remarquable à l'échelle régionale, contrairement au classement, protégeant les monuments présentant un intérêt à l'échelle de la nation et qui constitue ainsi le plus haut niveau de protection. Dans le cas d'immobilier, l'arrêté de protection énumère les parties de l'édifice qui sont protégées, à moins que celui-ci ne le soit entièrement (aussi bien des éléments extérieurs qu'intérieurs), ainsi que ses abords.

**« Dans le périmètre des 500 mètres autour des Monuments Historiques, une réglementation particulière s'applique à toute intervention susceptible de modifier le paysage. Les coupes de bois en font parties. Si le monument est classé, les coupes sont soumises à autorisation de l'architecte des bâtiments de France. Le délai d'instruction est de 2 mois et une non réponse équivaut à un refus. La demande d'autorisation est à déposer dans votre mairie. Si le monument est inscrit, une simple déclaration doit être faite à l'architecte des bâtiments de France 4 mois avant le début des interventions. La déclaration est à déposer en mairie ».**

(<https://www.laforetbouge.fr/paysdelaloire/documents/intervention-en-p%C3%A9rimetre-de-protection-dun-monument-historique-0>)

Commune	Protection	Edifice
ANGLES	Classé	Eglise
ANGLES	Classé	Donjon de Moricq
AUBIGNY	Partiellement inscrit	Eglise
AVRILLE	Classé	Menhirs numéros 6 et 7
AVRILLE	Classé	Menhir numéro 8
AVRILLE	Classé	Menhir numéro 9
AVRILLE	Classé	Menhir numéro 4
AVRILLE	Classé	Menhir numéro 5
AVRILLE	Classé	Château de la Guignardièrre
AVRILLE	Classé	Menhirs numéros 1,2 et 3
AVRILLE	Classé	Pierre branlante
AVRILLE	Inscrit	Menhir de la Fontaine Saint-Gré



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Commune	Protection	Edifice
CURZON	Partiellement classé	Eglise
JARD-SUR-MER	Classé	Eglise Sainte-Radégonde
JARD-SUR-MER	Inscrit	Abbaye de Lieu Dieu (ancienne)
LA JONCHERE	Inscrit	Eglise
LA JONCHERE	Inscrit	Croix hosannière
LE BERNARD	Inscrit	Eglise
LE BERNARD	Inscrit	Deux menhirs du Plessis
LE BERNARD	Classé	Dolmen dit de la Pierre Folle
LE BERNARD	Inscrit	Tour gallo-romaine du Breuil
LE BERNARD	Classé	Dolmen dit de la Cour du Breuil
LE BERNARD	Inscrit	Tombes mégalithiques de Savatole
LE BERNARD	Classé	Dolmen dit de la Frébouchère
LE GIVRE	Partiellement classé/inscrit	Château de La Brunière
LE GIVRE	Partiellement classé/inscrit	Menhir dit des Petites Jaunières
LE GIVRE	Classé	Menhir du Moulin Rouge
LONGEVILLE-SUR-MER	Inscrit	Eglise
MOUTIERS-LES-MAUXFAITS	Classé	Château de la Cantaudière
MOUTIERS-LES-MAUXFAITS	Classé	Eglise Saint-Jacques
MOUTIERS-LES-MAUXFAITS	Classé	Halles
SAINT-AVAUGOURD-DES-LANDES	Inscrit	Enclos protohistorique, Bois Renard
SAINT-BENOIST-SUR-MER	Inscrit	Eglise
SAINT-CYR-EN-TALMONDAIS	Inscrit	Deux ponts du Port La Claye sur le Lay
SAINTE-FLAIVE-DES-LOUPS	Inscrit	Le logis du Gué de Sainte-Flaive (le Guy)
SAINT-HILAIRE-LA-FORET	Inscrit	Menhirs de la Rainière



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Commune	Protection	Edifice
SAINT-VINCENT-SUR-GRAON	Inscrit	Menhir de la Chenillée
SAINT-VINCENT-SUR-JARD	Classé	Dolmen du Grand Bouillac
SAINT-VINCENT-SUR-JARD	Classé	Maison de campagne de G. Clemenceau
TALMONT-SAINT-HILAIRE	Partiellement classé/inscrit	Château des Granges Cathus
TALMONT-SAINT-HILAIRE	Partiellement inscrit	Eglise de Saint Hilaire
TALMONT-SAINT-HILAIRE	Inscrit	Château de Talmont (ruines)



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



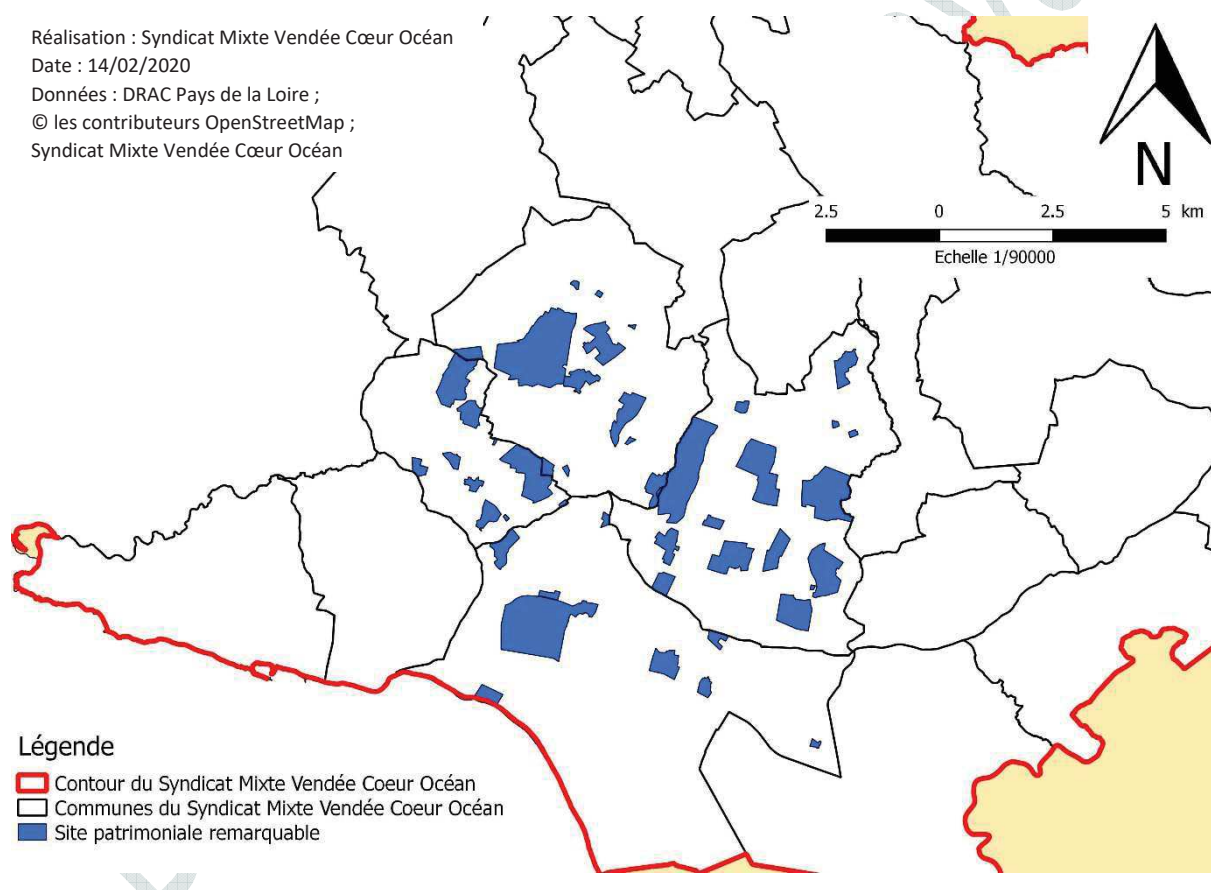


### 8.2.6. Les sites patrimoniaux remarquables

Les sites patrimoniaux remarquables (SPR) se substituent aux anciens dispositifs de protection : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Ces derniers ont été automatiquement transformés par la loi en sites patrimoniaux remarquables.

« Les interventions en forêt qui modifient l'aspect dans ces zones sont soumises à autorisation de l'autorité compétente (dossier à déposer en mairie) après avis conforme de l'architecte du bâtiment de France. L'absence de réponse vaut refus au bout de 2 mois ». (<https://www.laforetbouge.fr/paysdelaloire/documents/sites-patrimoniaux-remarquables>)

Sur le territoire il y a un SPR d'une surface de 1 407 ha qui se situe sur les communes d'Avrillé, Saint-Hilaire-la-Forêt, Le Bernard et Longeville-sur-Mer (Figure 42). Ce SPR recouvre 148 ha de forêt.



**Figure 42 : Carte du site patrimonial remarquable sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan**

### 8.2.6. Les Espaces Boisés Classés

« Le Code de l'Urbanisme prévoit la possibilité, dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) [et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi)], de classer en Espace Boisé Classés (EBC) les bois et forêts, les haies bocagères, les parcs..., pour des motifs d'ordre paysager ou écologique.

Ce classement a pour effet de :

- Interdire tout changement d'affectation ou mode d'occupation du sol de nature à compromettre l'état boisé ;
- Entraîner le rejet de plein droit de toute demande d'autorisation de défrichement ;
- Soumettre toutes les coupes et abattages à autorisation préalable (sauf s'il existe un PSG, RTG ou un CBPS avec programme de coupes et travaux, si c'est une coupe de chablis, arbres morts et dangereux, si la coupe entre dans le champs d'application des coupes par catégories définies par arrêté préfectoral).

Ces dispositions, lorsqu'elles sont mises en œuvre au niveau local, permettent d'assurer la pérennité des formations arborées (interdiction de défricher) et constituent à cet égard une mesure de préservation des paysages forestiers et des éléments du cadre de vie qui y sont associés ». (<https://www.laforetbouge.fr/paysdelaloire/documents/coupes-de-bois-dans-les-espaces-boises-classes-ebc-1>)

Une action de la Charte pourrait s'attacher à suivre et être intégrée aux autres projets du territoire et notamment l'élaboration, la révision des PLU ou PLUi.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



## 8.3. La biodiversité hors zonages

### 8.3.1. La Trame Verte et Bleue

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la région Pays-de-la-Loire a été adopté par arrêté du préfet de région le 30 octobre 2015, après son approbation par le Conseil régional par délibération en séance du 16 octobre 2015.

*« L'objectif principal du SRCE est l'identification des trames verte et bleue d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir à l'échelle régionale les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces »* (<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-schema-regional-de-coherence-ecologique-srce-r3992.html>)

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) des Pays de la Loire est en cours d'élaboration et ce dernier devrait intégrer les éléments de TVB.

Les boisements, les haies et le réseau hydrographique ont un intérêt pour la TVB. En effet, ils constituent les réservoirs de biodiversité et/ou les corridors écologiques.

Les cartes de l'Annexe III montrent la TVB sur le territoire. D'après ces dernières, les éléments de fragmentation sur le territoire sont les routes et notamment la D160 reliant Les Sables-d'Olonne à la Roche-sur-Yon en passant par Les Achards et les zones urbanisées comme les bourgs et les villages des communes.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



### 8.3.2. Les zones humides

#### Définition

« Les zones humides sont des régions où l'eau est le principal facteur déterminant l'environnement et la vie végétale et animale associée. On les trouve là où la nappe phréatique affleure ou est proche de la surface du sol, ou encore là où la terre est recouverte par des eaux.

L'article L211-1 du Code de l'environnement en donne la définition suivante : « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

On reconnaît cinq types principaux de zones humides :

- marines (zones côtières comprenant lagunes côtières, berges rocheuses et récifs coralliens),
- estuariennes (y compris deltas, marais et marécages à mangroves),
- lacustres (associées à des lacs),
- riveraines (bordant des rivières et des cours d'eau),
- palustres (ce qui signifie « marécageuses » - marais, marécages et tourbières).
- auxquelles nous pouvons rajouter des zones humides artificielles telles que les étangs agricoles, les zones de stockage de l'eau, les gravières et les canaux ».

(<http://www.gers.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Gestion-de-l-eau/Eau-et-biodiversite-jardins-especes-protegees-zones-humides-Natura-2000/L-importance-des-zones-humides>)

#### L'importance des zones humides

« Les zones humides sont parmi les milieux les plus productifs du monde. Elles sont le berceau de la diversité biologique et fournissent l'eau et la productivité primaire dont un nombre incalculable d'espèces de plantes et d'animaux (oiseaux, mammifères, reptiles, amphibiens, poissons et invertébrés) dépendent pour leur survie.

Les zones humides fournissent au niveau mondial des avantages économiques considérables : alimentation en eau (quantité et qualité), pêcheries (les 2/3 des poissons pêchés dans le monde en dépendent), agriculture (rizières...), bois d'œuvre, ressources énergétiques (tourbe et litière), faune et flore sauvages, transport, possibilités de loisirs et de tourisme.

Les zones humides d'un bassin versant contribuent également à la qualité de la ressource en eau par leurs effet auto-épurateur, par leur rôle de stockage qui pondèrent très efficacement les effets dévastateurs des crues, par le renouvellement des nappes phréatiques et la rétention des matières nutritives dans les plaines d'inondation.

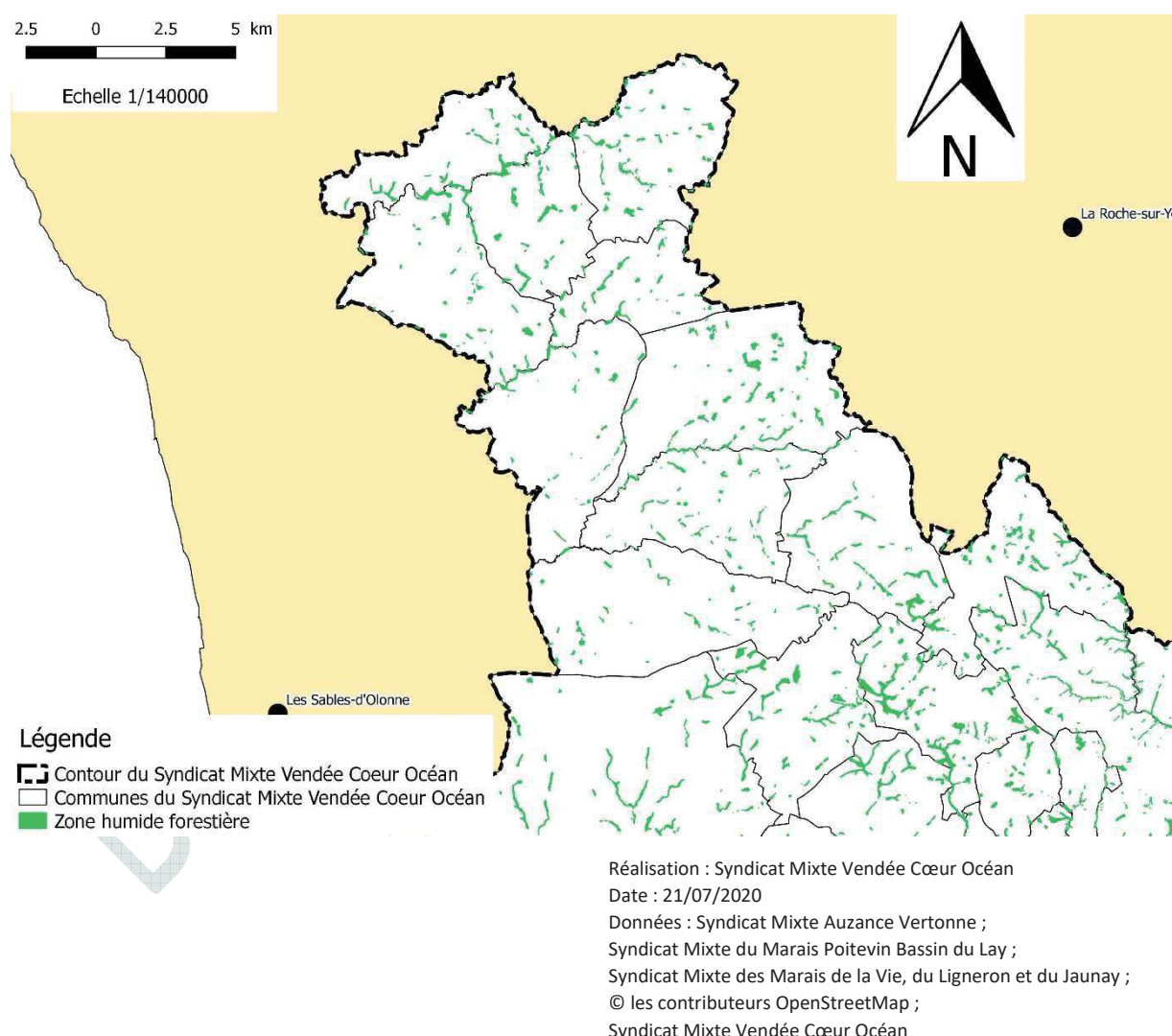
Enfin, les zones humides ont des caractéristiques particulières dues à leur place dans le patrimoine culturel de l'humanité : elles sont étroitement liées à des croyances religieuses et cosmologiques, sont des sources d'inspiration esthétique, des sanctuaires pour les espèces sauvages et sont à la base d'importantes traditions locales.



*Malheureusement, et malgré les grands progrès accomplis depuis quelques dizaines d'années, les zones humides restent parmi les écosystèmes les plus menacés du monde, par le drainage, l'assèchement, la pollution et la surexploitation de leurs ressources. Ainsi, au cours du siècle précédent les deux tiers de ces milieux ont disparu en France ».* (<http://www.gers.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Gestion-de-l-eau/Eau-et-biodiversite-jardins-especes-protegees-zones-humides-Natura-2000/L-importance-des-zones-humides>)

Sous l'impulsion des SAGE des inventaires des zones humides ont été réalisés. Ces inventaires sont obligatoires pour l'élaboration et la révision des PLU et PLUi afin que les espaces à urbaniser ne se trouvent pas en zone humide.

Sur le territoire, 4 251 ha sont considérés comme des zones humides dont 1 184 ha (28 %) sont situés en forêt mais 15,6 % des boisements sont situés en zones humides. Les cartes ci-dessous (Figures 43 et 44) montrent la localisation de ces zones humides forestières. Elles ont été élaborées avec les données des 3 SAGE présents sur le territoire (voir p 13-14).



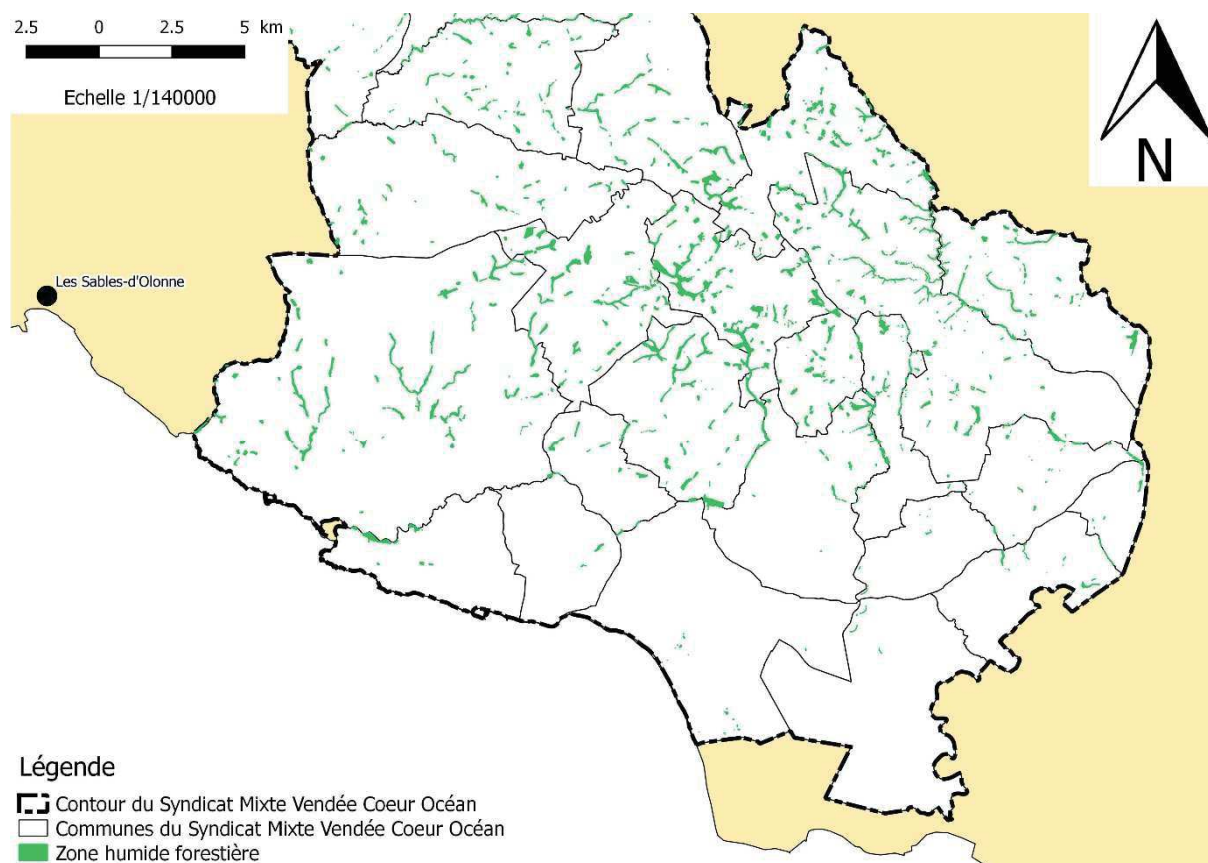
**Figure 43 : Carte des zones humides forestières situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (partie nord)**



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES







**Figure 44 : Carte des zones humides forestières situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (partie sud)**

### 8.3.3. Les ripisylves

La ripisylve est la formation boisée présente sur les rives d'un cours d'eau, d'une rivière ou d'un fleuve.

Les rôles de la ripisylve :

« - **Protection des berges contre l'érosion** : l'enracinement en profondeur des arbres et des arbustes constituant la ripisylve permet le bon maintien des berges. Les racines des arbres fixent les berges, limitant ainsi l'érosion ;

- **Dissipation du courant** : la ripisylve offre des "obstacles" à la rivière et dissipe ainsi sa force, limitant l'érosion excessive (les forces engendrées par la rivière sont en équilibre permanent : s'il n'y avait pas cette dissipation, elle serait reportée ailleurs ; pendant les crues, les végétaux freinent l'eau, ils brisent le courant et protègent les berges aval d'une érosion trop forte) ;

- **Zone tampon, épuration et fixation des nitrates, des phosphates** : les végétaux, le sol et les microorganismes constituent un filtre naturel pour la pollution qui arrive à la rivière. Les nitrates, phosphates et molécules phytosanitaires sont fixés par les plantes, le sol ou sont dégradés par les microorganismes, ce qui évite ainsi un rejet direct dans la rivière ;

- **Participation à l'auto-épuration de la rivière** : les végétaux de la ripisylve pompent également les polluants organiques directement dans la rivière et participent ainsi à l'auto-épuration naturelle ;

- **Échanges aquifères** (échanges entre les eaux de surface et les eaux souterraines) : la ripisylve sert, là aussi, de filtre et permet une meilleure infiltration de l'eau qui "glisse" le long des systèmes racinaires (participent à préserver une certaine qualité des eaux souterraines) ;

- **Zone ressource et de refuge** : la ripisylve est un lieu de ressource de nourriture, un lieu de reproduction, de refuge et de vie pour de nombreuses espèces animales, végétales, terrestres et aquatiques (caches à poisson). (...) ;

- **Effet corridor** : une certaine continuité de l'écosystème rivière / ripisylve permet de former un couloir qui peut relier deux biotopes identiques. Ils pourraient être isolés dans le cas contraire. C'est également un repère pour la faune lors des migrations d'oiseaux par exemple ;

- **Production de matière organique** : feuilles mortes, bois, ... Des microorganismes de décomposition vont former un humus riche qui permettra le développement de l'écosystème ;



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

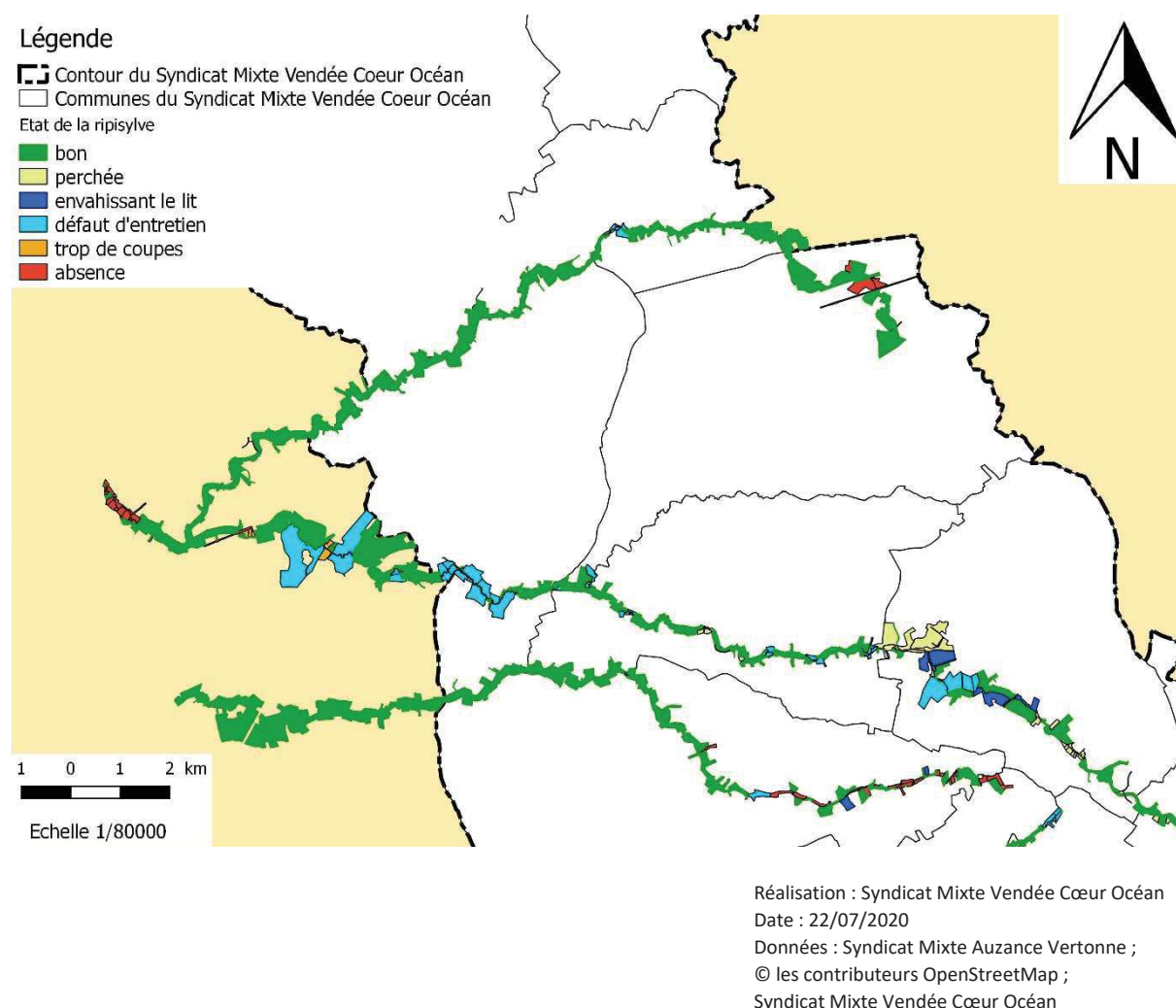


- **Ombrage des eaux** : l'ombre apportée par la ripisylve sur la rivière permet de limiter l'été l'augmentation de la température de l'eau. De plus, pour [les cours d'eau] qui présentent une importante eutrophisation, les arbres permettent également de priver les végétaux aquatiques de soleil, limitant ainsi leur photosynthèse et donc leur développement ;

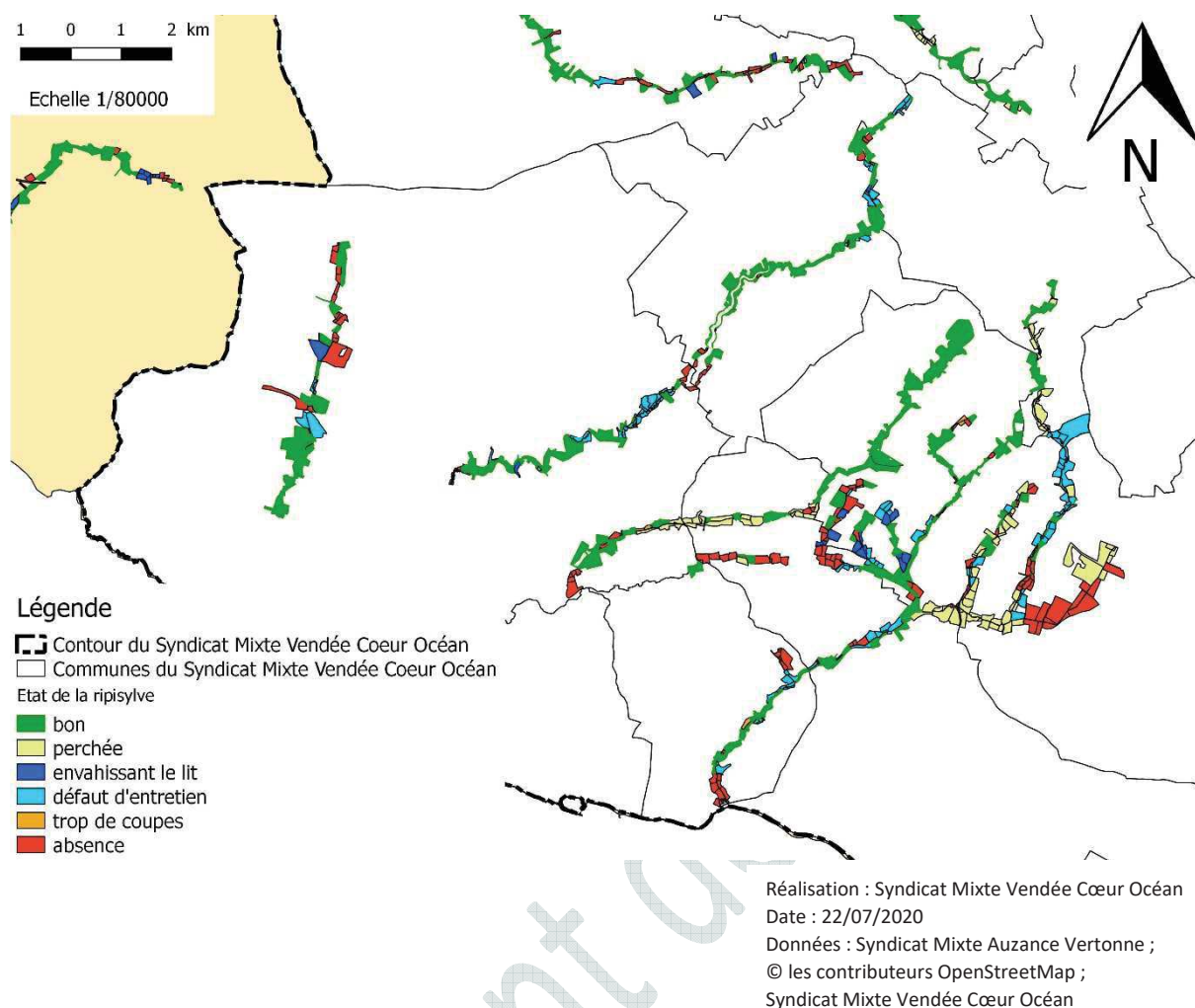
- **Effet brise-vent** : comme toutes les haies de manière générale, la ripisylve a également un effet brise vent. Des études ont démontré le gain de production des parcelles agricoles protégées par le vent (même s'il y a une perte sur les premiers mètres due à la compétition entre les espèces). » (<https://syndicat-reyssouze.fr/definition-et-roles-de-la-ripisylve/>)

Le SAGE Auzance Vertonne a mené en 2018 une étude afin de caractériser les ripisylves sur son territoire. Le SAGE nous a fourni ces données et ces dernières vous sont présentées sur les Figures 45 et 46.

Il est à noter que les cartes qui vont suivre ne représentent pas les contours des ripisylves mais les parcelles cadastrales sur lesquelles les ripisylves sont situées. De plus, la légende indique des ripisylves « perchées ». Cette caractérisation provient de la morphologie du cours d'eau. En effet, ce sont des cours d'eau dont le lit est creusé et dont le haut des berges n'est plus en contact avec le milieu aquatique.



**Figure 45 : Carte de l'état des ripisylves situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (partie nord)**

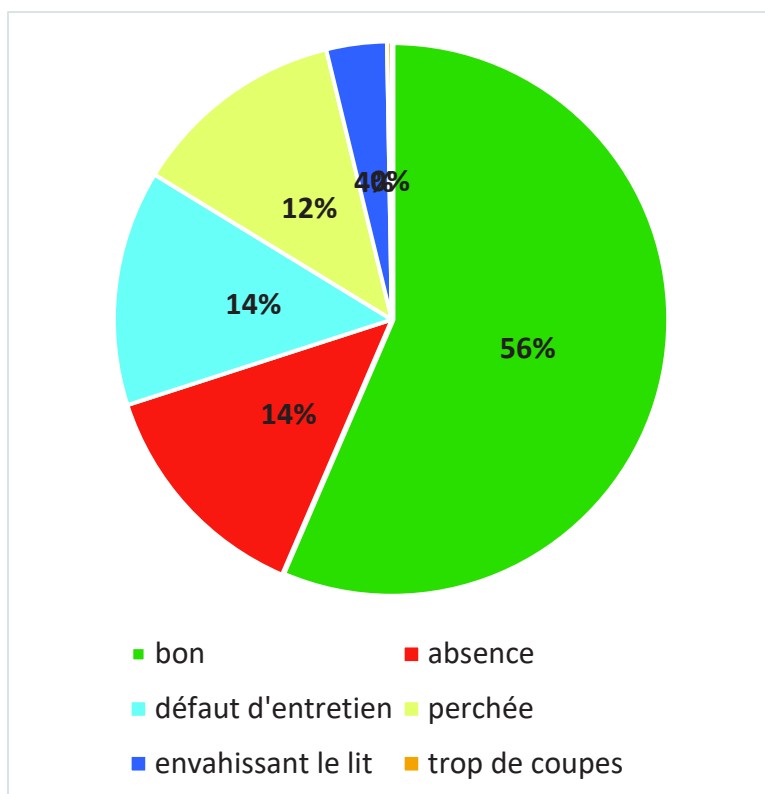


**Figure 46 : Carte de l'état des ripisylves situées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan (partie sud)**

La majorité de la ripisylve se situant sur la zone interceptant les territoires du Syndicat Mixte Auzance Vertonne et Vendée Cœur Océan est en bon état (56 %). Cependant, environ 14 % de la ripisylve est absente (Tableau IX). La Charte Forestière de territoire au travers d'une action de boisement pourrait se concentrer sur les parcelles où la ripisylve est absente.

Dans le cadre du volet « Milieux aquatiques » du CT Eau Auzance Vertonne et cours d'eau côtiers, un programme d'entretien et de restauration de la ripisylve est intégré au plan d'actions porté par les collectivités ayant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) sur ce territoire, à savoir les communautés de communes.

**Tableau IX : Répartition de l'état des ripisylves sur la zone interceptant les territoires du Syndicat Mixte Auzance Vertonne et Vendée Cœur Océan**



## 9. Les activités de loisir

### 9.1. La chasse

La chasse est une activité qui se déroule sur le territoire. Les données qui vont suivre ont été fournies par la Fédération Départementale des Chasseurs de la Vendée. On dénombre sur le territoire 27 sociétés de chasse communales et 313 chasses privées. Cela représente au minimum 56 000 ha chassables (dont une partie est la forêt). Environ 3 500 chasseurs résident sur le territoire mais tous n'y chassent pas forcément ; mais des chasseurs résidant hors de la zone peuvent aussi venir pratiquer sur le secteur.

Il est à noter que la Forêt domaniale de Longeville est chassable, qu'une partie du littoral est réservée à la Chasse Maritime de Vendée et que des Réserves de chasse sont gérées par la Fédération Départementale des Chasseurs de la Vendée.



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





## 9.2. La promenade et activités associées (vélos...)

La promenade et les activités associées se développent l'été car il y a un important afflux de touristes sur le littoral.

De nombreuses forêts publiques, possèdent des aménagements (parkings, chemins, aires de pique-nique...) pour accueillir le public.

Le tableau ci-dessous, présente les équipements présents sur la **totalité** de la forêt domaniale de Longeville au 31/12/1997. Pour les autres forêts publiques, des équipements sont également présents. Pour plus d'informations, il est nécessaire de se reporter à l'aménagement forestier de la forêt concernée.

Nature de l'équipement	Quantité
<b>Circulation</b>	
Routes publiques traversant ou longeant la forêt	18,8 km
Routes forestières empierrées	7,5 km
Routes forestières en terrain naturel	26 km
Places de stationnement aménagées	Environ 900
Pistes cavalières, circuits équestres	4,5 km
Sentiers aménagés ou balisés pour les promeneurs ou randonneurs à pied	18 km
Sentiers d'information	1 (Longeville)
Sentiers sportifs	3 (La Faute/Longeville/Jard)
<b>Accueil</b>	
Panneaux de signalisation	30 environ
Panneaux d'information	12
Abris	1 (La Faute)
Banc	80
Tables bancs	200 environ
<b>Propreté</b>	
Corbeilles - poubelles	105
<b>Protection</b>	
Barrières - chaînes	33
Piquets et fossés	5 km
Clôtures (hors dunes)	3 km
<b>Défense contre l'incendie</b>	
Pare-feu accessible aux véhicules DFCI	10,9 km
Pare-feu non accessible aux véhicules DFCI	3,3 km
Bornes d'incendie	20 environ (des bornes supplémentaires nombreuses sont implantées hors sol domanial, le long des routes et chemins publics, à moins de 50 m de la forêt)
<b>Divers</b>	
Postes de secours de maîtres-nageurs sauveteurs (M.N.S)	5
WC publics	5



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



### 9.3. La cueillette de champignons

Le ramassage de champignons est également une activité de loisir sur le territoire. Cependant, aucune donnée n'est disponible sur ce sujet.

Document de travail



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



# Bibliographie

CRPF Poitou-Charentes. Convention relative à la localisation des zones de dépérissement de chênes sessiles et pédonculés en Poitou-Charentes. 2009. 37 p.

MERCADIER C. Etude des dépérissements de chênes dans les Deux-Sèvres et la Vienne. 34 p. Rapport de stage. Centre Régional de la Propriété Forestière 1997.

Document de travail



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



# Annexes



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



Annexe I : Tableau indiquant les changements de types de peuplement (en ha) entre 2006 et 2016 et les changements entre les espaces forestiers et non forestiers

		2016																											
		defrich	FF01	FF02	FF1-00	FF1-00-00	FF1-10-10	FF1-14-14	FF1-49-49	FF1G01-01	FF1G06-06	FF2-00	FF2-00-00	FF2-51-51	FF2-52-52	FF2-64-64	FF2-80-80	FF2-90-90	FF2G53-53	FF31	FF32	FO1	FO3	FP	LA4	LA6	Total		
2006	FF0	1,1		1,9	4,0	50,5				2,3							5,4		3,5		4,7	2,6		1,9			77,9		
	FF1-00	55,5			543,1	51,7						1,0								2,3	0,6	0,3		0,5		0,5	655,5		
	FF1-00-00	84,5				2 426,1													0,5	11,3	3,1	3,0		5,4	1,5	0,6	2 543,8		
	FF1-10-10	3,0					299,4																				302,4		
	FF1-14-14							32,0																			32,0		
	FF1-49-49	2,9			0,2				53,3															0,3			56,7		
	FF1G01-01	3,0				7,9				263,9																	274,8		
	FF1G06-06										105,9																105,9		
	FF2-00	3,9		0,6		0,8						61,6								1,0	1,6						69,5		
	FF2-00-00	0,6				1,4							49,5							0,6	3,5					0,2	55,7		
	FF2-51-51	14,8													892,9		2,3									0,7	910,7		
	FF2-52-52															1,5											1,5		
	FF2-64-64	1,4			0,6				0,6								57,0										59,5		
	FF2-80-80	1,0																12,2									13,3		
	FF2-90-90																		6,9								6,9		
	FF2G53-53	5,8				0,7						0,9	3,6							411,0							422,1		
	FF31	13,6				2,2															369,5	4,2			0,8	0,3	1,2	391,8	
	FF32	7,4					1,7											1,6			3,8	246,4				0,1	261,0		
	FO1	51,5				35,1	141,4		4,2						2,6						1,0	0,8	51,9		0,6	7,9	1,5	298,5	
	FO3				0,5	2,0															1,2		0,9					4,6	6 903,0
FP	28,7			3,9	11,7			0,5																313,9			358,6		
LA4	31,4				9,0	53,8													6,4		40,9	1,8	0,4	36,7	6,9	187,3			
LA6	10,0					1,3								0,3							0,5			0,9	41,7	54,8			
non forêt		28,4	13,5	192,2	291,4	1,8		3,6	1,3	0,8	1,3	0,6	11,6					12,0	36,0	26,4	205,2	2,5	14,0	119,0	12,7	974,2			
	Total	320,0	28,4	16,0	796,3	3 044,7	301,2	32,0	62,2	267,6	106,7	64,9	53,7	907,4	1,5	57,0	21,5	6,9	426,9	432,9	291,3	305,4	4,3	337,9	167,1	65,3	8 119,2	7 799,2	
																								7567*					

\*Les surfaces cumulées apparaissant sur ce tableau ne correspondent pas exactement à celles de la couche livrée (Maj des forêts 2016) 7 594 ha vs 7 567 ha, car ce tableau a nécessité des croisements géométriques des couches 2006-2016 suivi d'un traitement pour écarter les micro-polygones



CODE_TFV	Description du type de formation végétale		
FF01	Jeune peuplement de feuillus	Terrain de couverture du sol forêt fermée présentant des traces de jeunes plants de reboisement feuillus ou de régénération acquise majoritairement feuillue ; ou terrain ayant subi un changement brutal de couverture du sol à une coupe rase ou un incident (tempête, incendie...).	Forêt fermée : taux de couvert des arbres capables d'atteindre 5 m à maturité supérieur ou égal à 40 %  Surface minimale : 50 ares  Largeur minimale : 20 m
FF02	Jeune peuplement de conifères	Terrain de couverture du sol forêt fermée présentant des traces de jeunes plants de reboisement résineux ou de régénération acquise majoritairement résineuse ; ou terrain ayant subi un changement brutal de couverture du sol à une coupe rase ou un incident (tempête, incendie...).	
FF03	Jeune peuplement Mixtes (conifères + feuillus)	Terrain de couverture du sol forêt fermée présentant des traces de jeunes plants de reboisement résineux+feuillus ou de régénération acquise résineux + feuillus ; ou terrain ayant subi un changement brutal de couverture du sol à une coupe rase ou un incident (tempête, incendie...).	
FF1-00	Forêt fermée de feuillus purs en îlots	Le taux de couvert libre relatif des feuillus (hors peupliers cultivés) est supérieur ou égal à 75 %. C'est le regroupement de toutes essences de feuillus pures ou en mélange. L'essence n'est pas recherchée pour les types de peuplement de feuillus purs entre 50 ares et 2 ha. Ils correspondent à des peuplements isolés ne pouvant être rattachés à un massif forestier de plus grande surface.	Forêt fermée : taux de couvert des arbres capables d'atteindre 5 m à maturité supérieur ou égal à 40 %  Surface minimale : 50 ares  Surface maximale : 2 ha  Largeur minimale : 20 m
FF1-00-00	Forêt fermée, de mélange de feuillus	Libellé : Forêt fermée à mélange de feuillus  Définition : Il s'agit du mélange d'au moins deux essences feuillues (y compris peuplier), dont le taux de couvert libre relatif est supérieur ou égale à 75%, sans que le taux de couvert libre relatif d'une des essences ne soit supérieur ou égale à 75 %.	Forêt fermée : taux de couvert des arbres capables d'atteindre 5 m à maturité supérieur ou égal à 40 %  Surface minimale : 2 ha  Largeur minimale : 20 m
FF1-10-10	Forêt fermée de châtaignier pur	Le taux de couvert libre relatif du châtaignier est supérieur ou égal à 75 %. Pas de regroupement d'essences	
FF1-14-14	Forêt fermée de robinier pur	Le taux de couvert libre relatif du robinier est supérieur ou égal à 75 %. Pas de regroupement d'essences.	
FF1G01-01	Forêt fermée de chênes	Le taux de couvert libre relatif des chênes décidus est supérieur ou égal à 75 %. C'est le regroupement des	



	<b>décidus purs</b>	espèces de chênes en peuplement pur ou en mélange : chêne pédonculé, chêne pubescent, chêne sessile, chêne rouge, etc.(hors chêne vert)	
<b>FF1G06-06</b>	<b>Forêt fermée de feuillus à chênes verts majoritaires</b>	Le taux de couvert libre relatif des chênes verts est supérieur ou égal à 75 %.	
<b>FF1-49-49</b>	<b>Forêt fermée d'un autre feuillu pur</b>	Le taux de couvert libre relatif d'une même essence feuillue autre que chênes, châtaignier ou robinier est supérieur ou égal à 75 %. Le type « autre feuillu » regroupe des peuplements d'essence pure telles que frêne, érables, bouleau, aulne, coudrier, eucalyptus, charme... (mais pas en mélange).	
<b>FF2-51-51</b>	<b>Forêt fermée de pin maritime pur</b>	Le taux de couvert libre relatif du pin maritime est supérieur ou égal à 75 %. Pas de regroupement d'essences.	
<b>FF2-52-52</b>	<b>Forêt fermée de pin sylvestre pur</b>	Le taux de couvert libre relatif du pin sylvestre est supérieur ou égal à 75 %. Pas de regroupement d'essences.	
<b>FF2G53-53</b>	<b>Forêt fermée de pin laricio ou pin noir pur</b>	Le taux de couvert libre relatif du pin laricio ou du pin noir pur est supérieur ou égal à 75 %. Le type regroupe des peuplements purs de pin laricio ou de pin noir et des peuplements mélangés de pin laricio et pin noir.	
<b>FF2-64-64</b>	<b>Forêt fermée de douglas pur</b>	Le taux de couvert libre relatif du douglas est supérieur ou égal à 75 %. Pas de regroupement d'essences	
<b>FF2-80-80</b>	<b>Forêt fermée à mélange de pins purs</b>	C'est le mélange d'au moins deux espèces de pins sans être uniquement un mélange de pin noir et de pin laricio ou uniquement un mélange de pin à crochets et pin cembro. Le taux de couvert libre relatif d'un mélange de pins est supérieur ou égal à 75 % sans que le taux de couvert libre relatif d'une des essences ne soit supérieur ou égale à 75 %.	
<b>FF2-90-90</b>	<b>Forêt fermée à mélange d'autres conifères</b>	Le taux de couvert libre relatif d'un mélange d'autres conifères est supérieur ou égal à 75 % sans que le taux de couvert libre relatif d'une des essences ne soit supérieur ou égal à 75 %. C'est le mélange d'au moins deux espèces de conifères sans présence de pins.	
<b>FF31</b>	<b>Forêt fermée à mélange de feuillus prépondérants et conifères</b>	Le taux de couvert libre relatif de feuillus est supérieur ou égal à 50 % et inférieur à 75 %. C'est le regroupement de toutes essences de feuillus et de conifères.	Forêt fermée : taux de couvert des arbres capables d'atteindre 5 m à maturité supérieur ou égal à 40 %  Surface minimale : 50 ares
<b>FF32</b>	<b>Forêt fermée à mélange de</b>	Le taux de couvert libre relatif de conifères est supérieur ou égal à 50 % et inférieure à 75 %. C'est le	Largeur minimale : 20 m

	<b>conifères prépondérants et feuillus</b>	regroupement de toutes essences de feuillus et de conifères.	
<b>FP</b>	<b>Peupleraie</b>	Le taux de couvert arboré est supérieur ou égal à 10 % et le taux de couvert libre relatif des peupliers cultivés est supérieur ou égal à 75 % (au moins dans l'étage principal du peuplement).	
<b>FO1</b>	<b>Forêt ouverte de feuillus purs</b>	Le taux de couvert libre relatif des feuillus purs est supérieur ou égal à 75 %. C'est le regroupement de toutes essences feuillues. L'essence n'est pas recherchée pour la forêt ouverte.	Forêt ouverte : taux de couvert des arbres capables d'atteindre 5 m à maturité supérieur ou égal à 10 % et inférieur à 40 %
<b>FO2</b>	<b>Forêt ouverte de conifères purs</b>	Le taux de couvert libre relatif des conifères purs est supérieur ou égal à 75 %. C'est le regroupement de toutes essences conifères. L'essence n'est pas recherchée pour la forêt ouverte.	Surface minimale : 50 ares Largeur minimale : 20 m
<b>FO3</b>	<b>Forêt ouverte à mélange de feuillus et conifères</b>	Le taux de couvert libre relatif de feuillus est supérieur ou égal à 25 % et le taux de couvert libre relatif de conifères est supérieur ou égal à 25 %. C'est le regroupement de toutes essences de feuillus et de conifères.	
<b>LA4</b>	<b>Lande</b>	La végétation qui constitue une lande est une végétation spontanée qui comprend une proportion importante de plantes ligneuses (bruyères, genêts, ajoncs, épineux divers) et semi-ligneuses (fougères, phragmites...) dont la hauteur ne dépasse pas 5 mètres. Le couvert de ces plantes est supérieur ou égale à 25 %. Les landes, au sens usuel, regroupent notamment les landes alpines, les landes montagnardes, les garrigues ou maquis non boisés, les terrains incultes ou en friches, les landes sur terrains salés, les landes à phragmite. Les tourbières en exploitation ne sont pas des landes.	Hors forêt : taux de couvert des arbres inférieur à 10 % Surface minimale : 50 ares Largeur minimale : 20 m
<b>LA6</b>	<b>Formation herbacée</b>	La végétation qui constitue une formation herbacée est une végétation naturelle qui comprend une proportion d'herbacée supérieure ou égale à 75 %, la végétation ligneuse ne présentant alors qu'un couvert végétal inférieur à 25 %. Les formations herbacées, au sens usuel, regroupent notamment les pelouses alpines, les pelouses montagnardes pastorales, les pelouses pastorales des garrigues et maquis.	



Annexe II : Questionnaire envoyé aux propriétaires forestiers  
de plus de 1 ha



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES



# Enquête auprès des propriétaires de parcelles boisées sur le territoire du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan

## I/ Informations vous concernant :

- Nom, prénom : ..... Date de naissance : .....
- Adresse : .....  
.....
- Tel: .....
- Mail : : .....
- Comment êtes-vous devenu propriétaire ? ☐ Héritage ☐ Achat

## II/ Informations sur votre (vos) parcelle(s) boisée(s) :

- Commune(s) / Lieu(x) dit(s) / parcelle(s) cadastrale(s) (section, numéro) : .....
- Surface totale : ..... ha
- Quelles sont les principales essences d'arbres présentes sur vos parcelles (Pins, chêne, châtaignier...) ? .....
- Possédez-vous un document de gestion durable pour vos bois (Plan Simple de Gestion, Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles, Règlement Type de Gestion) ? ☐ OUI ☐ NON

## III/ Quelle(s) activité(s) menez-vous dans votre bois :

- Pour vous, quel(s) rôle(s) doit remplir votre forêt ?

- ☐ Production de bois ☐ Apport de revenus ☐ Conservation d'un patrimoine familial  
☐ Lieu d'accueil du public ☐ Réserve écologique ☐ Cadre de vie – paysage  
☐ Lieu de loisirs personnels (cueillette, promenade...) ☐ Lieu de chasse ☐ Autre : .....

- Chassez-vous ou louez-vous une chasse sur votre (vos) parcelle(s) ? ☐ OUI ☐ NON

## ➔ Exploitation du bois :

- Avez-vous déjà coupé ou fait couper du bois ? ☐ OUI ☐ NON

Si **oui**, est-ce ☐ pour votre consommation personnelle ☐ pour vendre ☐ Autre : .....

Si **non**, pourquoi ne pas couper de bois ?

- ☐ Pas de parcelle(s) exploitable(s) ☐ Manque de temps / éloignement / âge ☐ Pas d'intérêt  
☐ Trouver la limite de mes parcelles ☐ Petite taille de la (des) parcelle(s) ☐ Faible qualité de bois  
☐ Problèmes d'accès (manque de chemins desservant la/les parcelle(s), problème de pente)  
☐ Autre. Précisez : .....

- Coupez-vous vous-même votre bois ? ☐ OUI ☐ NON

Si **non**,

- A qui avez-vous confié cette mission (amis, famille, connaissances, professionnels, ...) ? .....



- Quel(s) type(s) de produit(s) exploitez-vous dans votre bois ?  
☐ Bois bûche    ☐ Bois déchiqueté    ☐ Piquets    ☐ Bois de sciage  
☐ Autre. Précisez : .....
  - A quelle année remonte votre dernière exploitation ? .....
  - Vous faites-vous aider pour gérer vos bois ? ☐ OUI    ☐ NON
    - Si oui, par qui (gestionnaire professionnel, ami, ...) ? .....
- Avez-vous des notions en termes de sylviculture (gestion forestière) ? ☐ OUI    ☐ NON

#### IV / Consommation de bois énergie

Pour commencer son étude, Vendée Cœur Océan s'intéresse particulièrement à la production de **bois énergie (bois bûche ou bois déchiqueté)** afin de voir si une filière locale pourrait être développée.

- Consommez-vous du bois bûche / bois énergie (granulés, plaquettes, ...) ? ☐ OUI    ☐ NON
  - Si oui, via quel dispositif ? ☐ Chaufferie collective    ☐ Poêle à granulés    ☐ Insert  
☐ Cheminée à foyer ouvert    ☐ Cheminée à foyer fermé    ☐ Autre : .....
  - Le combustible vient-il de vos parcelles ? ☐ OUI    ☐ NON
- Faites-vous exploiter du bois déchiqueté sur vos parcelles par des professionnels ? ☐ OUI    ☐ NON
  - Si oui, à qui ? .....
- Coupez-vous vous-même votre **bois bûche** ? ☐ OUI    ☐ NON
  - Si **non**, à qui avez-vous confié cette mission (amis, famille, connaissances, professionnels...) ? .....

#### V/ Seriez-vous intéressé par les actions suivantes ? :

- ☐ Vente / achat / échange de parcelles forestières (possibilité de mise en lien avec d'autres propriétaires intéressés)
- ☐ Regroupement de coupes avec les propriétaires des parcelles voisines afin de faciliter la venue d'une entreprise d'exploitation forestière
- ☐ Plantation
- ☐ Amélioration de la desserte forestière
- ☐ Aide à la mise en relation avec des professionnels locaux
- ☐ Journée de formation / information sur une ou plusieurs des thématiques suivantes (cocher la ou les cases correspondant à vos besoins) :
 

<input type="checkbox"/> Sylviculture / bases de gestion forestière	<input type="checkbox"/> Rédiger son Plan Simple de Gestion	<input type="checkbox"/> Cours du bois
<input type="checkbox"/> Usages du bois	<input type="checkbox"/> Rencontre d'entreprises de transformation	<input type="checkbox"/> Fiscalité
- Autre(s) suggestion(s) : .....

#### Remarques diverses :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Questionnaire à renvoyer par courrier ou par mail avant le 28 février 2020  
 Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan - 301 rue du Maréchal Ferrant – ZI du Pâtis 1 – BP 20  
 85440 TALMONT-SAINT-HILAIRE  
 clement.bourel@vendeeoeurocean.fr



Annexe III : Cartes de la Trame Verte et Bleue sur le territoire  
du Syndicat Mixte Vendée Cœur Océan

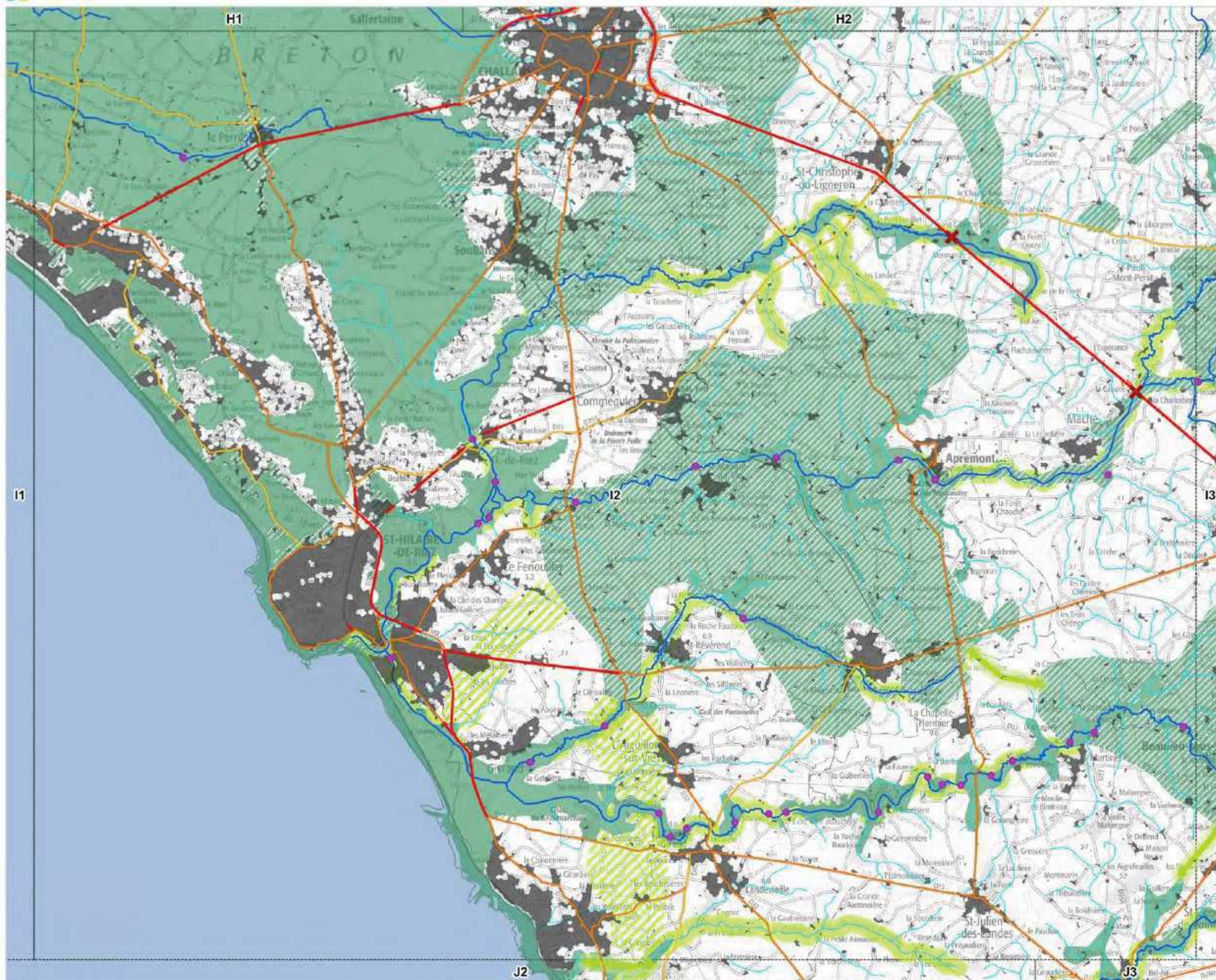


CE PROJET EST COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL. L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES





# SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DES PAYS DE LA LOIRE TRAME VERTE ET BLEUE



## Continuités écologiques

### Réservoirs de biodiversité

- Sous-trame des milieux aquatiques
- Sous-trame boisée ou humide ou littorale ou milieux ouverts ou superposition de plusieurs sous-trames
- Sous-trame bocagère

### Corridors écologiques "potentiels" = dont l'emprise doit être précisée localement

- Corridors écologiques linéaires
- Corridors vallées
- Corridors territoires

### Éléments de fragmentation potentiels

#### Éléments fragmentant ponctuels

- Référentiel des Obstacles à l'Écoulement
- Ruptures potentielles aux continuités écologiques

#### Éléments fragmentant linéaires

- Niveau 1 = très fort
- Niveau 2 = fort
- Niveau 3 = moyen

#### Éléments fragmentant surfaciques

- Tâche urbaine

### Éléments permettant le maintien des continuités écologiques

#### Ouvrages permettant le maintien des continuités

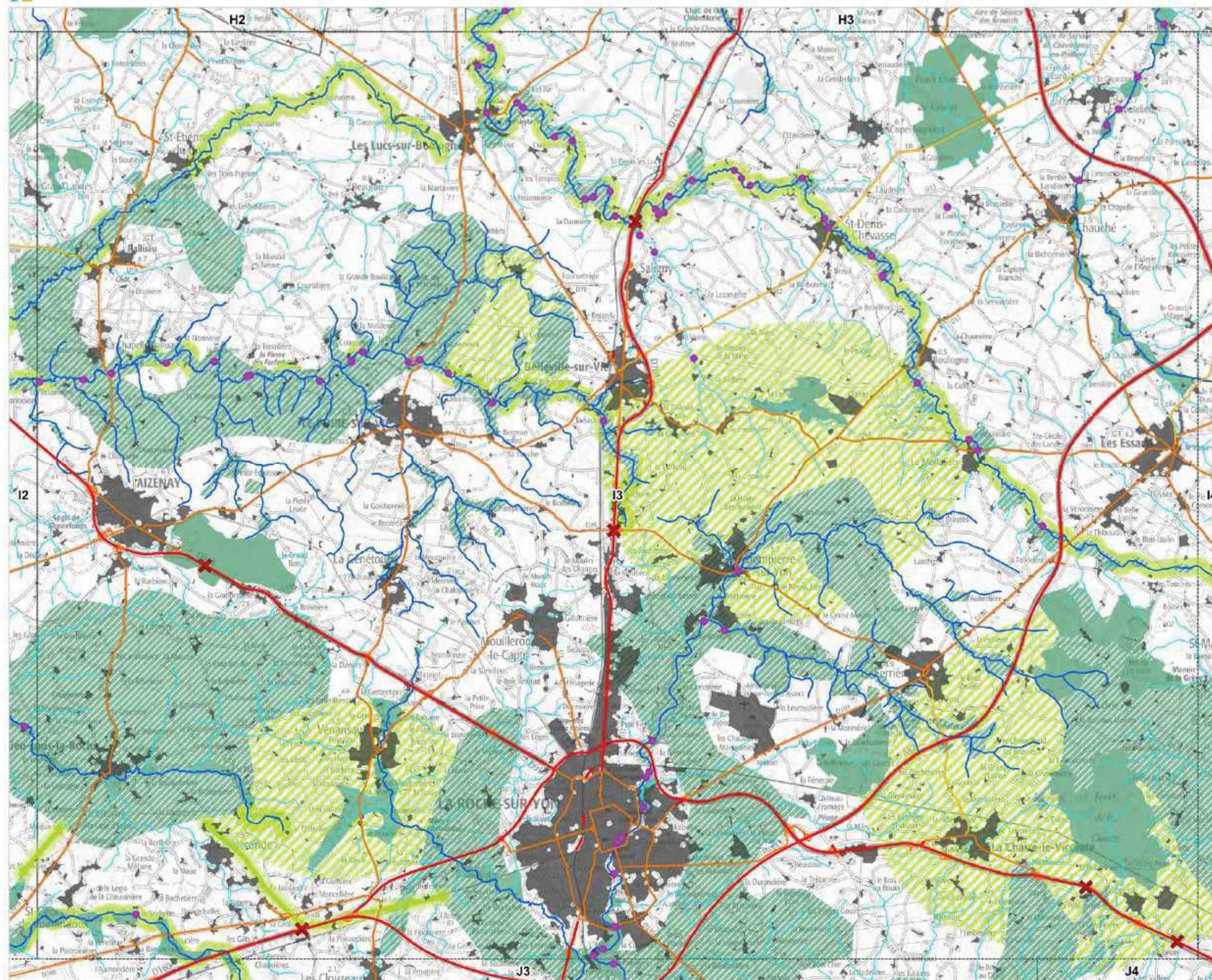
- Passage à faune
- Viaduc

Les cartes sont exploitables au 1/100 000ème et ne doivent pas faire l'objet de zoom pour leur interprétation.  
Réactualisation tous les 5 ans.



DREAL Région des Pays de la Loire - Tous droits réservés  
Sources : DREAL Pays de la Loire - IGN® SCAN1000, BD TOPO®, BD CARTEGRAPHIQUE®, SDAGE Loire-Bretagne  
- ONEMA - ONZ - Région Pays de la Loire - DREAL Bretagne, BRT, Centre, PC - INPN - CG - CBN - FRCAFN - INRAWWF - PNR LAT, SN - CLC - Biotopie  
Réalisation : Biotopie, avril 2014  
Mise à jour : DREAL Pays de la Loire, septembre 2015





## Continuités écologiques

### Réservoirs de biodiversité

- Sous-trame des milieux aquatiques
- Sous-trame boisée ou humide ou littorale ou milieux ouverts ou superposition de plusieurs sous-trames
- Sous-trame bocagère

### Corridors écologiques "potentiels" = dont l'emprise doit être précisée localement

- Corridors écologiques linéaires
- Corridors vallées
- Corridors territoriaux

### Éléments de fragmentation potentiels

#### Éléments fragmentant ponctuels

- Référentiel des Obstacles à l'Écoulement
- Ruptures potentielles aux continuités écologiques

#### Éléments fragmentant linéaires

- Niveau 1 = très fort
- Niveau 2 = fort
- Niveau 3 = moyen

#### Éléments fragmentant surfaciques

- Tâche urbaine

### Éléments permettant le maintien des continuités écologiques

#### Ouvrages permettant le maintien des continuités

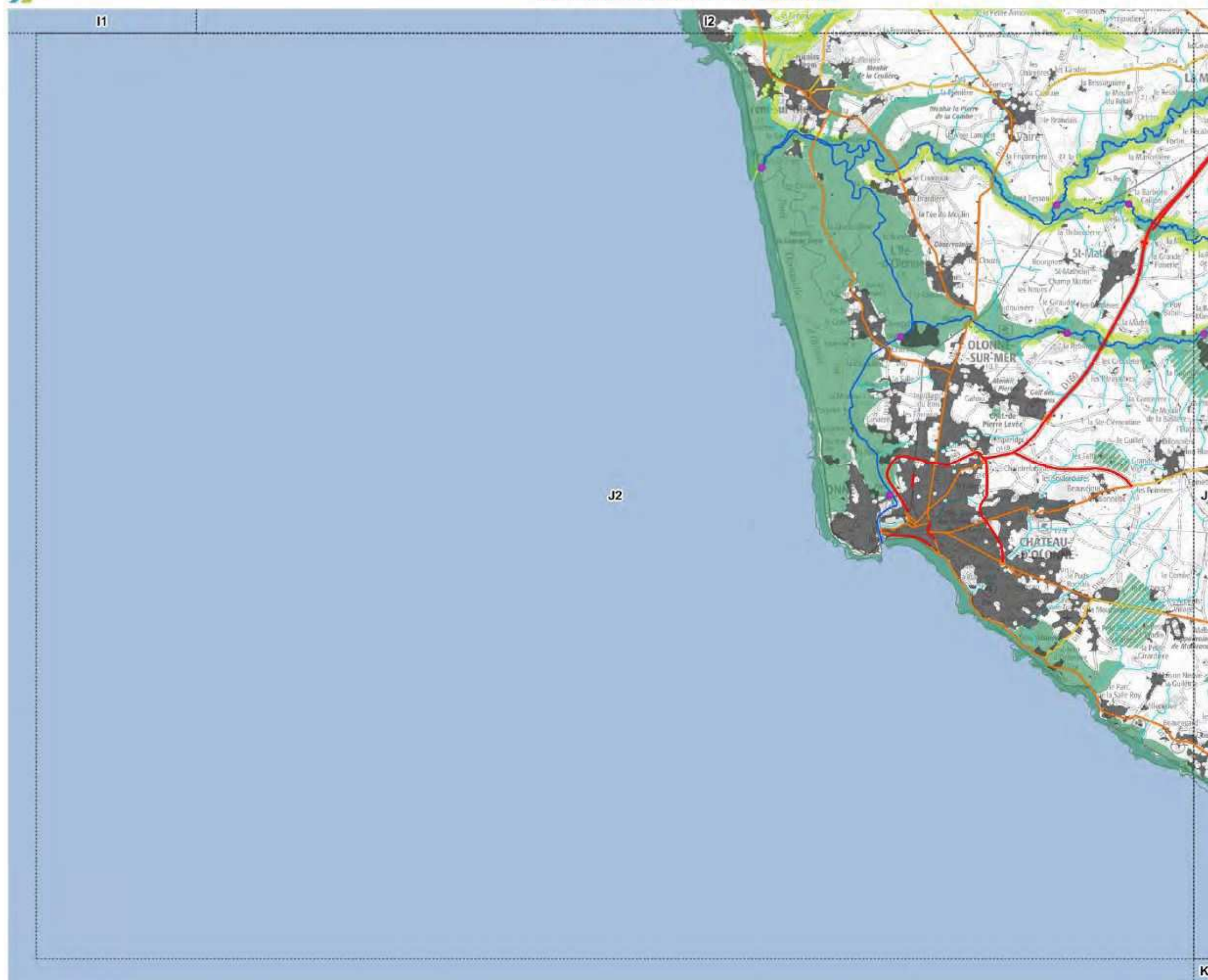
- Passage à faune
- Viaduc

Les cartes sont exploitables au 1/100 000ème et ne doivent pas faire l'objet de zoom pour leur interprétation.  
Réactualisation tous les 6 ans.



DREAL/Région des Pays de la Loire - Tous droits réservés  
Sources : DREAL Pays de la Loire - IGN® SCAN1000, BD TOPO®, BD CARTHAGE®, SDAGE Loire-Bretagne  
- ONEMA - DCEH - Région Pays de la Loire - DREAL Bretagne, B1, Centre, PC - INPN - CG - CBN - FRCNPN - INRAWWF - PNR LAT, SN - CLC - Biotopie  
Réalisation : Biotopie, avril 2014  
Mise à jour : DREAL Pays de la Loire, septembre 2015





### Continuités écologiques

#### Réservoirs de biodiversité

- Sous-trame des milieux aquatiques
- Sous-trame boisée ou humide ou littorale ou milieux ouverts ou superposition de plusieurs sous-trames
- Sous-trame bocagère

#### Corridors écologiques "potentiels"

= dont l'emprise doit être précisée localement

- Corridors écologiques linéaires
- Corridors vallées
- Corridors territoires

#### Éléments de fragmentation potentiels

##### Éléments fragmentant ponctuels

- Référentiel des Obstacles à l'Écoulement
- Ruptures potentielles aux continuités écologiques

##### Éléments fragmentant linéaires

- Niveau 1 = très fort
- Niveau 2 = fort
- Niveau 3 = moyen

##### Éléments fragmentant surfaciques

- Tâche urbaine

#### Éléments permettant le maintien des continuités écologiques

##### Ouvrages permettant le maintien des continuités

- Passage à faune
- Viaduc

Les cartes sont exploitables au 1/100 000ème et ne doivent pas faire l'objet de zoom pour leur interprétation.  
Réactualisation tous les 6 ans.

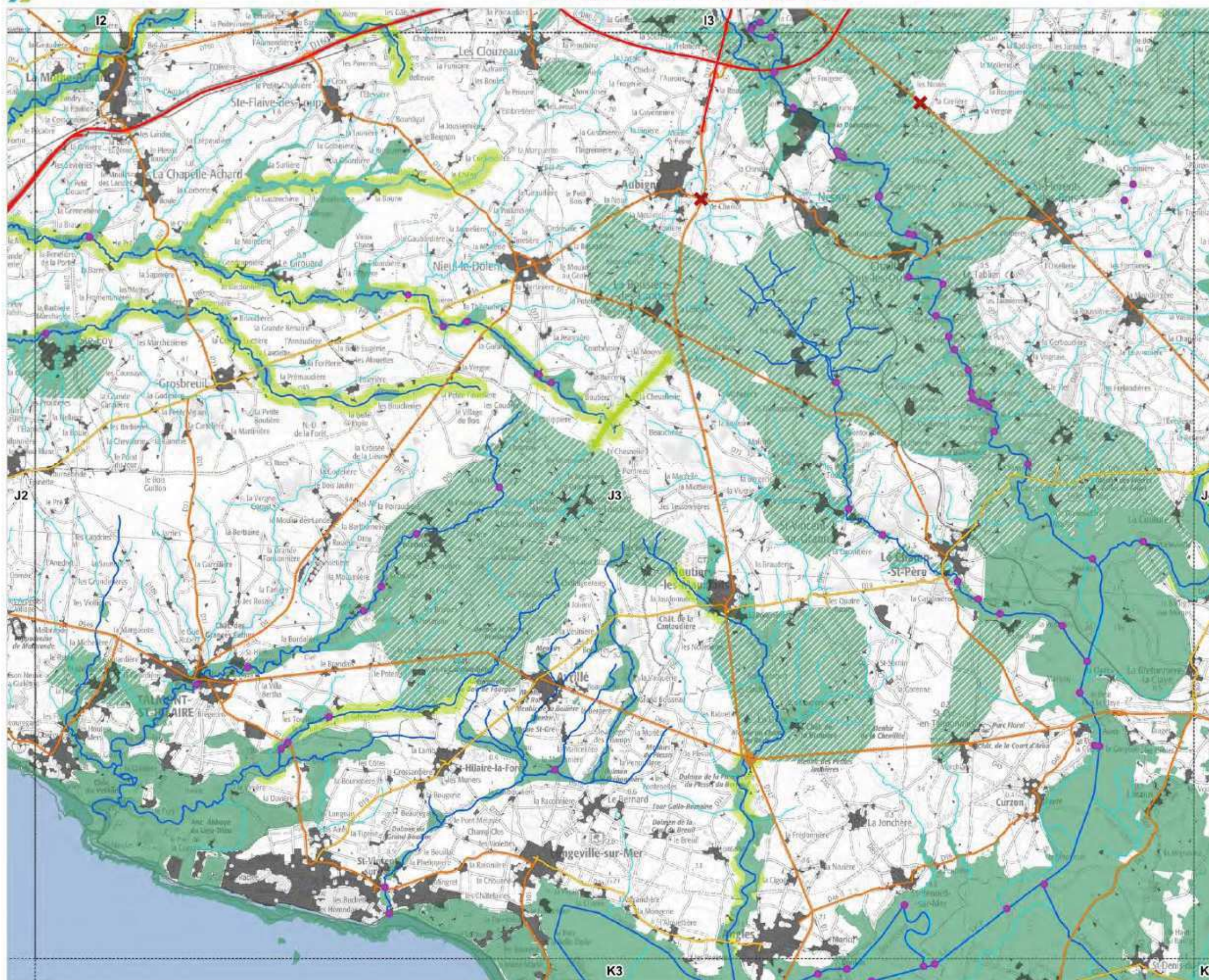


DREAL/Région des Pays de la Loire - Tous droits réservés  
Sources : DREAL Pays de la Loire - IGN® SCANN1000® BD TOPO®, BD CARTHAGE®, SDAGE Loire-Bretagne  
- ONEMA - DRH4 - Région Pays de la Loire - DREAL Bretagne, BNL  
Centre, PC - INPN - CG - CBN - FRCAFN - INRAWWF - PNR LAT SN - CLC - Biotopie  
Réalisation : Biotopie, avril 2014  
Mise à jour : DREAL Pays de la Loire, septembre 2015



# SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DES PAYS DE LA LOIRE

## TRAME VERTE ET BLEUE



### Continuités écologiques

#### Réservoirs de biodiversité

- Sous-trame des milieux aquatiques
- Sous-trame boisée ou humide ou littorale ou milieux ouverts ou superposition de plusieurs sous-trames
- Sous-trame bocagère

#### Corridors écologiques "potentiels"

= dont l'emprise doit être précisée localement

- Corridors écologiques linéaires
- Corridors vallées
- Corridors territoires

#### Éléments de fragmentation potentiels

##### Éléments fragmentant ponctuels

- Référentiel des Obstacles à l'Écoulement
- Ruptures potentielles aux continuités écologiques

##### Éléments fragmentant linéaires

- Niveau 1 = très fort
- Niveau 2 = fort
- Niveau 3 = moyen

##### Éléments fragmentant surfaciques

- Tâche urbaine

#### Éléments permettant le maintien des continuités écologiques

##### Ouvrages permettant le maintien des continuités

- Passage à faune
- Viaduc

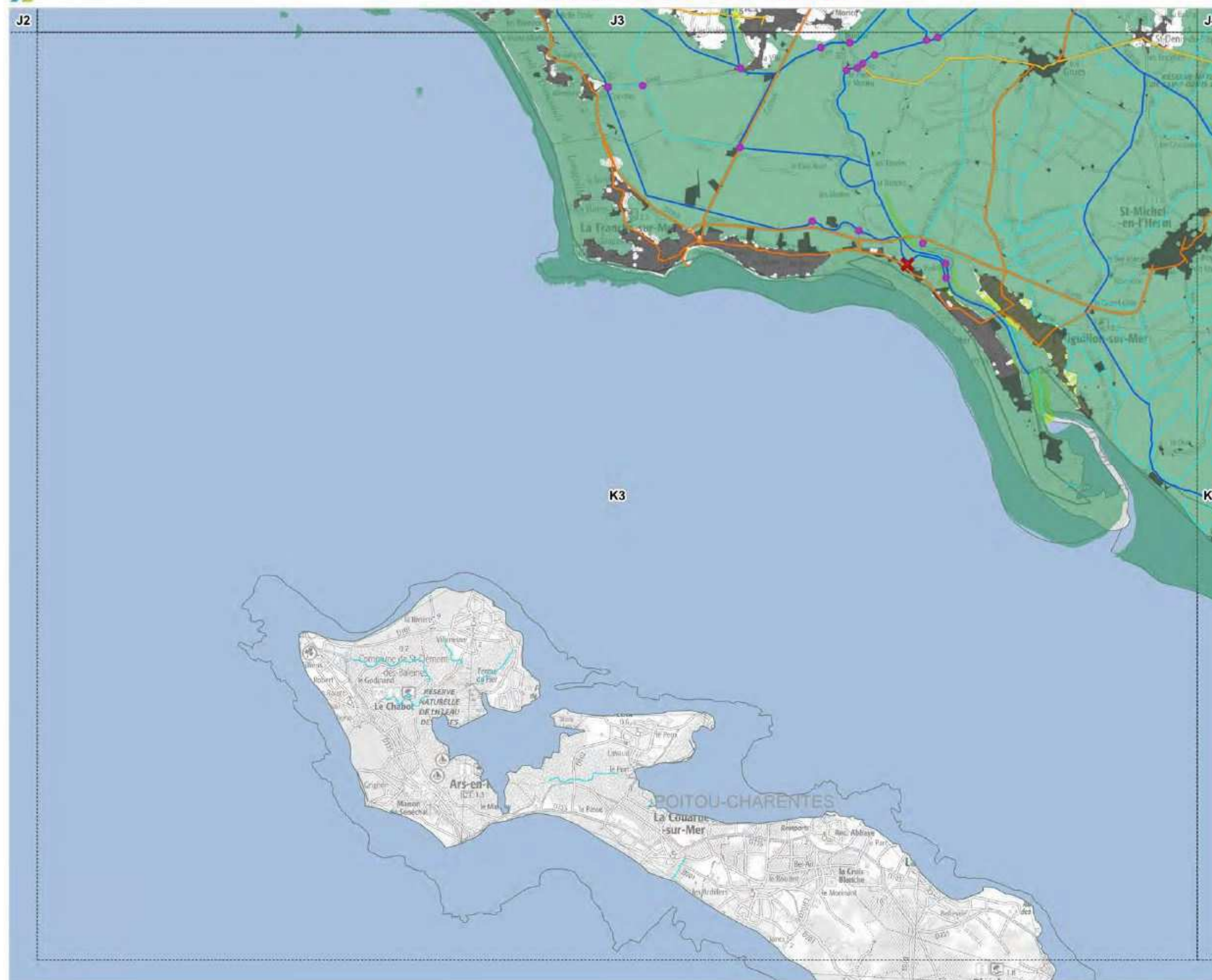
Les cartes sont exploitables au 1/100 000ème et ne doivent pas faire l'objet de zoom pour leur interprétation. Réactualisation tous les 6 ans.



DREAL Région des Pays de la Loire - Tous droits réservés  
Sources : DREAL Pays de la Loire - IGN® SCAN1000; BD TOPO®; BD CARTHAGE®; SDAGE Loire-Bretagne  
- ONEMA - ONZ - Région Pays de la Loire - DREAL Bretagne, BN Centre, PC - INPN - CG - CBN - FRCAFN - INRAWAF - PNR LAT, BN - CLC - Biotope  
Réalisation : Biotope, avril 2014  
Mise à jour : DREAL Pays de la Loire, septembre 2015



# SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DES PAYS DE LA LOIRE TRAME VERTE ET BLEUE



## Continuités écologiques

### Réservoirs de biodiversité

- Sous-trame des milieux aquatiques
- Sous-trame boisée ou humide ou littorale ou milieux ouverts ou superposition de plusieurs sous-trames
- Sous-trame bocagère

### Corridors écologiques "potentiels" = dont l'emprise doit être précisée localement

- Corridors écologiques linéaires
- Corridors vallées
- Corridors ferroviaires

### Éléments de fragmentation potentiels

#### Éléments fragmentant ponctuels

- Référentiel des Obstacles à l'Écoulement
- Ruptures potentielles aux continuités écologiques

#### Éléments fragmentant linéaires

- Niveau 1 = très fort
- Niveau 2 = fort
- Niveau 3 = moyen

#### Éléments fragmentant surfaciques

- Tâche urbaine

### Éléments permettant le maintien des continuités écologiques

#### Ouvrages permettant le maintien des continuités

- Passage à faune
- Viaduc

Les cartes sont exploitables au 1/100 000ème et ne doivent pas faire l'objet de zoom pour leur interprétation.  
Réactualisation tous les 6 ans.



DREAL/Région des Pays de la Loire - Tous droits réservés  
Sources : DREAL Pays de la Loire - IGN® SCAN1000, BD TOPO®, BD CARTHAGE®, SDAGE Loire-Bretagne  
- ONEMA - CRZ - Région Pays de la Loire - DREAL Bretagne, BN, Centre, PC - INPN - CG - CBN - FRC/IN - INRA/WWF - PNR LAT, SN - CLC - Biotopie  
Réalisation : Biotopie, avril 2014  
Mise à jour : DREAL Pays de la Loire, septembre 2015